



Rapport Financier Semestriel 2010





Rapport Financier Semestriel 2010

- I Attestation du responsable du rapport financier semestriel**
- II Rapport d'activité au 30 juin 2010**
- III Comptes consolidés au 30 juin 2010**
- IV Rapport des commissaires aux comptes**



**Attestation
du responsable
du
Rapport Financier
Semestriel**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Macif et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité compris dans le présent rapport financier semestriel présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris le 30 Août 2010,

Le Président du Conseil d'Administration

Gérard Andreck



**Rapport
D'Activité
Au 30 juin 2010**

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés au 30 juin 2010 sont établis en conformité avec la norme IAS 34.

1 Évolution de l'environnement

1 - ÉVOLUTION DU CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Après une année 2009 difficile, l'économie mondiale avait accueilli 2010 avec beaucoup d'espoirs. Six mois plus tard, des doutes persistent sur la vigueur de la reprise et l'ampleur des risques macroéconomiques. Des subprimes, aux importantes difficultés de la Grèce, les crises de la dette se succèdent.

Toutes les zones géographiques ne s'en sortent pourtant pas de la même manière. Les pays émergents (Brésil, Chine, Inde, etc.) conjuguent un essor économique remarquable avec des fondamentaux relativement sains, voyant leur poids sur la scène internationale accru d'autant. Les Etats-Unis occupent une position intermédiaire. Affaiblis notamment par un marché du travail difficile, ils ont cependant surpris par une forte capacité de rebond. Pour l'heure, c'est bien l'Europe qui subit les pleins effets de la crise, cumulant une croissance atone avec des marges de manœuvre économiques réduites (endettement, politique monétaire), sur fond de désaccords politiques persistants.

Sur le Vieux Continent, le premier semestre a été accaparé par la problématique de la dette souveraine. Echaudés par les exemples grec et espagnol, les gouvernements européens vivent dans leur majorité du plan de relance à l'austérité budgétaire, au risque de faire avorter la reprise espérée. La baisse de l'euro a certes profité aux économies les plus tournées vers l'exportation, mais cet appui demeure précaire et accroît la dépendance aux fluctuations des marchés.

Dans ce paysage d'ensemble, la situation de la France constitue aujourd'hui un réel point d'interrogation. Si son économie avait surpris par sa bonne résistance en 2009, elle inquiète aujourd'hui par le manque de relais de croissance : de la consommation qui avait jusqu'alors résisté et qui montre des signes de faiblesses liés à la modération salariale, au retrait progressif de mesures de soutien telle que la prime à la casse, et au retour de l'inflation ; de plus les entreprises demeurent hésitantes devant les perspectives économiques, d'autant que leur compétitivité à l'international souffre de la comparaison avec l'Allemagne. Un signe favorable, toutefois, en perspective du second semestre : la détente sur le marché de l'emploi qui pourrait survenir plus tôt que prévu. Dans ces conditions, les perspectives de croissance perçues au 1^{er} semestre ne laissent pas présager un solide rebond sur la fin de l'année, notamment sur le marché de l'assurance.

Sur le plan financier, les banques centrales ont réduit au premier semestre les liquidités qu'elles avaient apportées au plus fort de la crise pour soutenir les banques. Les taux européens à court terme sont remontés pour cette raison modestement, de 0,41% à 0,54% pour l'Eonia, mais les inquiétudes sur la croissance en fin de semestre, à la suite des plans d'austérité, n'ont pas permis de poursuivre ce début de normalisation.

Pour les placements obligataires, les Etats européens, considérés comme les plus solvables, ont vu leurs taux à long terme atteindre les niveaux les plus bas observés depuis 2005, 2,61% pour l'Allemagne et 3,05% pour la France, alors que dans le même temps, ceux qui avaient des difficultés budgétaires voyaient leur taux s'envoler, à plus de 4,80% pour l'Espagne, et à plus de 10% pour la Grèce !

Les marchés actions qui commençaient à prendre en compte les effets bénéfiques de la reprise en mars-avril sont passés à une situation de perte en mai-juin et sont restés très instables au gré des nouvelles. Les Etats-Unis et les marchés émergents ont perdu 5 à 6% sur le semestre alors que les pays européens, pour lesquels la croissance semble plus menacée, ont perdu plutôt 10%.

2 - ÉVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT ASSURANTIEL

En Dommages

En assurance automobile, les mesures gouvernementales de soutien dites « primes à la casse » ont été diminuées. Les ventes de véhicules neufs sont en baisse sur les mois de mai et juin, mais l'évolution sur l'ensemble du semestre est positive de +6,2 % pour l'ensemble des véhicules légers. Après une année 2009 très basse, le marché des véhicules d'occasion se redresse de +3,1%. Compte tenu de la prolongation des mesures de primes à la casse, le parc devrait être en légère hausse.

Sur le marché de l'habitation, le nombre de transactions immobilières est remonté au niveau du second semestre 2008, soutenu par le niveau bas des taux de crédits immobiliers. Deux événements naturels ont frappé la France : la tempête Xynthia dans l'ouest qui a provoqué une forte inondation maritime et de violents orages dans le Var. Ces événements ont un impact économique important sur les contrats multirisques. Les conséquences d'une urbanisation en zones inondables ont amené les pouvoirs publics à engager des procédures de rachat amiable d'habitations situées en zones dangereuses.

En Santé et Prévoyance

Les dépenses de santé ont évolué de manière contrastée sur le premier semestre 2010. L'inflation des dépenses de soins de ville et des établissements de santé a été contenue à environ +3%. En particulier, les prescriptions de médicaments délivrées en ville n'ont augmenté que de 1,5% sur les cinq premiers mois. Cette évolution correspond cependant au déremboursement de nombreux médicaments. A l'inverse, les soins d'auxiliaires médicaux connaissent une inflation forte de +6,8% sur les cinq premiers mois de l'année. Le marché des assurances santé et prévoyance est en croissance sensible de chiffre d'affaires, d'environ +5%, principalement portée par les augmentations de cotisations des complémentaires santé.

En Epargne

Une situation plus équilibrée s'installe : la collecte d'épargne reste toujours orientée à la hausse mais les retraits sont en hausse sensible. Les supports en euros sont toujours privilégiés par les épargnants et ont augmenté de +6 % depuis le début de l'année. Ils représentent 87% de la collecte totale. Le montant des prestations versées depuis le début de l'année est en progression de +3 % à fin juin et les encours de contrats d'assurance vie sont à fin mai 2010 en hausse de +8 % pour le marché.

2 Faits marquants

1 - ÉVOLUTION DES PARTENARIATS, DES ALLIANCES ET DES PARTICIPATIONS DU GROUPE

Sferen

Le 12 février 2010, le Comité des Entreprises d'Assurance (désormais fusionné au sein de l'Autorité de Contrôle Prudentiel – ACP) a autorisé l'affiliation de la Macif à la SGAM SFEREN réunissant Maif, Macif et Matmut.

L'Autorité de la Concurrence a par ailleurs autorisé le 2 juin 2010, ledit rapprochement entre Macif, Maif et Matmut du fait de la création de cette SGAM, étant précisé que SFEREN prévoit de développer à court et moyen termes des projets communs dans les domaines tels que l'assurance-vie et non vie, la réassurance et la gestion d'actifs. Forte de ces autorisations, la SGAM SFEREN peut désormais entrer en phase d'étude de ces différents axes de développements communs.

Partenariat AG2R-La Mondiale

A l'issue de la consultation lancée en janvier 2010 auprès de plusieurs groupes de Protection Sociale complémentaire pour une coopération dans les assurances collectives en complémentaire santé et prévoyance, le groupe Macif a décidé de retenir AG2R-La Mondiale avec laquelle il a signé une lettre d'intention le 6 avril 2010. Le projet de partenariat est en phase d'instruction.

2- AUTRES ÉLÉMENTS

Progression des cotisations acquises

Au 30 juin 2010, les cotisations acquises du groupe Macif s'élèvent à 3.047.367 K€, en progression de 11,9%. Le secteur Epargne enregistre la plus forte croissance avec une collecte brute en hausse de 22% (contre +8% constatés sur le secteur en France). Tous les autres secteurs d'activité enregistrent également des progressions significatives, mais à des niveaux inférieurs à celui constaté en Épargne.

(en milliers d'euros)	30 juin 10	30 juin 09	Var°	%
Dommages	1 421 738	1 360 929	60 809	4,5%
- Auto	888 382	873 032	15 350	1,8%
- Habitation	302 930	285 008	17 922	6,3%
- Autres assurances de biens	230 426	202 889	27 537	13,6%
Epargne	1 360 423	1 118 534	241 889	21,6%
Santé & Prévoyance	265 206	242 851	22 355	9,2%
TOTAL	3 047 367	2 722 314	325 053	11,9%

La collecte Epargne représente désormais 45% des cotisations du groupe Macif, contre 41% au 30 juin 2009.

Sinistralité climatique

Au cours du premier semestre 2010, plusieurs événements climatiques ont engendré une sinistralité exceptionnelle en Dommages (notamment sur les branches d'assurance dommages aux biens). La charge de sinistres représente un total de 112.000 K€ avant réassurance et règlements commerciaux. La charge pour le groupe Macif restera toutefois limitée grâce notamment à l'intervention du traité cumulant sinistralité climatique et sinistralité catastrophe naturelle et pourra être établie en fin d'exercice sur la base de la connaissance de la charge annuelle.

Variation des provisions mathématiques de rentes

Les provisions mathématiques de rentes s'élèvent à 1.088.120 K€ contre 1.029.297 K€ au 31 décembre 2009. Cette progression de 58.823 K€ s'explique notamment par la baisse du TME (Taux Moyen des emprunts d'Etat) qui ressort à 3,386% contre 3,62% au 31 décembre 2009.

Litiges concernant le groupe Macif

Dans le cadre d'une transaction et d'un jugement intervenus au cours du premier semestre 2010, le groupe Macif a perçu via ses filiales Marseille Grand Littoral et Lesseps Promotion une indemnisation globale de 32.000 K€. Au total, après prise en compte de l'impôt sur les sociétés, l'impact sur le résultat net groupe s'élève au 30 juin 2010 à 21.260 K€.

Mise en juste valeur des placements financiers

Au 30 juin 2010, la mise en juste valeur des placements financiers se traduit par une réévaluation de 1.139.362 K€. La réévaluation des placements financiers concerne majoritairement les actifs évalués en juste valeur par les réserves (AFS). Elle impacte positivement les fonds propres du groupe, mais négativement le résultat net groupe à hauteur de 11.486 K€, après participation aux bénéfices différée et impôts différés.

3 Événements postérieurs à la clôture

Nouvelle structuration du pôle gestion d'actifs

Les groupes Macif et Matmut ont décidé de regrouper la gestion de leurs valeurs mobilières de placement (hors participations et immobilier) sous l'égide du groupe OFI, dont ils sont déjà actionnaires, notamment pour Macif en apportant une partie de ses titres (66%) dans la société de gestion d'actifs Macif Gestion. L'objectif de cette opération est de développer les synergies et de rationaliser les modes de fonctionnement des deux groupes en matière de gestion d'actifs. Cette nouvelle organisation n'aura pas d'incidence sur le périmètre et les méthodes de consolidation du groupe Macif au 31 décembre 2010, dans la mesure où d'une part, la gouvernance d'OFI Holding reste répartie entre Macif, Matmut et Ofivalmo Partenaires, et d'autre part, Macif garde le contrôle de la gouvernance de Macif Gestion.

Souscription à l'augmentation de capital d'OFI Private Equity Capital

Le groupe Macif, en sa qualité d'actionnaire de référence de la société, a souscrit pour sa quote part à l'augmentation de capital lancée le 14 juin 2010 par OFI Private Equity Capital, société cotée qui investit dans des sociétés françaises. Cette émission apporte à OFI Private Equity Capital des ressources nouvelles lui permettant de saisir d'éventuelles opportunités d'acquisitions à partir du second semestre 2010, et ce avant d'atteindre la rotation naturelle de son portefeuille pour la période 2011/2013.

Souscription à l'augmentation de capital d'Ima SA

La Macif a participé au financement du plan stratégique de la société d'assistance Ima SA, au travers de la souscription à une augmentation de capital.

Création d'une société en assurance de personnes en Algérie

Le 22 juillet 2010, la Macif a signé les statuts de la société algérienne "Prévoyance et santé compagnie d'assurance SPA" avec 3 partenaires algériens : la Société nationale Algérienne des assurances (SAA), et deux banques publiques : la Banque de Développement Local (BDL) et la Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (BADR). La Macif détient 41% du capital de cette société. Cette nouvelle société, qui exercera toutes opérations d'assurance de personnes et de réassurance ainsi que toute opération de prévoyance collective et de gestion autorisées en Algérie, doit solliciter son agrément auprès de l'autorité de tutelle algérienne.

Évolution de l'offre du groupe Macif

Le déploiement commercial de l'activité bancaire sera effectif dès la mi-septembre 2010. Suite logique du pilote commercial qui se déroule depuis le mois de février et jusqu'en août 2010 dans 55 points d'accueil physiques, ce déploiement se fera progressivement de façon sécurisée.

4 Évolution prévisible et principaux risques

Évolution prévisible

En assurance IARD, le premier semestre est marqué par la dégradation observée en matière de catastrophes naturelles et de sinistralité climatique avec les effets principaux de la tempête Xynthia et des inondations du Var.

Si des effets favorables sont observés sur la sinistralité courante, il convient de rester très attentif à l'évolution de la responsabilité civile ainsi qu'aux variations du taux moyen des emprunts d'Etat qui affectent directement et négativement les provisions mathématiques de rentes au 30 juin 2010.

En assurance-vie, les souscripteurs cherchent à se prémunir contre un avenir qu'ils jugent difficile et incertain. Le contexte économique ayant été très agité au premier semestre, un repli vers l'épargne a été constaté où la collecte nette progresse par rapport à la même période de 2009. Les interrogations ne se dissiperont pas totalement sur le second semestre malgré des indicateurs économiques qui s'améliorent. Les tendances déjà observées sur le début de l'exercice en matière de collecte devraient donc se poursuivre sur la seconde moitié de l'année.

Principaux risques

Les principaux risques et incertitudes auxquels le groupe est confronté sont décrits dans la Section G «Gestion et facteurs de risques» du Rapport Financier Annuel 2009, ainsi que dans le chapitre 8 de l'annexe des comptes consolidés au 31 décembre 2009 «Gestion des risques», déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Cette description des principaux risques reste valable à la date de publication du présent rapport pour l'appréciation des risques et incertitudes majeurs pouvant affecter le groupe sur la fin de l'exercice en cours.

5 Analyse des comptes semestriels

1. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 30 juin 2010, le périmètre de consolidation rassemble 122 structures réparties sur 4 secteurs d'activité :

- Dommages
- Epargne
- Santé & Prévoyance
- Autres activités.

	30 juin 10	31 déc 09
Structures contrôlées	112	112
Structures sous influence notable	10	10
TOTAL	122	122

Au cours du premier semestre 2010, il n'y a eu aucune entrée ou sortie de périmètre.

Les principaux mouvements se limitent à des variations de pourcentages d'intérêt suite à des augmentations et diminutions de capital. Ils concernent les sociétés groupe Ofi Holding et Macif Portugal (ex Sagres).

L'impact de ces variations de périmètre est non significatif. Il est détaillé dans le tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Cotisations acquises brutes	Résultat opérationnel courant	Résultat net Groupe	Capitaux propres Groupe
Groupe Ofi Holding				20
Macif Portugal (Ex Sagres)				-248
TOTAL				-228

2. ACTIVITÉ

Au 30 juin 2010, les cotisations acquises du groupe Macif s'élèvent à 3.047.367 K€ contre 2.722.314 K€ pour le premier semestre de 2009, soit une progression de 11,9%. L'ensemble des secteurs d'activité enregistre une dynamique favorable, avec toutefois des performances plus marquées sur le marché Epargne.

	30 juin 10		30 juin 09		Variation	
	K€	%	K€	%	K€	%
(en milliers d'euros)						
Dommmages	1 421 738	46%	1 360 929	50%	60 809	4,5%
- Auto	888 382	29%	873 032	32%	15 350	1,8%
- Habitation	302 930	10%	285 008	10%	17 922	6,3%
- Autres assurances de biens	230 426	7%	202 889	8%	27 537	13,6%
Epargne	1 360 423	45%	1 118 534	41%	241 889	21,6%
Santé & Prévoyance	265 206	9%	242 851	9%	22 355	9,2%
TOTAL	3 047 367	100%	2 722 314	100%	325 053	11,9%

En Dommmages, les cotisations acquises ressortent à 1.421.738 K€, en progression de 4,5%. En Auto, la croissance du chiffre d'affaires (+1,8%) résulte de l'effet compensatoire entre la stabilité du portefeuille sur le marché des particuliers et la forte progression du marché des professionnels. A noter, l'arrivée de l'entité Macif Portugal dans le périmètre de consolidation depuis juillet 2009. Le poids du segment Auto dans le chiffre d'affaires du Groupe continue de reculer, il passe de 32% en juin 2009 à 29% en juin 2010. En Habitation, la forte évolution du chiffre d'affaires (+6,3%) résulte des mesures tarifaires appliquées en 2010 qui compensent le ralentissement de l'activité observée.

En Epargne, la collecte du groupe Macif atteint 1.360.423 K€, en progression de 21,6 %, à comparer aux +8% annoncés pour le marché français (source FFSA). Les supports en euros, qui privilégient la sécurité, représentent 96% des encaissements dont 86 % pour le seul contrat Livret VIE. Le taux d'équipement du sociétariat Macif est de 14,6% fin juin 2010 contre 13,7% fin juin 2009.

En Santé & Prévoyance, les cotisations s'élèvent à 265.206 K€, en progression de 9,2% par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les contrats Santé individuelle (principalement le contrat Pleine Santé) représentent 172.589 K€.

Le détail des cotisations acquises du groupe Macif se répartit comme suit par entité juridique :

	30 juin 10		30 juin 09		Variation	
	K€	%	K€	%	K€	%
(en milliers d'euros)						
Macif	1 320 407	43%	1 295 908	48%	24 499	1,9%
Macifilia	81 200	2%	63 943	2%	17 257	27,0%
Themis	1 019	0%	1 078	0%	-59	-5,5%
Macif Portugal (Ex Sagres)	19 112	1%			19 112	NA
Dommmages	1 421 738	46%	1 360 929	50%	60 809	4,5%
Mutavie	1 360 423	45%	1 118 534	41%	241 889	21,6%
Epargne	1 360 423	45%	1 118 534	41%	241 889	21,6%
Macif Mutualité	218 778	8%	198 932	8%	19 846	10,0%
Smip	42 538	1%	40 587	1%	1 951	4,8%
Icirs Prévoyance	3 890	0%	3 332	0%	558	16,7%
Santé & Prévoyance	265 206	9%	242 851	9%	22 355	9,2%
TOTAL	3 047 367	100%	2 722 314	100%	325 053	11,9%

3. RÉSULTATS

Le groupe Macif enregistre un résultat net de -26.596 K€ contre -68.940 K€ au 30 juin 2009. Le compte de résultat peut être résumé comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 10	30 juin 09	31 déc 09	Var°	%
Primes acquises	3 047 367	2 722 314	5 695 617	325 053	11,9%
Charges des prestations des contrats	-3 157 829	-2 887 383	-5 848 421	-270 446	
Solde de réassurance	30 478	27 819	39 379	2 659	
Frais d'acquisition & d'administration	-237 821	-214 646	-522 328	-23 175	
Autres produits et charges	-93 310	-72 836	-152 836	-20 474	
Marge technique	-411 115	-424 732	-788 589	13 617	-3,2%
Produits financiers nets - Hors juste valeur	373 623	306 165	812 332	67 458	
Produits financiers nets - Mise en juste valeur	-12 454	24 793	75 534	-37 247	
Produits financiers nets	361 169	330 958	887 866	30 211	9,1%
Résultat opérationnel courant	-49 946	-93 774	99 277	43 828	46,7%
Autres produits et charges opérationnels	10 172	-353	-44 642	10 525	
Résultat opérationnel	-39 774	-94 127	54 635	54 353	57,7%
Autres produits et charges	10 039	25 257	-42 372	-15 218	
Résultat net de l'ensemble consolidé	-29 735	-68 870	12 263	39 135	56,8%
Intérêts minoritaires	3 139	-70	1 257	3 209	
Résultat net groupe	-26 596	-68 940	13 520	42 344	61,4%

Outre la croissance de la collecte (Cf supra), le 1^{er} semestre 2010 se caractérise par :

- la réduction du poids de la sinistralité courante : la charge des prestations des contrats s'établit au 1^{er} semestre 2010 à 3.157.829 K€. Elle s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 10	30 juin 09	31 déc 09	Var°	%
Charges des sinistres	-2 125 095	-1 902 061	-3 900 890	-223 034	11,7%
Variation des provisions	-1 032 734	-985 322	-1 947 531	-47 412	4,8%
Charges brutes des prestations des contrats	-3 157 829	-2 887 383	-5 848 421	-270 446	9,4%
Dommages	-1 369 246	-1 379 826	-2 547 489	10 580	-0,8%
Epargne	-1 579 294	-1 317 772	-2 919 813	-261 522	19,8%
Santé & Prévoyance	-209 289	-189 785	-381 119	-19 504	10,3%
Charges brutes des prestations des contrats	-3 157 829	-2 887 383	-5 848 421	-270 446	9,4%

En Dommages, la charge des prestations des contrats s'élève à 1.369.246 K€, en baisse de 0,8%. Comme en 2009 (tempêtes Klaus et Quinten et orages de grêle), le 1^{er} semestre 2010 a été marqué par la survenance d'événements climatiques exceptionnels (tempête Xynthia, inondations dans le Var...) dont le coût ultime avant réassurance est supérieur à 100.000 K€. Abstraction faite de ces événements exceptionnels, la charge des sinistres baisse de 5,1%. Cette baisse s'appuie sur une nette amélioration du solde des exercices antérieurs et, pour les sinistres de l'exercice en cours sur la stabilité des garanties matérielles et sur la faible sinistralité corporelle au 30 juin 2010. Compte tenu de la hausse des cotisations acquises, le ratio S/C (Sinistres/Cotisations) brut de réassurance ressort pour ce secteur à 96%, en baisse de près de 4 points.

En Epargne, la charge des prestations ressort à 1.579.294 K€ en hausse de 19,8% compte tenu de la capitalisation de l'épargne des sociétaires dans les provisions mathématiques. Les retraits s'élèvent à 688.249 K€ contre 524.064 K€ au 30 juin 2009. Les taux de sorties rapportés aux provisions mathématiques de la période précédente sont en diminution de 0,5 point.

En Santé & Prévoyance, la charge des prestations est de 209.289 K€ en hausse de 10,3%.

- la persistance d'un solde de réassurance largement positif : le solde de réassurance s'élève à +30.478 K€ contre +27.819 K€ au 30 juin 2009. Ce solde se rapporte quasi intégralement au secteur Dommages. Son niveau élevé traduit l'importance des événements exceptionnels survenus en début d'année. Il améliore de près de 2 points le ratio S/C pour le secteur Dommages.

(en milliers d'euros)	30 juin 10	30 juin 09	31 déc 09	Var°	%
Paiements reçus des réassureurs	-84 991	-91 569	-160 427	6 578	-7,2%
Variation des provisions techniques cédées	115 469	119 388	199 806	-3 919	-3,3%
Réassurance	30 478	27 819	39 379	2 659	9,6%
Dommages	32 930	29 708	39 813	3 222	10,8%
Epargne	428	-79	-285	507	-641,8%
Santé & Prévoyance	-2 880	-1 810	-149	-1 070	59,1%
Réassurance	30 478	27 819	39 379	2 659	9,6%

- la progression des produits financiers nets : les produits financiers nets ressortent à 361.169 K€ contre 330.958 K€ au 1^{er} semestre 2009. Cette progression s'appuie sur la hausse des produits financiers courants et des reprises de dépréciations durables à hauteur de 23.120 K€. Elle est pénalisée par l'impact de la mise en juste valeur des placements (-12.454 K€ au 30 juin 2010 contre + 24.793 K€ au 30 juin 2009).

(en milliers d'euros)	30 juin 10	30 juin 09	31 déc 09	Var°	%
Produits financiers nets - Hors juste valeur	373 623	306 165	812 332	67 458	22,0%
Produits financiers nets - Mise en juste valeur	-12 454	24 793	75 534	-37 247	NS
Produits financiers nets	361 169	330 958	887 866	30 211	9,1%

La contribution de chaque secteur d'activité au résultat net du groupe est la suivante :

(en milliers d'euros)	Dommages	Epargne	Santé&Prév	Autres	TOTAL
Primes acquises	1 421 738	1 360 423	265 206		3 047 367
Charges des prestations des contrats	-1 369 246	-1 579 294	-209 289		-3 157 829
Solde de réassurance	32 930	428	-2 880		30 478
Frais de gestion	-202 587	-9 325	-25 909		-237 821
Autres produits et charges	-59 712	-4 889	-29 836	1 127	-93 310
Marge technique	-176 877	-232 657	-2 708	1 127	-411 115
Produits financiers nets - Hors juste valeur	77 000	284 447	8 833	3 343	373 623
Produits financiers nets - Juste valeur	-7 140	-5 340	20	6	-12 454
Produits financiers nets	69 860	279 107	8 853	3 349	361 169
Résultat opérationnel courant	-107 017	46 450	6 145	4 476	-49 946
Autres produits et charges opérationnels	-938	-1 974	-10 404	23 488	10 172
Résultat opérationnel	-107 955	44 476	-4 259	27 964	-39 774
Autres produits et charges	47 338	-29 981	-1 080	-6 238	10 039
Résultat net de l'ensemble consolidé	-60 617	14 495	-5 339	21 726	-29 735
Intérêts minoritaires	-3 141	-91		93	-3 139
Résultat net groupe Avant opérations inter-sectorielles	-57 476	14 586	-5 339	21 633	-26 596
Opérations Inter-sectorielles	-23 918	16 278	10 736	-3 096	
Résultat net groupe Après opérations inter-sectorielles	-33 558	-1 692	-16 075	24 729	-26 596

La ligne Opérations inter-sectorielles traduit l'impact des opérations entre les secteurs du groupe. Elle permet de rapprocher le Résultat net groupe avec la somme des résultats sectoriels.

En Dommages, la contribution au résultat net du groupe ressort à -33.558 K€ contre -70.258 K€ au 30 juin 2009. La croissance des cotisations et la réduction de la sinistralité courante permettent d'absorber partiellement l'impact d'une conjonction d'événements défavorables (sinistralité exceptionnelle et baisse des produits financiers liée à la mise en juste valeur).

En Epargne, la contribution s'élève à -1.692 K€ contre -1.270 K€ au 30 juin 2009. L'activité est en forte augmentation. Le montant de l'épargne gérée a franchi au cours du semestre le cap symbolique des 15.000.000 K€. La contribution est pénalisée par une charge d'impôt différé significative.

En Santé & Prévoyance, la contribution au résultat net groupe est de -16.075 K€ contre -4.569 K€ au 30 juin 2009. La dégradation est principalement imputable à la constatation en résultat exceptionnel de coûts informatiques.

Pour le secteur **Autres**, la contribution au résultat net est largement positive avec un solde de +24.729 K€ contre +7.157 K€ au 30 juin 2009. Elle s'appuie à hauteur de 21.260 K€ sur la perception de produits et indemnités survenus suite au règlement d'un litige.

4. ÉLÉMENTS FINANCIERS

Au 30 juin 2010, le total bilan du groupe Macif s'élève 26.124.069 K€, en croissance de 10,7% sous l'effet du développement de l'activité et de la progression des valeurs de marché des portefeuilles d'actifs financiers.

A l'actif, la valeur au bilan des placements financiers des entreprises d'assurance s'établit à 20.524.119 K€ soit près de 78,6% du total du bilan. Sur ce poste, l'impact de la mise en juste valeur représente +1.139.362 K€ au 30 juin 2010 contre 940.981 K€ au 31 décembre 2009.

(en milliers d'euros)	30 juin 10	31 déc 09	Var°	%
Coût amorti brut	19 696 355	18 914 484	781 871	4,1%
Dépréciations	-311 598	-335 711	24 113	-7,2%
Coût amorti net	19 384 757	18 578 773	805 984	4,3%
Réévaluations	1 139 362	940 981	198 381	21,1%
VALEUR AU BILAN	20 524 119	19 519 754	1 004 365	5,1%

Les actifs immobiliers du groupe Macif figurent sur une ligne distincte au bilan et restent valorisés en coût historique. Ils affichent une plus-value latente de 99.478 K€ au 30 juin 2010.

La répartition des placements entre les différents supports est marquée par un repli de la part des Opcvm (de 10,2% en 2009 à 9,7% en 2010), au profit notamment des produits de taux et des actions détenus en direct. Les produits de taux restent largement majoritaires avec plus de 86% du total des placements financiers des entreprises d'assurance.

(en milliers d'euros)	30 juin 10		31 déc 09	
	K€	%	K€	%
Actions	644 312	3,1%	647 898	3,3%
Obligations	17 763 618	86,6%	16 759 738	85,9%
Opcvm	1 998 550	9,7%	1 992 051	10,2%
Autres	2 193	0,0%	27 184	0,1%
Prêts	115 446	0,6%	92 883	0,5%
TOTAL	20 524 119	100,0%	19 519 754	100,0%

Les placements financiers sont principalement valorisés en juste valeur, et notamment en juste valeur par les réserves (AFS).

(en milliers d'euros)	30 juin 10	31 déc 09	Var°	%
Actifs disponibles à la vente (AFS)	19 282 062	18 267 592	1 014 470	5,6%
Actifs détenus à des fins de transaction (TRADING)		25 049	-25 049	-100,0%
Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO)	1 126 611	1 134 230	-7 619	-0,7%
Prêts	115 446	92 883	22 563	24,3%
TOTAL	20 524 119	19 519 754	1 004 365	5,1%

Au passif du bilan, les passifs relatifs aux contrats d'assurance s'élèvent à 22.434.006 K€, soit 85,9% du total bilan au 30 juin 2010.

(en milliers d'euros)	30 juin 10	31 déc 09	Var°	%
Provisions d'assurance vie	15 119 899	14 223 932	895 967	6,3%
Provisions pour cotisations non acquises	2 047 141	735 925	1 311 216	178,2%
Provisions pour sinistres à payer	3 779 946	3 692 260	87 686	2,4%
Provisions pour participation aux bénéfices	170 093	107 399	62 694	58,4%
Autres provisions techniques	1 190 062	1 129 061	61 001	5,4%
Provisions techniques en unité de compte	126 865	140 960	-14 095	-10,0%
TOTAL	22 434 006	20 029 537	2 404 469	12,0%

Ils sont en progression de 2.404.469 K€, dont + 1.311.216 K€ pour les provisions pour cotisations non acquises compte tenu d'un appel d'échéance au 1^{er} avril pour le portefeuille des contrats Macif.

5. SOLVABILITÉ

Les fonds propres du groupe s'élèvent à 1.742.885 K€, en progression de 0,4%. Ils ne prennent en compte aucun passif subordonné ou super-subordonné.

(en milliers d'euros)	30 juin 10	31 déc 09	Var°	%
Fonds d'établissement	220 782	218 597	2 185	1,0%
Primes				
Réserve de réévaluation	270 682	231 977	38 705	16,7%
Autres réserves	1 265 112	1 275 506	-10 394	-0,8%
Résultats cumulés	12 905	-2 920	15 825	NS
Résultat de l'exercice	-26 596	13 520	-40 116	NS
FONDS PROPRES GROUPE	1 742 885	1 736 680	6 205	0,4%

Cette légère croissance s'appuie principalement sur la variation de la réserve de réévaluation (+38.705 K€ sur le premier semestre 2010), qui enregistre les variations de juste valeur des placements de la catégorie AFS (Available For Sale) nettes de participation aux bénéfices différée et d'impôts différés.

(en milliers d'euros)	Capital	Primes	Réserve de réévaluation	Autres réserves	Résultat Net	TOTAL
Capitaux propres groupe - 31 déc. 2009	218 597		231 977	1 272 586	13 520	1 736 680
Réévaluation des actifs disponibles à la vente			272 277			272 277
Participation aux bénéfices différée			-219 711			-219 711
Impôts exigibles et différés			-13 859			-13 859
Autres réserves						
Revenus net reconnus en capitaux propres			38 707			38 707
Résultat net					-26 596	-26 596
Total des produits & pertes reconnus			38 707		-26 596	12 111
Droits d'adhésion	2 185					2 185
Affectation du résultat				13 520	-13 520	
Variations du périmètre			-2	-227		-229
Autres variations				-7 862		-7 862
Capitaux propres groupe - 30 juin 2010	220 782		270 682	1 278 017	-26 596	1 742 885

Au 30 juin 2010, les dettes de financement représentent 17,3% des fonds propres groupe contre 15,5% au 31 décembre 2009. La croissance de l'endettement financier est observée principalement pour les dettes envers les entreprises bancaires, avec le déblocage d'un emprunt destiné à financer la construction de nouveaux bâtiments. Les passifs subordonnés représentent 63% des dettes de financement du groupe Macif. Les autres dettes de financement restent non significatives.

(en milliers d'euros)	30 juin 10		31 déc 09	
	K€	%	K€	%
Dettes subordonnées	189 939	63,2%	179 656	66,8%
Dettes envers les entreprises bancaires	101 165	33,6%	80 977	30,1%
Autres dettes de financement	9 722	3,2%	8 276	3,2%
TOTAL	300 826	100,0%	268 909	100,0%
Fonds propres groupe	1 742 885		1 736 680	
Ratio (Dettes de financement / Fonds propres groupe)		17,3%		15,5%

Conformément au Code des assurances, le groupe Macif est tenu de couvrir sa marge de solvabilité. La marge de solvabilité ajustée du groupe Macif est déterminée sur la base des comptes consolidés établis en normes françaises. Au 30 juin 2010, le groupe Macif respecte ses obligations en matière de couverture de marge de solvabilité.

Comptes Consolidés Établis en normes IFRS

Le Bilan

Le Compte de Résultat

L'État du Résultat Global

Le Tableau de Variation des Capitaux Propres

Le Tableau des Flux de Trésorerie

L'Annexe

ACTIF
(en milliers d'euros)

Notes	30 juin 10	31 déc 09
Ecarts d'acquisition	21 783	21 783
Portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance		
Autres immobilisations incorporelles	90 735	90 821
7.1 ACTIFS INCORPORELS	112 518	112 604
Immobilier de placement	228 427	239 075
Immobilier de placement en UC		
7.2 Placements financiers	20 524 119	19 519 754
7.3 Placements financiers en UC	126 865	140 960
7.16 Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés	13 865	10 689
PLACEMENTS DES ACTIVITES D'ASSURANCE	20 893 276	19 910 478
7.4 EMPLOIS DES ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE ET PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITES	169 864	171 657
7.5 INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES	277 504	274 982
7.6 PART DES CESSIONNAIRES ET RETROCESSIONNAIRES DANS LES PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET FINANCIERS	587 379	498 867
7.7 Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles	363 147	337 929
7.8 Frais d'acquisition reportés	210 852	184 544
7.15 Participation aux bénéfices différée active	103	64 378
7.9 Actifs d'impôts différés		
Créances nées des opérations d'assurance	1 615 330	244 081
Créances nées des opérations de réassurance	9 609	86 491
Créances d'impôt exigible	14 630	12 464
Autres créances	232 585	173 037
AUTRES ACTIFS	2 446 256	1 102 924
7.10 ACTIFS DESTINES A LA VENTE ET ABANDONS D'ACTIVITES	3 996	
7.11 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	1 633 276	1 531 380
TOTAL DE L'ACTIF	26 124 069	23 602 892

PASSIF

(en milliers d'euros)

Notes	30 juin 10	31 déc 09
Capital social ou fonds équivalents	220 782	218 597
Primes d'émission, de fusion et d'apport		
Réserve de réévaluation	270 682	231 977
Autres réserves	1 265 112	1 275 506
Résultats cumulés	12 905	-2 920
Résultat net	-26 596	13 520
7.12 CAPITAUX PROPRES GROUPE	1 742 885	1 736 680
7.12 Intérêts minoritaires	24 419	27 764
CAPITAUX PROPRES TOTAUX	1 767 304	1 764 444
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	155 579	150 065
Dettes subordonnées	189 939	179 656
Dettes de financement représentées par des titres		
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	101 165	80 977
Autres dettes de financement	9 722	8 276
7.13 DETTES DE FINANCEMENT	300 826	268 909
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance</i>	22 307 141	19 888 577
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance en UC</i>	126 865	140 960
7.14 Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance	22 434 006	20 029 537
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers avec participation discrétionnaire</i>	166 464	165 146
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers sans participation discrétionnaire</i>		
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers en UC</i>		
Passifs techniques relatifs à des contrats financiers	166 464	165 146
Instruments dérivés séparés sur contrats		
7.15 Participation aux bénéfices différée passive	316 385	182 299
PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS	22 916 855	20 376 982
RESSOURCES DES ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE		
7.9 PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES	337 839	335 535
DETTES ENVERS LES PORTEURS DE PARTS D'OPCVM CONSOLIDES	191 005	275 429
Dettes d'exploitation représentées par des titres		
Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire	71 877	85 526
7.16 Instruments dérivés passifs	2 949	3 736
Dettes nées des opérations d'assurance	44 852	59 475
Dettes nées des opérations de réassurance	44 939	39 040
Dettes d'impôt exigibles	37	36
Autres dettes	290 007	243 715
AUTRES PASSIFS	454 661	431 528
7.10 PASSIFS DES ACTIVITES DESTINEES A ETRE CEDEES OU ABANDONNEES		
TOTAL DU PASSIF	26 124 069	23 602 892

COMPTE DE RESULTAT
(en milliers d'euros)

Notes	30 juin 10	30 juin 09	31 déc 09
<i>Primes émises</i>	4 357 265	3 948 403	5 694 366
<i>Variation des primes non acquises</i>	-1 309 898	-1 226 089	1 251
7.17 Primes acquises	3 047 367	2 722 314	5 695 617
Produit net bancaire, net du coût du risque			
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	14 478	16 579	31 412
Autres produits d'exploitation (nets des charges)	-85 993	-68 466	-140 720
<i>Produits des placements</i>	401 899	347 987	783 981
<i>Charges des placements</i>	-25 336	-9 533	-24 266
<i>Plus et moins-values de cession des placements nets de reprises de dépréciation et d'amortissement</i>	16 542	2 814	81 769
<i>Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat</i>	-12 454	24 793	75 534
<i>Variation des dépréciations sur placements</i>	-19 482	-35 103	-29 152
Produits des placements nets de charges	361 169	330 958	887 866
7.18 Charges des prestations des contrats	-3 157 829	-2 887 383	-5 848 421
<i>Produits des cessions en réassurance</i>	-84 991	-91 569	-160 427
<i>Charges des cessions en réassurance</i>	115 469	119 388	199 806
7.19 Charges ou produits nets des cessions en réassurance	30 478	27 819	39 379
Charges d'exploitation bancaire			
Charges des autres activités	-20 794	-20 245	-41 529
Frais d'acquisition des contrats	-182 669	-162 418	-417 283
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés			
Frais d'administration	-55 152	-52 228	-105 045
Autres produits et charges opérationnels courants	-1 001	-704	-1 999
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	-49 946	-93 774	99 277
Autres produits et charges opérationnels	10 172	-353	-44 642
RESULTAT OPERATIONNEL	-39 774	-94 127	54 635
Charge de financement	-8 817	-11 959	-23 147
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	-299	4 781	-11 984
7.20 Impôts sur les résultats	19 155	32 435	-7 241
Résultat sur abandon d'activité après impôt			
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	-29 735	-68 870	12 263
Intérêts minoritaires	-3 139	70	-1 257
RESULTAT NET - PART DU GROUPE	-26 596	-68 940	13 520

ETAT DU RESULTAT GLOBAL
(en milliers d'euros)

Notes	30 juin 10	30 juin 09	31 déc 09
Résultat net part du groupe	-26 596	-68 940	13 520
Ecarts de conversion			
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	270 472	277 229	738 234
Réévaluation des instruments dérivés de couverture			
Réévaluation des immobilisations			
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies			
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	1 183	-107	3 983
"Comptabilité reflet" brute d'impôt différé	-219 711	-171 040	-502 415
Impôts	-13 239	-33 798	-73 352
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres groupe	38 705	72 284	166 450
Résultat global - Part du groupe	12 109	3 344	179 970
Résultat global - Part des minoritaires	-2 584	594	408
RESULTAT GLOBAL	9 525	3 938	180 378

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2010
(en milliers d'euros)

Notes	Part du groupe					Total	Part des minoritaires	Total des capitaux propres
	Capital	Primes	Réserve de réévaluation	Autres réserves	Résultats cumulés			
Capitaux propres 31 décembre 2009	218 597		231 977	1 272 586	13 520	1 736 680	27 764	1 764 444
Incidence des réévaluations								
Actifs disponibles à la vente (AFS)			272 277			272 277	12 361	284 638
<i>Gain / (perte) d'évaluation pris en capitaux propres</i>			299 247			299 247	13 609	312 856
<i>Transferts en résultat des plus ou moins-values réalisées</i>			-26 970			-26 970	-1 248	-28 218
Dérivés de couverture de trésorerie								
<i>Gain / (perte) pris en capitaux propres</i>								
<i>Transferts en résultat des plus ou moins-values réalisées</i>								
7.15 Participation différée brute d'impôt différé			-219 711			-219 711	-11 515	-231 226
Incidence des écarts de conversion								
Impôts exigibles ou différés			-13 859			-13 859	-291	-14 150
Revenu net reconnu en capitaux propres			38 707			38 707	555	39 262
Résultat net					-26 596	-26 596	-3 139	-29 735
Total des produits et des pertes reconnus de la période			38 707		-26 596	12 111	-2 584	9 527
7.12 Droits d'adhésion	2 185					2 185		2 185
7.12 Affectation du résultat				13 520	-13 520			
7.12 Variations de périmètre			-2	-227		-229	1 202	973
7.12 Autres variations				-7 862		-7 862	-1 963	-9 825
CAPITAUX PROPRES 30 juin 2010	220 782		270 682	1 278 017	-26 596	1 742 885	24 419	1 767 304

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2009
 (en milliers d'euros)

Notes	Part du groupe					Total	Part des minoritaires	Total des capitaux propres
	Capital	Primes	Réserve de réévaluation	Autres réserves	Résultats cumulés			
Capitaux propres 31 décembre 2008	213 952		65 941	1 179 326	99 579	1 558 798	21 811	1 580 609
Incidence des réévaluations								
Actifs disponibles à la vente (AFS)			277 122			277 122	9 764	286 886
<i>Gain / (perte) d'évaluation pris en capitaux propres</i>			272 078			272 078	9 616	281 694
<i>Transferts en résultat des plus ou moins-values réalisées</i>			5 044			5 044	148	5 192
Dérivés de couverture de trésorerie								
<i>Gain / (perte) pris en capitaux propres</i>								
<i>Transferts en résultat des plus ou moins-values réalisées</i>								
Participation différée brute d'impôt différé			-171 040			-171 040	-8 964	-180 004
Incidence des écarts de conversion								
Impôts exigibles ou différés			-33 798			-33 798	-276	-34 074
Revenu net reconnu en capitaux propres			72 284			72 284	524	72 808
Résultat net					-68 940	-68 940	70	-68 870
Total des produits et des pertes reconnus de la période			72 284		-68 940	3 344	594	3 938
Droits d'adhésion	2 275					2 275		2 275
Affectation du résultat				99 579	-99 579			
Variations de périmètre				-10 643		-10 643		-10 643
Autres variations				1 966		1 966	-51	1 915
CAPITAUX PROPRES 30 juin 2009	216 227		138 225	1 270 228	-68 940	1 555 740	22 354	1 578 094

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE
(en milliers d'euros)

Notes	30 juin 10	30 juin 09
Résultat opérationnel avant impôt	-39 774	-94 127
<i>Plus et moins-values de cession des placements</i>	10 382	21 494
<i>Dotations nettes aux amortissements</i>	27 997	21 970
7.8 <i>Variation des frais d'acquisition reportés</i>	-26 308	-50 849
<i>Variation des dépréciations</i>	-24 027	-12 886
<i>Dotations nettes aux passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance et contrats financiers</i>	2 285 937	2 065 227
<i>Dotations nettes aux autres provisions</i>	-2 696	88 634
<i>Variation de la juste valeur des placements et autres instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat (hors trésorerie et équivalent de trésorerie)</i>	13 503	-19 294
<i>Autres éléments sans décaissement de trésorerie compris dans résultat opérationnel</i>	37 809	22 235
Correction des éléments inclus dans le résultat opérationnel qui ne correspondent pas à des flux monétaires et reclassement des flux de financement et d'investissement	2 322 597	2 136 531
Variation des créances et dettes d'exploitation	-1 333 528	-1 186 176
Variation des valeurs données ou reçues en pension		
Flux de trésorerie provenant des autres actifs et passifs	-270	13 073
Impôts nets décaissés	2 603	11 142
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	951 628	880 443
Acquisitions de filiales et co-entreprises, nettes de la trésorerie acquise		5 088
Cessions de filiales et co-entreprises, nettes de la trésorerie cédée	6 041	
Prises de participation dans des entreprises associées	-1 501	-9 534
Cessions de participations dans des entreprises associées		27
Flux de trésorerie liés aux variations de périmètre	4 540	-4 419
Cessions de placements financiers (y compris UC) et instruments dérivés	2 239 575	2 379 591
Cessions d'immobilier de placement	13 630	88 339
Cessions des placements & instruments dérivés des autres activités	2 404	1 133
Flux de trésorerie liés aux cessions et remboursements d'actifs financiers	2 255 609	2 469 063
Acquisition de placements financiers (y compris UC) et instruments dérivés	-3 047 713	-2 878 163
Acquisition d'immobilier de placement	-17 443	-35 258
Acquisition et/ou émission de placements et instruments dérivés des autres activités	-2 113	-2 391
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et émissions d'actifs financiers	-3 067 269	-2 915 812
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-3 611	3 642
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-48 949	-29 595
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'immob. corporelles et incorporelles	-52 560	-25 953
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	-859 680	-477 121
7.12 Droits d'adhésion	2 185	2 275
Emissions d'instruments de capital	3 850	
Remboursements d'instruments de capital	-2 205	
Opérations sur actions propres		6 000
Dividendes payés	-58	
Flux de trésorerie liés aux transactions avec les actionnaires et sociétaires	3 772	8 275
7.13 Trésorerie générée par les émissions de dettes de financement	26 579	801
7.13 Trésorerie affectée aux remboursements de dettes de financement	-4 945	-3 384
Intérêts payés sur dettes de financement	-1 809	-4 168
Flux de trésorerie liés au financement du Groupe	19 825	-6 751
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	23 597	1 524
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1er janvier	1 445 854	1 610 084
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	951 628	880 443
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	-859 680	-477 121
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	23 597	1 524
Effet des variations de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 30 juin	1 561 399	2 014 930

Le tableau ci-dessous rapproche la trésorerie et les équivalents de trésorerie issus du tableau des flux de trésorerie avec la trésorerie et les équivalents de trésorerie issus de l'actif du bilan.

(en milliers d'euros)

Notes	30 juin 10	30 juin 09
Tableau des Flux de Trésorerie - Trésorerie et équivalents trésorerie	1 561 399	2 014 930
Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire	71 877	48 544
7.11 Actif du bilan - Trésorerie et équivalents trésorerie	1 633 276	2 063 474

Précisions concernant les tableaux présentés ci-dessus :

- Trésorerie et équivalents de trésorerie :** Cette rubrique comprend le fonds en caisse, les dépôts à vue et les placements à court terme, les Opvcvm de trésorerie très liquides qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. La recherche d'un profit à court terme permet de justifier leur classification en tant qu'équivalents de trésorerie.
- Flux de trésorerie :** Cela correspond aux mouvements d'entrées et sorties de trésorerie et d'équivalents de trésorerie.
- Activités opérationnelles :** Il s'agit des principales activités génératrices de produits du groupe et toutes les autres activités qui ne sont pas des activités d'investissement ou de financement.
- Activités d'investissement :** Elles concernent les opérations d'acquisition, les sorties d'actifs à long terme et les autres placements qui ne sont pas inclus dans les équivalents de trésorerie.
- Activités de financement :** Il s'agit des activités impactant l'ampleur et la composition des capitaux propres ainsi que les capitaux empruntés par le groupe. Pour le groupe Macif, il s'agit principalement des augmentations/diminutions de capital, de l'émission/remboursement de dettes de financement et de versement de dividendes envers les sociétés non consolidées du groupe.
- Impôts nets décaissés :** Les flux de trésorerie provenant des impôts sur le résultat sont présentés séparément et classés comme flux opérationnels de trésorerie, à moins qu'ils puissent être spécifiquement rattachés aux activités de financement et d'investissement.
 Cette ligne correspond :
 – au montant de la charge d'impôt sur les sociétés de l'exercice,
 – +/- la variation des créances et dettes d'impôt exigible.

Annexe

aux comptes

Consolidés

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES.....	30
1.1 PRÉSENTATION DU GROUPE MACIF.....	30
1.2 DÉCLARATION DE CONFORMITÉ.....	30
1.3 PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS.....	30
1.4 ESTIMATIONS ET JUGEMENTS.....	31
2. FAITS MARQUANTS ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE.....	32
2.1 FAITS MARQUANTS.....	32
2.2 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE.....	33
3. PÉRIMÈTRE.....	34
3.1 DÉFINITION DU PÉRIMÈTRE.....	34
3.2 MÉTHODES DE CONSOLIDATION.....	34
3.3 LISTE DES ENTITÉS CONSOLIDÉES.....	35
3.4 ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE.....	37
3.5 EFFETS DES VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE.....	37
4. PRINCIPES ET MÉTHODES DE CONSOLIDATION.....	38
4.1 DATE DE CLÔTURE.....	38
4.2 CONVERSION MONÉTAIRE.....	38
4.3 OPÉRATIONS INTERNES ENTRE SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES.....	38
4.4 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES.....	38
4.5 SEGMENTATION SECTORIELLE.....	39
5. PRINCIPES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION.....	40
5.1 ACTIFS INCORPORELS.....	40
5.2 IMMEUBLES DE PLACEMENT ET IMMEUBLES D'EXPLOITATION.....	40
5.3 PLACEMENTS FINANCIERS.....	41
5.4 INSTRUMENTS DÉRIVÉS.....	43
5.5 INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES.....	44
5.6 ACTIFS CORPORELS.....	44
5.7 FRAIS D'ACQUISITION REPORTÉS.....	44
5.8 IMPÔTS.....	44
5.9 CRÉANCES ET DETTES D'EXPLOITATION, AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS.....	45

5.10	ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES.....	45
5.11	TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	45
5.12	CAPITAUX PROPRES	45
5.13	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	46
5.14	PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET CONTRATS FINANCIERS	46
5.15	RÉASSURANCE : ACCEPTATIONS ET CESSIONS EN RÉASSURANCE	49
5.16	DETTES DE FINANCEMENT.....	49
5.17	PRIMES.....	49
5.18	SINISTRES	49
5.19	FRAIS DE GESTION.....	49
5.20	RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT.....	50
5.21	CHARGE DE FINANCEMENT	50
5.22	ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS À LA CLÔTURE.....	50
6.	COMPARABILITÉ DES COMPTES	51
6.1	CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES ET DE MODALITÉS D'ESTIMATION.....	51
6.2	CHANGEMENTS DE PRÉSENTATION COMPTABLE.....	51
6.3	CHANGEMENTS LIÉS AUX EFFETS DE VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE	51
7.	NOTES COMPLÉMENTAIRES SUR LES COMPTES	52
7.1	ACTIFS INCORPORELS.....	52
7.2	PLACEMENTS FINANCIERS HORS UC	54
7.3	PLACEMENTS FINANCIERS EN UC.....	58
7.4	EMPLOIS DES ACTIVITÉS DU SECTEUR BANCAIRE ET PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITÉS	58
7.5	INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES.....	62
7.6	PART DES CESSIONNAIRES ET RÉTROCESSIONNAIRES DANS LES PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET FINANCIERS	63
7.7	IMMEUBLES D'EXPLOITATION ET AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	64
7.8	FRAIS D'ACQUISITION REPORTÉS.....	65
7.9	IMPÔTS DIFFÉRÉS (ACTIF ET PASSIF).....	66
7.10	ACTIFS ET PASSIFS DESTINÉS À LA VENTE	66
7.11	TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	67
7.12	CAPITAUX PROPRES	68
7.13	DETTES DE FINANCEMENT.....	70
7.14	PASSIFS TECHNIQUES RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE	75
7.15	PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES DIFFÉRÉE	76
7.16	INSTRUMENTS DERIVÉS	78
7.17	PRIMES ACQUISES	80
7.18	CHARGES DES PRESTATIONS DES CONTRATS	82
7.19	CHARGES OU PRODUITS NETS DES CESSIONS EN RÉASSURANCE	84
7.20	IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	84
8.	COMPTES SECTORIELS	85
8.1	AU 30 JUIN 2010	86
8.2	AU 31 DÉCEMBRE 2009.....	90
8.3	AU 30 JUIN 2009	94
9.	AUTRES INFORMATIONS	96
9.1	ENGAGEMENTS DONNÉS ET REÇUS.....	96
9.2	INSTRUMENTS FINANCIERS INSCRITS AU BILAN PAR MÉTHODE DE GESTION	97

1. Informations générales

1.1 PRÉSENTATION DU GROUPE MACIF

Macif, mutuelle d'assurance à cotisations variables, est la structure de tête d'un groupe d'assurance centré sur l'assurance de la famille. Régie par le Code des Assurances, son siège social est situé 2 et 4 rue de pied de fond - 79000 NIORT. Macif est inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de NIORT sous le numéro 781 452 511 RCS Niort. Les principaux métiers exercés au sein du Groupe sont :

- l'assurance Dommages,
- l'assurance Épargne,
- la Santé et la Prévoyance,
- les autres activités telles que la gestion d'actifs.

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Macif et ceux des entités faisant partie du périmètre de consolidation (Cf. note 3.3). Ils ont été arrêtés par le conseil d'administration du 30 août 2010.

1.2 DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du groupe Macif sont établis en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire.

NOUVELLES NORMES MISES EN OEUVRE AU 1^{er} JANVIER 2010

Dans les comptes consolidés au 30 juin 2010, le groupe Macif applique les normes, amendements et interprétations suivants :

- La norme IFRS 3 révisée, Regroupements d'entreprises, et les amendements consécutifs de la norme IAS 27, États financiers consolidés et comptabilisation des participations dans les filiales. La norme IFRS 3 prévoit un certain nombre de nouveautés, notamment dans le traitement des coûts d'acquisition et la détermination des écarts d'acquisition. La norme IAS 27 révisée confirme la présentation dans les capitaux propres des intérêts minoritaires (« non controlling interest »). Elle prévoit un traitement par réserves des changements de pourcentage d'intérêt au sein d'une filiale et l'affectation aux intérêts minoritaires de leur quote-part de pertes. Le groupe Macif applique ces normes prospectivement. Leurs impacts sur les comptes consolidés au 30 juin 2010 sont décrits en annexe au paragraphe 3.5 Effet des variations de périmètre,
- Les améliorations apportées aux normes IFRS (annual improvements) publiées le 16 avril 2009 et généralement applicables au 1^{er} janvier 2010. Elles

regroupent dans un document unique les amendements ne faisant pas partie intégrante d'un autre projet majeur. Elles portent sur des modifications de comptabilisation, d'évaluation et de présentation sans impact significatif sur les comptes du groupe.

NORMES ET INTERPRETATIONS PUBLIEES MAIS NON ENCORE MISES EN ŒUVRE

Le groupe Macif n'a appliqué par anticipation aucune norme, amendement ou interprétation lorsque l'application n'est qu'optionnelle ou lorsque le texte concerné n'a pas été adopté par la Commission Européenne. Au 30 juin 2010, cela concerne :

- La norme IAS 24 révisée, Informations relatives aux parties liées. Cette norme publiée le 04 novembre 2009 est d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2011, une anticipation étant possible à compter de janvier 2009. Elle prévoit une simplification de la définition de parties liées et une exemption partielle en matière d'information concernant les entités liées à l'administration publique,
- La norme IFRS 9, Instruments financiers. Cette norme publiée le 12 novembre 2009 est d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2013, une anticipation étant possible à compter du 1^{er} janvier 2009. Elle prévoit une classification des actifs financiers en fonction des modalités de gestion (business model) et des caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie. En fonction de leur classification, les instruments financiers sont ensuite évalués soit à la juste valeur, soit au coût amorti. Cette norme n'est pas adoptée par la Commission Européenne,
- Les améliorations apportées aux normes IFRS, publiées le 6 mai 2010 et applicables généralement à compter du 1^{er} janvier 2011. Ces améliorations ne sont pas adoptées par la Commission Européenne.

1.3 PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Le groupe Macif présente ses états financiers conformément à IAS 34 en utilisant les principes apportés par la recommandation du CNC 2009-R-05. Les états financiers sont exprimés en milliers d'euros arrondis au millier d'euros le plus proche.

LE BILAN

Le bilan est présenté en distinguant pour les actifs et les passifs, les éléments courants et les éléments non courants. Les éléments courants sont ceux qui entrent dans le cycle d'exploitation du groupe ou qui doivent être réalisés dans un délai de 12 mois après la date de clôture. Les actifs et passifs non courants et ceux destinés à être cédés sont présentés dans des rubriques spécifiques du bilan conformément à IFRS 5.

LE COMPTE DE RÉSULTAT

Le résultat opérationnel se décompose entre résultat opérationnel courant et résultat opérationnel non courant. L'analyse des charges est présentée par fonction. Le résultat financier se décompose entre le coût de l'endettement brut, les produits de la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les autres charges et les produits financiers. Le résultat net d'impôt des activités cédées inclut le résultat de ces activités jusqu'à la date de cession, et le résultat net de la cession elle-même.

L'ETAT DU RÉSULTAT GLOBAL

Le groupe Macif a opté pour une présentation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres pour leur montant global, regroupant la part du groupe et celle revenant aux minoritaires.

LE TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Le groupe Macif a adopté la méthode indirecte en partant du résultat consolidé.

financiers, avec l'appréciation en cours d'exercice des contrats de réassurance annuels.

Ces estimations et jugements sont détaillés dans les notes des postes d'actifs et de passifs concernés.

1.4 ESTIMATIONS ET JUGEMENTS

Pour établir ses comptes consolidés, le groupe Macif doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges ainsi que des informations données dans certaines notes de l'annexe.

Le groupe Macif revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des nouvelles conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, ou de conditions économiques différentes, les montants figurant dans les états financiers futurs pourraient différer des estimations actuelles.

Au 30 juin 2010, les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et de jugements sont les suivants :

- les passifs relatifs aux contrats d'assurance, avec les projections de sinistralité, de marges futures, les tables de mortalité et les taux d'actualisation,
- une part des actifs en juste valeur, dont la valorisation, à défaut de cours de bourse ou de transactions récentes, repose sur l'analyse des flux de trésorerie,
- les dépréciations durables au travers des seuils de déclenchement et des montants de dépréciations constitués,
- les écarts d'acquisition au travers des flux de trésorerie futurs, des taux d'actualisation et de croissance utilisés pour réaliser les tests de dépréciation,
- les passifs sociaux, dont l'évaluation s'appuie sur des hypothèses de taux d'actualisation, table de mortalité, rotation des effectifs,
- la part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance et

2. Faits marquants et événements postérieurs à la clôture

2.1 FAITS MARQUANTS

SGAM SFEREN

Le 12 février 2010, le Comité des Entreprises d'Assurance (désormais fusionné au sein de l'autorité de Contrôle Prudentiel – ACP) a autorisé l'affiliation de Macif à la SGAM SFEREN réunissant Maif, Macif et Matmut.

L'autorité de la Concurrence a par ailleurs autorisé le 2 juin 2010, le dit rapprochement entre Macif, Maif et Matmut du fait de la création de cette SGAM étant précisé que SFEREN prévoit de développer à court et moyen termes des projets communs dans les domaines tels que l'assurance vie et non vie, la réassurance et la gestion d'actifs.

Forte de ces autorisations, la SGAM SFEREN peut désormais entrer en phase d'étude de ces différents axes de développements communs.

PARTENARIAT AG2R - LA MONDIALE

A l'issue de la consultation lancée en janvier 2010 auprès de plusieurs groupes de Protection Sociale complémentaire pour une coopération dans les assurances collectives en complémentaire santé et prévoyance, le groupe Macif a décidé de retenir AG2R - La Mondiale avec laquelle il a signé une lettre d'intention le 6 avril 2010. Le projet de partenariat est en phase d'instruction.

PROGRESSION DES COTISATIONS ACQUISES

Au 30 juin 2010, les cotisations acquises du groupe Macif s'élèvent à 3.047.367 K€, en progression de 11,9%. Le secteur Épargne enregistre la plus forte croissance avec une collecte brute en hausse de 22% (contre +8% constatés sur le secteur en France). Tous les autres secteurs d'activité enregistrent également des progressions significatives, mais à des niveaux inférieurs à celui constaté en Épargne.

	30 juin 10	30 juin 09	Var °	%
(en milliers d'euros)				
Dommages	1 421 738	1 360 929	60 809	4,5%
- Auto	888 382	873 032	15 350	1,8%
- Habitation	302 930	285 008	17 922	6,3%
- Autres	230 426	202 889	27 537	13,6%
Épargne	1 360 423	1 118 534	241 889	21,6%
Santé & Prévoyance	265 206	242 851	22 355	9,2%
TOTAL	3 047 367	2 722 314	325 053	11,9%

La collecte Épargne représente désormais 45% des cotisations du groupe Macif contre 41% au 30 juin 2009.

SINISTRALITÉ CLIMATIQUE

Au cours du premier semestre 2010, plusieurs événements climatiques ont engendré une sinistralité exceptionnelle en Dommages (notamment sur les branches d'assurance dommages aux biens). La charge de sinistres représente un total de 112.000 K€ avant réassurance et règlements commerciaux. La charge restant au groupe Macif restera toutefois limitée grâce notamment à l'intervention du traité cumulant sinistralité climatique et sinistralité catastrophe naturelle et pourra être établie en fin d'exercice sur la base de la connaissance de la charge annuelle.

VARIATION DES PROVISIONS MATHÉMATIQUES DE RENTES

Les provisions mathématiques de rentes s'élèvent à 1.088.120 K€ contre 1.029.297 K€ au 31 décembre 2009. Cette progression de 58.823 K€ s'explique notamment par la baisse du TME (Taux Moyen des emprunts d'Etat) qui ressort à 3,386% contre 3,62% au 31 décembre 2009.

LITIGES CONCERNANT LE GROUPE MACIF

Dans le cadre d'une transaction et d'un jugement intervenus au cours du premier semestre 2010, le groupe Macif a perçu une indemnisation globale de 32.000 K€. Au total, après prise en compte de l'impôt sur les sociétés, l'impact sur le résultat net groupe s'élève au 30 juin 2010 à 21.260 K€.

MISE EN JUSTE VALEUR DES PLACEMENTS FINANCIERS

Au 30 juin 2010, la mise en juste valeur des placements financiers se traduit par une réévaluation de 1.139.362 K€.

	30 juin 10	31 déc 09	Var °	%
(en milliers d'euros)				
Coût amorti brut	19 696 355	18 914 484	781 871	4,1%
Dépréciations	-311 598	-335 711	24 113	-7,2%
Coût amorti net	19 384 757	18 578 773	805 984	4,3%
Réévaluations	1 139 362	940 981	198 381	21,1%
VALEUR AU BILAN	20 524 119	19 519 754	1 004 365	5,1%

La réévaluation des placements financiers concerne majoritairement les actifs évalués en juste valeur par les réserves (AFS) et se répartit comme suit entre les actions, les obligations et les Opcvm.

	AFS	Trading & Fvo	Coût amorti	TOTAL
(en milliers d'euros)				
Actions	272 214			272 214
Obligations	811 250	-77 531		733 719
Opcvm	21 055	109 284		130 339
Autres	378			378
Prêts			2 712	2 712
TOTAL	1 104 897	31 753	2 712	1 139 362

Elle impacte le résultat net groupe à hauteur de -11.486 K€, après participation aux bénéficiaires différée et impôts différés.

	Résultat 30 juin 10	Résultat 30 juin 09	Var°
(en milliers d'euros)			
Mise en juste valeur	-12 454	24 793	-37 247
Participation différée	2 080	-13 950	16 030
Impôts différés	-3 579	-4 757	1 178
Autres	2 467	4 548	-2 081
IMPACT NET - GROUPE	-11 486	10 634	-22 120

2.2 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

RESTRUCTURATION DU POLE GESTION D'ACTIFS

Les groupes Macif et Matmut ont décidé de regrouper la gestion de leurs valeurs mobilières de placement (hors participations et immobilier) sous l'égide du groupe OFI, dont ils sont déjà actionnaires, notamment pour la Macif en apportant une partie de ses titres (66%) dans la société de gestion d'actifs Macif Gestion. L'objectif de cette opération est de développer les synergies et de rationaliser les modes de fonctionnement des deux groupes en matière de gestion d'actifs.

Cette nouvelle organisation n'aura pas d'incidence sur le périmètre et les méthodes de consolidation du groupe Macif au 31 décembre 2010, dans la mesure où d'une part, la gouvernance d'OFI Holding reste répartie entre Macif, Matmut et OFIVALMO Partenaires, et d'autre part, Macif garde le contrôle de la gouvernance de Macif Gestion.

SOUSCRIPTION A L'AUGMENTATION DE CAPITAL D'OFI PRIVATE EQUITY CAPITAL

Le groupe Macif, en sa qualité d'actionnaire de référence de la société, a souscrit pour sa quote-part à l'augmentation de capital lancée le 14 juin 2010 par OFI Private Equity Capital, société cotée qui investit dans des sociétés françaises. Cette émission apporte à OFI Private Equity Capital des ressources nouvelles lui permettant de saisir d'éventuelles opportunités d'acquisitions à partir du second semestre 2010, et ce avant d'atteindre la rotation naturelle de son portefeuille pour la période 2011/2013.

SOUSCRIPTION A L'AUGMENTATION DE CAPITAL D'IMA SA

La Macif a participé au financement du plan stratégique de la société d'assistance IMA SA, au travers de la souscription à une augmentation de capital.

CRÉATION D'UNE SOCIÉTÉ EN ASSURANCE DE PERSONNES EN ALGÉRIE

Le 22 juillet 2010, la Macif a signé les statuts de la société algérienne "Prévoyance et santé compagnie d'assurance SPA" avec 3 partenaires algériens : la Société nationale Algérienne des assurances (SAA), et deux banques publiques : la Banque de Développement Local (BDL) et la Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (BADR). La Macif détient 41% du capital de cette société. Cette nouvelle société, qui exercera toutes opérations d'assurance de personnes et de réassurance ainsi que toute opération de prévoyance collective et de gestion autorisées en Algérie, doit solliciter son agrément auprès de l'autorité de tutelle algérienne.

ÉVOLUTION DE L'OFFRE DU GROUPE MACIF

Le déploiement commercial de l'activité bancaire sera effectif dès la mi-septembre 2010. Suite logique du pilote commercial qui se déroule depuis le mois de février et jusqu'en août 2010 dans 55 points d'accueil physiques, ce déploiement se fera progressivement de façon sécurisée.

3. Périmètre

3.1 DÉFINITION DU PÉRIMÈTRE

Les comptes consolidés regroupent les états financiers de Macif et des entités dont elle a le contrôle, ou dans lesquelles elle exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière.

Dans l'appréciation du contrôle, il est tenu compte :

- des droits de vote potentiels, actuellement exerçables ou convertibles (y compris les options en dehors de la monnaie), détenus tant par l'entreprise que par des tiers,
- et, le cas échéant des clauses spécifiques prévues par les statuts ou le pacte d'actionnaires.

Certaines entreprises, dont la contribution est non significative, sont exclues du périmètre de consolidation même si le groupe Macif dispose d'un contrôle exclusif, conjoint ou d'une influence notable sur ces structures. Ces exclusions sont sans impact sur les comptes consolidés, la contribution des participations concernées restant inférieure à 1% des capitaux propres consolidés du groupe Macif.

3.2 MÉTHODES DE CONSOLIDATION

INTEGRATION GLOBALE

Les entreprises contrôlées de façon exclusive sont consolidées par intégration globale. Le contrôle exclusif est présumé lorsque le groupe Macif détient plus de 50% des droits de vote.

Lorsque le pourcentage des droits de vote détenus par le groupe est compris entre 40% et 50% le contrôle exclusif est également présumé, lorsque le groupe Macif a désigné la majorité des membres des organes de direction de l'entreprise pendant un exercice.

Conformément à IAS 27, cette méthode de consolidation est également retenue, en l'absence de lien capitalistique, pour consolider les mutuelles d'assurance dès lors que le groupe Macif dispose du pouvoir :

- de diriger des politiques financières et opérationnelles de l'entité en vertu d'un texte réglementaire ou d'un contrat ou,
- de nommer, de révoquer ou de réunir la majorité des membres du Conseil d'Administration ou de l'organe de direction équivalent, si le contrôle de l'entité est exercé par ce conseil ou cet organe.

La méthode de l'intégration globale s'applique également aux Opcvm et aux Sci contrôlés de manière exclusive. Pour les Opcvm, la part non détenue par le groupe est enregistrée en «Dettes envers les porteurs d'Opcvm consolidés».

INTEGRATION PROPORTIONNELLE

Les entreprises sous contrôle conjoint sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle. Le contrôle conjoint est le partage du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'associés, de sorte que les politiques financières et opérationnelles résultent de leur accord.

Le partage du contrôle suppose qu'aucun actionnaire ne soit susceptible de pouvoir, à lui seul, exercer un contrôle exclusif.

MISE EN EQUIVALENCE

Cette méthode de consolidation est retenue pour les sociétés dans lesquelles le groupe Macif exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, sans pour autant en avoir le contrôle.

L'influence notable est présumée dès lors que le groupe possède une fraction au moins égale à 20% des droits de vote.

La quote-part de résultat postérieure à l'acquisition est comptabilisée en résultat, tandis que la quote-part dans les variations de réserves postérieure à l'acquisition est comptabilisée en «Autres réserves».

3.3 LISTE DES ENTITES CONSOLIDÉES

Activité	Dénomination sociale	Siège social	Pays	Méthode	30 juin 10		31 déc 09	
					% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
DOMMAGES	Macif	2 et 4 rue Pied de fond - Niort	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	Macifilia	33 avenue du Maine - Paris	France	IG	99,99%	99,99%	99,99%	99,99%
	Idmacif	2 et 4 rue Pied de fond - Niort	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	Themis	13 chemin des Prés - Meylan	France	IG	99,95%	99,94%	99,95%	99,94%
	Siem	17 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	Altima	rue Euclide - Niort	France	MEE	33,20%	33,20%	33,20%	33,20%
	Atlantis	C/Balmes 75 - Barcelone	Espagne	MEE	27,19%	27,19%	27,19%	27,19%
	GCE Assurances	88 avenue de France - Paris	France	MEE	25,00%	25,00%	25,00%	25,00%
	Groupe IMA	118 avenue de Paris - Niort	France	MEE	32,34%	32,34%	32,34%	32,34%
	Macif Portugal	22 praça de Alegria - 1250-004 - Lisbonne	Portugal	IG	69,28%	65,69%	67,64%	62,93%
	Partisagres	66 - 68 rua do Salitre - 1269-065 Lisbonne	Portugal	IG	78,57%	78,57%	78,57%	78,57%
EPARGNE	Mutavie	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	Atlantis Vida	C/Balmes 75 - Barcelone	Espagne	MEE	24,50%	24,50%	24,50%	24,50%
	SCI Aix Robole	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Aix Tech'indus	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Amiens Gare	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Angers Gresille	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Arras 90	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Bordeaux Lac	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Bordeaux Pessac 93	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Bordolill	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Bron 35eme RA	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Bron Chene	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Bron Edison	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Bruges Fieuzal	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Cergy Mercury	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Chilly 89	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Dijon 89	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Dijon 95	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Dijon Pouilly	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Du Pont Achard	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Eybens Criterium	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Givors Gare	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Grenoble Eurennepolis	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Grenoble Gieres	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Grenoble 2008	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Herblay Gros Murger	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Ivry 90	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Joubert Hausmann	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Lesquin Enchemont	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Limoges Ester	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Lyon Bonnel	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Lyon Neyron	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Marseille les Docks	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Marseille Viton	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Maubourg 2005	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Montpellier Centuries	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Montpellier Nogueres	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Mude	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Mulhouse 90	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Nancy 90	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
SCI Nancy Fleville	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%	
SCI Nantes La Pérouse	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%	
SCI Nantes Moulin Neuf	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%	
SCI Neyron Village	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%	
SCI Nice Le Louvre	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%	
SCI Niort Tardy	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%	
SCI Paris Joubert	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%	
SCI Pessac 89	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%	
SCI Pissaloup 89	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%	
SCI Pointe d'Abeau	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%	
SCI Poitiers Carnot	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%	
SCI Poitiers Chasseneuil	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%	
SCI Poitiers Gare	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%	
SCI Poitiers République	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%	
SCI Portes de Bordeaux	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%	
SCI Roubaix Gambetta	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%	
SCI Rouen Rouvray	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%	
SCI Saint Germain 89	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%	
SCI Salon Crau	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%	
SCI Sannois Gare	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%	

Activité	Dénomination sociale	Siège social	Pays	Méthode	30 juin 10		31 déc 09	
					% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
EPARGNE	SCI Senart Combs	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Strasbourg Illkirch	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Désir Saint Martin 2010 (ex Toulon Six Fours)	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Toulouse 90	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Toulouse Bruguières	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Toulouse Ramonville	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Tours Saint Avertin	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Tremblay Axe 104	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Tremblay Farman	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Venissieux République	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Villeneuve d'Ascq Citypar	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Wasquehal les 3 Chenes	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Wissous 89	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCI Wissous Arago 95	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCS M1	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
	SCS M2	9 rue des Iris - Bessines	France	IG	95,02%	95,02%	95,02%	95,02%
SANTÉ / PREV	Macif Mutualité	22 - 28 rue Joubert - Paris	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	Smip	20 rue Thiers - Niort	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	Icirs Prévoyance	84 rue Charles Michels - St Denis	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
OPCVM	Actimacif 1	17-21 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	100,00%	96,66%	100,00%	96,66%
	Actimacif 4	17-21 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	100,00%	97,12%	100,00%	96,86%
	Actimacif 5	17-21 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	100,00%	97,09%	100,00%	97,09%
	Actimacif 6	17-21 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	100,00%	97,00%	100,00%	97,00%
	Macif Sélection Développement durable	17-21 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	99,82%	96,23%	99,91%	96,32%
	CPR Atlantique 1	10 pl. 5 martyrs du lycée Buffon - Paris	France	IG	100,00%	96,90%	100,00%	96,90%
	MMF Action 1	1 rue Vernier - Paris	France	IG	100,00%	96,57%	100,00%	96,57%
	MMF Taux 1	1 rue Vernier - Paris	France	IG	100,00%	96,68%	100,00%	96,68%
	SGAM AI Japan (parts C)	2 place de la coupole - Paris la Défense	France	IG	100,00%	95,02%	100,00%	95,02%
	OFI Europa II (parts A)	1 rue Vernier - Paris	France	IG	100,00%	96,61%	57,81%	55,80%
	OFI Europa II (parts B)	1 rue Vernier - Paris	France	IG	100,00%	96,61%	100,00%	96,54%
	Macif Court terme	17-21 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	88,09%	84,98%	84,76%	82,36%
	Macif Croissance durable Europe et solidaire (parts D)	17-21 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	93,57%	90,78%	94,39%	91,57%
	Macif Obligation Développement durable (parts C)	17-21 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	88,01%	85,13%	89,78%	86,84%
	Macif Prudent	17-21 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	98,38%	95,31%	98,50%	95,43%
	Macif Croissance durable Europe (parts C)	17-21 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	66,16%	66,16%	53,85%	53,85%
	Macif Croissance durable Europe (parts D)	17-21 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	48,44%	46,19%	52,93%	50,80%
	Macif Croissance durable (parts D)	17-21 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	99,92%	97,99%	99,89%	97,96%
Equi-Convictions	5 rue Royale - Paris	France	IG	91,50%	90,85%	100,00%	99,29%	
Macif Trésorerie Semestriel ISR	17-21 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	99,75%	95,71%	73,31%	70,58%	
AUTRES	Macif Participations	17 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	Foncière de Lutèce	17 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	95,32%	95,32%	95,32%	95,32%
	Compagnie Foncière Macif	17 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	Lesseps Promotion	16 rue Saint Paul - Neuilly	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	Marseille Grand Littoral	17 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	Ofi Pec	1 rue Vernier - Paris	France	MEE	52,52%	52,07%	52,52%	52,07%
	Macif Gestion	17 place Etienne Pernet - Paris	France	IG	99,96%	99,71%	99,96%	99,71%
	Groupe Ofi Holding	1 rue Vernier - Paris	France	MEE	50,00%	49,30%	50,00%	49,19%
	Socram Banque	2 rue du 24 février - Niort	France	MEE	33,60%	33,60%	33,60%	33,60%
	Macifin'	2 et 4 rue Pied de fond - Niort	France	IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
	Cemm	33 avenue du Maine - Paris	France	MEE	25,00%	25,00%	25,00%	25,00%
Serena	100 avenue Salvador Allende - Niort	France	MEE	25,00%	25,00%	25,00%	25,00%	

La répartition sectorielle des Opvcvm est effectuée sur la base des activités des entités actionnaires.

3.4 ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE

Au 30 juin 2010, le groupe Macif rassemble 122 structures.

	30 juin 10	31 déc 09
Structures contrôlées	112	112
Structures sous influence notable	10	10
TOTAL	122	122

ACQUISITIONS ET ENTREES DANS LE PERIMETRE

Aucune acquisition ou entrée dans le périmètre de consolidation n'est intervenue au cours du premier semestre 2010.

CESSIONS ET SORTIES DU PERIMETRE

Aucune cession ou sortie du périmètre de consolidation n'est intervenue au cours du premier semestre 2010.

AUTRES MOUVEMENTS

Le groupe Macif a participé à des opérations sur capital au sein de certaines entités, ce qui a conduit à légèrement augmenter son pourcentage de contrôle. Au 30 juin 2010, cela concerne notamment les entités Macif Portugal et groupe OFI Holding.

3.5 EFFETS DES VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE

(en milliers d'euros)	Cotisations acquises brutes	Résultat opérationnel courant	Résultat net Groupe	Capitaux propres Groupe
Groupe Ofi Holding				20
Macif Portugal (Ex Sagres)				-248
TOTAL				-228

4. Principes et méthodes de consolidation

4.1 DATE DE CLÔTURE

Toutes les sociétés présentes dans le périmètre de consolidation du groupe Macif clôturent leurs comptes au 31 décembre. Le compte de résultat consolidé intègre les comptes de résultat des sociétés nouvellement consolidées, à compter de la date de leur entrée dans le périmètre de consolidation. Il intègre également les comptes de résultat des sociétés cédées en cours d'exercice, jusqu'à leur date de cession.

4.2 CONVERSION MONÉTAIRE

CONVERSION DES COMPTES

La devise d'établissement des comptes consolidés du groupe Macif est l'euro. Les montants présentés dans les états financiers sont arrondis au millier d'euros le plus proche. Les états financiers consolidés n'intègrent pas d'états financiers d'entités dont la devise fonctionnelle (c'est-à-dire la devise du système économique dans lequel l'entité se situe) est différente de la devise de présentation du groupe.

TRANSACTIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les transactions en devises étrangères sont converties en euros en utilisant les taux de change en vigueur à la date de la transaction. À chaque clôture, les éléments en devises inscrits au bilan sont convertis en utilisant les procédures suivantes :

- les éléments monétaires (notamment les placements obligataires, les dettes et créances, les provisions techniques d'assurance) sont convertis au cours de clôture ; les gains et pertes en résultant sont comptabilisés en résultat de l'exercice ,
- les éléments non monétaires évalués selon la méthode du coût amorti (notamment les placements immobiliers, les actifs corporels et incorporels) sont convertis au cours de change à la date de la transaction ; les écarts de change sont comptabilisés directement dans les capitaux propres lorsque les gains ou pertes liés aux sous-jacents sont comptabilisés directement dans les capitaux propres,
- les éléments non monétaires évalués à la juste valeur (notamment les placements en actions) sont convertis au cours de change à la date d'évaluation de la juste valeur. Les écarts de change sont comptabilisés directement dans le résultat lorsque les gains ou pertes liés aux sous-jacents sont comptabilisés dans le résultat.

4.3 OPÉRATIONS INTERNES ENTRE SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Toutes les transactions sont éliminées y compris les actifs et passifs réciproques significatifs et les résultats internes au groupe. Les plus-values résultant de cessions intragroupe sont éliminées à hauteur de la quote-part du groupe dans l'entreprise considérée. Par exception, les moins-values sont maintenues en totalité si elles répondent aux critères de dépréciation durable.

4.4 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Les opérations de regroupements postérieures au 1^{er} janvier 2006 (date de première adoption des normes IFRS par le groupe Macif) sont comptabilisées selon la méthode du coût d'acquisition, conformément aux dispositions de la norme IFRS 3.

A compter du 1^{er} janvier 2010, ces opérations sont comptabilisées conformément à la norme IFRS 3 révisée. Les modifications apportées par la norme IFRS 3 révisée sont d'application prospective et donc sans incidence sur les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} janvier 2010.

ÉVALUATION DES ACTIFS, PASSIFS ET PASSIFS ÉVENTUELS DES SOCIÉTÉS ACQUISES

Les actifs, passifs et les passifs éventuels des sociétés acquises qui répondent à la définition d'actifs et passifs identifiables sont comptabilisés en juste valeur à la date d'acquisition, à l'exception :

- des passifs d'assurance qui, conformément à IFRS 4, sont maintenus à leur valeur comptable antérieure à la date d'acquisition si cette valeur comptable est conforme aux principes comptables du groupe Macif,
- des secteurs d'activité et des actifs non courants de l'entité acquise destinés à être cédés suivant la définition de IFRS 5, qui sont valorisés au plus faible de la juste valeur nette des coûts de sortie ou de la valeur comptable des actifs concernés.

La date d'acquisition à partir de laquelle Macif consolide les comptes de l'entreprise acquise correspond à la date de prise de contrôle effective.

Pour chaque regroupement, le groupe Macif a la possibilité d'opter pour une évaluation des intérêts minoritaires soit à la juste valeur (méthode du goodwill complet), soit en fonction de leur pourcentage d'intérêt dans l'actif net identifiable (méthode du goodwill partiel).

Les opérations d'acquisition ou de cession d'intérêts minoritaires qui n'ont pas d'incidence sur le contrôle exercé sur la filiale sont comptabilisées comme une transaction entre actionnaires. Elles sont comptabilisées directement dans les capitaux propres, sans incidence sur le résultat ou les écarts d'acquisition antérieurement constatés.

Dans le cadre d'une prise de contrôle effectuée par étape, les intérêts minoritaires antérieurement détenus par le groupe sont réévalués à la juste valeur. L'ajustement correspondant est comptabilisé en résultat, avec le cas échéant une modification de l'écart d'acquisition se rapportant aux acquisitions antérieures.

Les coûts de restructuration de l'entreprise acquise sont inclus dans les passifs acquis s'ils répondent, à la date d'acquisition, aux critères constitutifs de provisions fixés par la norme IAS 37. Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition sont enregistrés au compte de résultat.

ÉCART D'ACQUISITION

L'écart d'acquisition représente la différence entre le prix de revient de l'activité ou des titres de la société acquise et la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels correspondants à la date d'acquisition.

Il est constaté en résultat de l'année de l'acquisition s'il est négatif, ou à l'actif du bilan s'il est positif :

- dans la rubrique «écart d'acquisition» pour les acquisitions d'entités consolidées par intégration globale,
- dans la rubrique «investissements dans les entreprises associées» pour les entités consolidées par mise en équivalence.

L'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise peut être ajustée dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition. Au-delà de ce délai de douze mois, le montant de l'écart d'acquisition ne peut être modifié que dans des cas très spécifiques : ajustement de prix, corrections d'erreurs, ou reconnaissance ultérieure d'un impôt différé qui ne répondait pas aux critères d'activation à la date du regroupement.

L'écart d'acquisition est alloué aux segments opérationnels auxquels sont affectés le portefeuille ou l'entité nouvellement acquise.

TEST DE DÉPRÉCIATION

Les écarts d'acquisition ne font pas l'objet d'amortissements récurrents, mais des pertes de valeur peuvent être constatées, si cela s'avère nécessaire, sur la base des résultats des tests de dépréciation.

Pour la réalisation des tests de dépréciation, les écarts d'acquisition sont affectés en fonction de l'organisation mise en place par le groupe. Les Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) correspondent à un groupe identifiable d'actifs de l'entité acquise, c'est-à-dire produisant des flux de trésorerie indépendamment des autres groupes d'actifs.

Les UGT auxquelles un écart d'acquisition est affecté font l'objet de tests de dépréciation de valeur au moins une fois par an, ou plus fréquemment s'il existe un indice de perte de valeur.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur nette comptable. La valeur recouvrable correspond à la plus élevée des valeurs entre la juste valeur diminuée du coût de la vente et la valeur d'utilité. La méthode employée est la valeur actualisée des flux de trésorerie de l'actif ou de l'UGT concernée. Lorsque l'actif ou l'UGT d'origine ne peut plus être isolé, le test de dépréciation est mené sur la base de l'UGT ayant repris l'actif ou l'UGT d'origine.

La perte de valeur est affectée en priorité à l'écart d'acquisition, puis aux autres actifs non courants de l'UGT (immobilisations corporelles et incorporelles) au prorata de leur valeur comptable.

La charge de dépréciation éventuelle est comprise dans les «Autres produits et charges opérationnels». La perte de valeur comptabilisée sur un écart d'acquisition a un caractère irréversible. Elle ne peut être reprise que lors de la cession de l'entité concernée.

DÉCOMPTABILISATION

Les écarts d'acquisition sont décomptabilisés lors de la cession des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) auxquelles ils se rattachent. Le résultat de cession est déterminé en tenant compte de cette sortie d'actif.

4.5 SEGMENTATION SECTORIELLE

L'information sectorielle publiée reflète la structure d'organisation interne et de gestion du groupe Macif. Elle retient comme axe d'analyse les 4 secteurs d'activité suivants :

- Dommages
- Épargne
- Santé / Prévoyance
- Autres

Le secteur «Autres» rassemble notamment les activités de gestion d'actifs et de financement.

Le résultat sectoriel est égal aux produits sectoriels après déduction des charges sectorielles. Chaque secteur d'activité est présenté avant élimination des opérations réciproques. Ces opérations sont regroupées par poste concerné du bilan et du compte de résultat en «opérations inter-sectorielles».

5. Principes et méthodes d'évaluation

5.1 ACTIFS INCORPORELS

Un actif incorporel est un actif non monétaire, sans substance physique et identifiable (c'est-à-dire pouvant être séparé et vendu, transféré, concédé, loué ou échangé ou résultant de droits contractuels ou légaux).

Le groupe Macif n'a pas retenu les options visant à :

- évaluer les actifs incorporels en juste valeur,
- incorporer, dans la valorisation des actifs incorporels, les éventuels coûts des emprunts associés.

FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les dépenses de recherche engagées par le groupe Macif sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues. Les dépenses de développement sont comptabilisées en tant qu'actifs incorporels si le projet concerné répond aux 6 critères suivants :

- faisabilité technique,
- intention d'achever l'actif et de l'utiliser ou le vendre,
- capacité à utiliser ou vendre l'actif,
- probabilité d'avantages économiques futurs (existence d'un marché ou utilisation en interne),
- disponibilité des ressources financières nécessaires à l'achèvement,
- fiabilité de la mesure des dépenses attribuables à l'immobilisation.

Les coûts de développement, et ceux directement attribuables pour que l'immobilisation puisse être exploitée, sont cumulés puis amortis linéairement sur la durée probable d'utilisation de l'actif concerné, à partir de sa mise en service. La durée moyenne d'amortissement est de 5 ans.

LOGICIELS

Les licences acquises sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Les coûts immobilisables se composent des coûts directement engagés pour la production des logiciels à usage interne. Les coûts qui ne sont pas immobilisables sont enregistrés en charges de la période.

La durée d'utilité estimée la plus fréquente est de 3 ans pour les logiciels bureautiques et de 5 ans pour les autres logiciels.

AUTRES ACTIFS INCORPORELS

Les actifs incorporels sont comptabilisés s'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables à l'actif iront à l'entité, et que le coût de ces actifs peut être évalué de façon fiable, sur la base d'hypothèses

raisonnables et documentées. Les actifs incorporels sont évalués initialement au coût d'acquisition ou de production. Ils sont ensuite amortis suivant le mode estimé le plus représentatif de leur utilisation, à partir de la date de leur mise en service, et sur la plus courte de leur durée d'utilisation probable. La durée d'amortissement la plus fréquente est de 5 ans ou, le cas échéant, la durée de leur protection juridique. Les tests de perte de valeur, pratiqués au moins une fois par an, permettent de déterminer s'il est nécessaire de constater des dépréciations complémentaires.

5.2 IMMEUBLES DE PLACEMENT ET IMMEUBLES D'EXPLOITATION

VENTILATION ENTRE IMMOBILIER D'EXPLOITATION ET IMMOBILIER DE PLACEMENT

Au bilan, les actifs immobiliers sont présentés soit en immeuble de placement soit en immeuble d'exploitation.

Les immeubles d'exploitation sont des bâtiments non destinés à la vente et dont les surfaces sont occupées à plus de 50% par des sociétés faisant partie du groupe.

L'immobilier de placement regroupe les actifs immobiliers (terrain, construction, titres à prépondérance immobilière) détenus par le groupe pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital.

Les titres à prépondérance immobilière (à l'exception des titres de Sci) sont comptabilisés à la juste valeur par la « réserve de réévaluation ». Cela concerne principalement les Opcvi, les Fcpi et les Scpi.

Les autres actifs immobiliers (de placement ou d'exploitation) sont comptabilisés au coût amorti. La juste valeur des immeubles n'est pas comptabilisée mais fait l'objet, pour l'immobilier de placement, d'une information dans une note en annexe du bilan. Elle est fondée sur des expertises quinquennales mises à jour annuellement et permet de déterminer les plus ou moins-values latentes sur les actifs immobiliers.

La valeur brute des immeubles correspond au coût d'acquisition (prix d'achat et frais relatifs à l'acquisition) ou de production. Les coûts des travaux d'amélioration sont portés en augmentation de la valeur brute des immeubles.

MODALITÉS D'AMORTISSEMENT

Les immeubles sont ventilés en composants homogènes dont la nature et la durée d'amortissement dépendent du type d'immeuble et de la durée d'utilisation.

	Bureaux Standing	Bureaux Exploitation	Bureaux Placement
Terrains	Non amort.	Non amort.	Non amort.
Constructions	100 ans	60 ans	60 ans
Façades & Etanchéité	30 ans	30 ans	30 ans
Installations techniques	20 ans	20 ans	20 ans
Agencements	10 ans	10 ans	10 ans

	Entrepôts	Centres commerciaux	Autres bâtiments
Terrains	Non amort.	Non amort.	Non amort.
Constructions	30 ans	50 ans	50 ans
Façades & Etanchéité	25 ans	25 ans	20 ans
Installations techniques	15 ans	20 ans	15 ans
Agencements	10 ans	15 ans	10 ans

Les composants des immeubles sont amortis linéairement sur leur durée d'utilisation, en tenant compte de leur valeur résiduelle, si celle-ci peut être estimée de façon fiable.

TEST DE DÉPRÉCIATION

Lors de chaque clôture, le groupe Macif apprécie s'il existe un indice de perte de valeur des actifs. En cas de baisse de valeur significative, une dépréciation est comptabilisée pour ramener la valeur de l'immeuble à sa valeur d'utilité ou à sa valeur d'expertise si cette dernière est plus élevée. La valeur d'utilité des immeubles est calculée à chaque clôture en utilisant la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés. Cette dépréciation est reprise par le compte de résultat en cas de reprise de valeur.

CRÉDIT-BAIL

Les actifs immobiliers financés par des contrats de location financière sont comptabilisés à l'actif sur la base de la valeur actuelle des loyers des crédits-bails et de l'option d'achat. Après leur entrée au bilan, ils sont amortis selon des modalités identiques à celles décrites ci-dessus. Au passif, une dette correspondante est constatée en «dettes de financement». Elle est amortie selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les revenus locatifs sont comptabilisés de façon linéaire sur la durée des contrats de location en cours.

5.3 PLACEMENTS FINANCIERS

NOTION DE JUSTE VALEUR

La juste valeur d'un actif financier correspond au montant pour lequel un actif pourrait être échangé entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normales. Lors de sa comptabilisation initiale, la juste valeur d'un actif financier correspond, en principe, à son prix d'acquisition. Par la suite, les modalités de valorisation dépendent de la nature des titres concernés :

- pour un instrument coté sur un marché actif, la juste valeur correspond au dernier cours de bourse à chaque clôture. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un secteur d'activité, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normales,
- pour un instrument coté sur un marché inactif, la juste valeur est obtenue à partir de modèles internes fondés sur des paramètres observables sur les marchés. L'appréciation du caractère inactif d'un marché s'appuie sur des indicateurs tels que la baisse significative du volume des transactions, la forte dispersion des prix disponibles ou l'ancienneté des dernières transactions,
- pour des instruments financiers non cotés, la juste valeur est déterminée sur la base de techniques de valorisation appropriées au type d'instrument concerné. Ces techniques comprennent l'utilisation de transactions récentes dans des conditions de concurrence normales s'il en existe, la référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance, l'analyse des flux de trésorerie actualisés et la quote-part d'actif net revenant au groupe calculée à partir des informations disponibles les plus récentes.

Dans les informations annexées aux états financiers, les actifs financiers valorisés en juste valeur sont répartis en trois catégories en fonction de la nature des données retenues pour déterminer la juste valeur :

- catégorie de niveau 1 : actifs financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif. Cette catégorie rassemble les instruments financiers cotés sans conditions de rachat (actions, obligations, Opvcm, Tcn...),
- catégorie de niveau 2 : actifs financiers dont l'évaluation repose sur des techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables sur des marchés. Cette catégorie rassemble des obligations indexées, des Bmtn indexés actions, les Cdo, les Tcn de trésorerie précomptés, les Opvci et les Opvcm avec conditions de rachat,
- catégorie de niveau 3 : actifs financiers valorisés à partir de techniques fondées pour tout ou partie sur des paramètres inobservables sur des marchés. Cette

catégorie regroupe les actifs non cotés (actions, obligations, Tcn), les Fcpr, les Opcvm side pocket.

La juste valeur de la majeure partie des placements financiers détenus par le groupe Macif est déterminée à partir de cotations obtenues sur des marchés actifs. Elle relève donc du niveau 1 de juste valeur.

CLASSIFICATION ET ÉVALUATION

Les instruments financiers sont classés en 4 catégories selon l'intention et la capacité de détention des actifs concernés :

- actifs détenus à des fins de transaction (Trading),
- placements détenus jusqu'à leur échéance (HTM),
- prêts et créances,
- actifs financiers disponibles à la vente (AFS).

Les actifs détenus à des fins de transaction (Trading) sont ceux acquis en vue d'être vendus à court terme ou faisant partie d'un portefeuille d'actifs financiers qui présente un historique de prises de bénéfices à court terme. Ils sont comptabilisés en juste valeur à la date de clôture. La variation de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction est constatée dans le compte de résultat de la période.

Les actifs détenus jusqu'à l'échéance (HTM) sont des actifs financiers non dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixée, autres que les prêts et créances, que le groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les primes et décotes entrent dans le calcul du coût amorti et sont constatées en résultat de manière actuarielle sur la durée de vie de l'actif financier. Le groupe Macif n'a classé aucun actif financier dans cette catégorie.

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés, à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif, à l'exception des instruments classés comme à la juste valeur par résultat ou comme disponibles à la vente. Ils sont comptabilisés au coût amorti. Les primes et décotes entrent dans le calcul du coût amorti et sont constatées en résultat de manière actuarielle sur la durée de vie de l'actif financier.

Les actifs financiers disponibles à la vente (AFS) sont les actifs financiers non dérivés qui ne sont pas classés dans l'une des catégories d'actifs financiers présentées ci-dessus. Ils sont comptabilisés à la date d'acquisition à la juste valeur, majorée des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition. Les variations de valeur sont ensuite enregistrées dans un compte de capitaux propres intitulé «Réserve de réévaluation». Lors de la cession des titres, les gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres sont constatés en compte de résultat.

OPTION JUSTE VALEUR

L'option juste valeur consiste à désigner, lors de leur

entrée dans le bilan, les actifs et passifs financiers à la juste valeur avec variation de juste valeur en compte de résultat. Cette modalité d'évaluation est autorisée lorsqu'elle :

- concerne un groupe d'actifs et/ou de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée sur la base de la juste valeur, en application d'une stratégie de gestion des risques ou d'investissement documentée et qu'il s'agit de la base sur laquelle repose l'information fournie en interne à la direction ou,
- s'applique à un instrument financier hybride comportant un ou plusieurs dérivés incorporés substantiels ou,
- élimine ou réduit l'incohérence d'évaluation ou de comptabilisation qui résulterait sinon de l'évaluation d'actifs ou de passifs ou de la comptabilisation de produits et de charges selon des bases d'évaluation différentes (situation de «mismatch»).

Le groupe Macif a désigné les actifs suivants comme relevant de l'option de juste valeur par résultat :

- les actifs détenus par des Opcvm consolidés,
- les instruments financiers contenant des dérivés incorporés difficiles à isoler du contrat hôte (obligations convertibles, échangeables, indexées...),
- les actifs financiers détenus dans le cadre de contrats en unités de compte dont les passifs sont évalués sur la base de la valeur de marché des unités de compte.

Les modalités de comptabilisation, d'évaluation et de dépréciation des actifs désignés comme à la juste valeur par résultat sont identiques à celles des actifs détenus à des fins de transaction (Cf. supra).

DÉPRÉCIATION DES ACTIFS FINANCIERS

Lors de chaque clôture, les actifs financiers autres que ceux évalués à la juste valeur par résultat sont soumis à un test de dépréciation.

Parmi les critères constituant une indication de dépréciation, on peut citer notamment :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur,
- un défaut de paiement des intérêts ou du principal,
- une probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur,
- la disparition d'un marché actif pour cet instrument financier, suite à des difficultés financières,
- une baisse de plus de 30% de la juste valeur du titre en dessous de son prix d'acquisition,
- une situation de moins-value latente pendant 6 mois ou plus précédant la date de clôture,
- l'existence d'une dépréciation lors des clôtures précédentes.

Pour les obligations, s'agissant uniquement d'instruments de dettes, seul le risque de contrepartie fait l'objet d'une dépréciation. Si ce risque est avéré, la perte de valeur égale à la différence entre la juste valeur et le coût amorti est comptabilisée en contrepartie du compte de résultat. Si au cours d'un exercice ultérieur,

la juste valeur d'un instrument de dettes déprécié augmente, la dépréciation est reprise par le résultat.

Pour les actions, la perte latente est calculée par différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur actuelle, diminuée de toute dépréciation précédemment enregistrée. Les dépréciations sont constatées par le résultat. Elles ne peuvent être reprises que lors de la cession ou de la déconsolidation de l'actif financier concerné. Une augmentation des cours de bourse postérieure à la constatation d'une dépréciation durable est comptabilisée comme une variation de juste valeur en capitaux propres dans la rubrique «Réserve de réévaluation».

Pour les prêts et créances, s'il existe une indication objective de dépréciation, la perte de valeur est mesurée par différence entre la valeur nette comptable de l'actif et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés et actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine de l'instrument financier. La perte de valeur est comptabilisée en contrepartie du compte de résultat. Si au cours d'un exercice ultérieur, la juste valeur des prêts ou créances dépréciés augmente, la dépréciation est reprise par résultat.

5.4 INSTRUMENTS DÉRIVÉS

DÉFINITION

Un instrument dérivé, quelle que soit la forme juridique du contrat, est un instrument financier qui répond aux trois critères suivants :

- sa valeur se modifie en fonction de l'évolution d'un sous-jacent financier (taux, actions, devises...),
- il ne requiert aucun coût net initial ou un coût initial faible par rapport au nominal du dérivé,
- il fera l'objet de règlements dans le futur.

Le groupe Macif utilise, directement ou indirectement, des instruments dérivés pour couvrir ses risques de change et de taux d'intérêt. Les risques couverts concernent principalement un passif subordonné et certains actifs financiers. Les instruments dérivés utilisés consistent principalement en des contrats de change à terme et des swaps de taux. Lors de l'acquisition du dérivé, le groupe Macif documente la nature du sous-jacent concerné, les objectifs en terme de gestion des risques et, le cas échéant, l'efficacité de la couverture réelle et attendue sur la durée de la couverture. Conformément à la norme IAS 39, les instruments dérivés sont enregistrés à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis réévalués à chaque arrêté comptable, ceci jusqu'à leur dénouement. Leur mode de comptabilisation varie selon leur classification.

DÉRIVÉS NON QUALIFIÉS DE COUVERTURE

Les instruments dérivés non qualifiés de couverture sont ceux pour lesquels l'efficacité de la couverture ne peut être démontrée de façon fiable et de façon continue sur la durée de détention. Ils sont comptabilisés à la juste valeur à la date d'acquisition, puis réévalués, à chaque arrêté,

leur juste valeur. Les gains et pertes latents sont enregistrés dans le compte de résultat.

DÉRIVÉS QUALIFIÉS DE COUVERTURE

Les instruments dérivés qualifiés de couverture sont ceux pour lesquels l'efficacité de la couverture peut être démontrée de façon fiable et continue sur la durée de détention. Ils sont comptabilisés à la juste valeur à la date d'acquisition, puis réévalués à leur juste valeur. Les gains et pertes latents sont enregistrés différemment selon la nature de l'opération :

- couverture de juste valeur : les variations de juste valeur des dérivés et sous-jacents sont enregistrées de façon symétrique dans le compte de résultat,
- couverture de flux de trésorerie : la part efficace de variation de juste valeur des dérivés est enregistrée en capitaux propres, et la part inefficace immédiatement dans le compte de résultat.

Les montants accumulés en fonds propres sont reclassés dans le compte de résultat lorsque l'élément couvert affecte le résultat. Constituent la part efficace, les variations de juste valeur de l'instrument de couverture compensant les variations de juste valeur de l'élément couvert. A contrario, la part inefficace se compose des variations de juste valeur de l'instrument de couverture ne compensant pas les variations de juste valeur de l'élément couvert. Lorsqu'un dérivé arrive à échéance, est vendu ou lorsque la couverture ne peut plus être démontrée, le gain ou la perte cumulée est maintenu dans les capitaux propres tant que l'élément couvert est en cours. Il est enregistré en résultat lorsque le sous-jacent impacte le compte de résultat.

SÉPARATION DES DÉRIVÉS INCORPORÉS

Les dérivés incorporés dans un instrument financier hôte sont séparés et évalués séparément à la juste valeur lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- les caractéristiques économiques et les risques du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés aux caractéristiques économiques et aux risques du contrat hôte,
- un instrument autonome comportant les mêmes conditions que le dérivé incorporé répondrait à la définition d'un dérivé et,
- l'instrument hybride (composé) n'est pas évalué à la juste valeur avec comptabilisation des variations de juste valeur par le biais du compte de résultat.

S'il est matériellement impossible d'évaluer séparément un dérivé incorporé qui devrait être séparé, l'intégralité de l'instrument financier est comptabilisée dans la catégorie des actifs désignés à la juste valeur par résultat. Pour le groupe Macif, les actifs financiers contenant des dérivés ont été comptabilisés dans la catégorie des actifs désignés à la juste valeur par le résultat.

5.5 INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les investissements dans les entreprises associées sont représentatifs des participations consolidées selon la méthode de la mise en équivalence (Cf. note 3.2.). Lors de l'acquisition, l'investissement est comptabilisé au coût d'acquisition, retraité le cas échéant de l'écart d'acquisition. Par la suite, sa valeur nette comptable est augmentée ou diminuée pour prendre en compte les bénéfices ou les pertes au prorata de la participation du groupe.

5.6 ACTIFS CORPORELS

Les actifs corporels sont ceux détenus par le groupe pour être utilisés dans la fourniture de services ou à des fins administratives, et dont on s'attend à ce qu'ils soient utilisés sur plus d'une période. Ils sont évalués à leur coût d'acquisition ou de production incluant les dépenses de mise en service, et amortis selon le mode le plus représentatif de la dépréciation économique, suivant la méthode des composants. La durée d'utilité se situe entre 3 et 20 ans selon la catégorie d'actifs corporels correspondante.

5.7 FRAIS D'ACQUISITION REPORTÉS

Pour les contrats d'assurance non-vie, la part des frais d'acquisition, relative à la période comprise entre la date de clôture de l'exercice et la date d'échéance de la prime, est constatée à l'actif du bilan dans le poste frais d'acquisition reportés inclus dans le poste autres actifs. La variation des frais d'acquisition reportés est comprise dans les frais d'acquisition au compte de résultat. Ces frais sont calculés sur une base cohérente avec celle utilisée pour le report des primes non acquises. Ils sont amortis sur la durée résiduelle des contrats considérés.

Pour les contrats d'assurance-vie et les contrats financiers avec participation aux bénéfices discrétionnaire, les frais d'acquisition sont reportés dans la limite des marges nettes futures des contrats. Ils sont amortis sur une durée de 10 ans en fonction du rythme d'émergence des marges réévaluées à la clôture de chaque exercice. Si les marges futures se révèlent insuffisantes, un amortissement exceptionnel des frais d'acquisition reportés est pratiqué. Les chargements d'acquisition sont inscrits en produits à répartir sur plusieurs exercices et constatés en résultat sur la base du même rythme.

5.8 IMPÔTS

INTÉGRATION FISCALE

Le groupe Macif a opté pour le régime de l'intégration fiscale. Le principe appliqué est celui de la neutralité fiscale telle que préconisée par l'administration fiscale. En conséquence, chaque entité du groupe fiscal constate, dans ses comptes individuels, l'impôt comme

si elle était imposée séparément.

Au 30 juin 2010, le périmètre d'intégration fiscale rassemble 22 sociétés :

Dénomination sociale	Date d'entrée
MACIF (société intégrante)	1997
MACIF PARTICIPATIONS	1999
MACIF GESTION	1999
MACIFILIA	2000
COMPAGNIE FONCIERE MACIF	2001
GPIM	2001
MARSEILLE GRAND LITTORAL	2002
LESSEPS PROMOTION	2002
SIEM	2004
MACIFIMO	2004
MUTAVIE	2005
NIORT INVESTISSEMENTS	2005
MUTAVIE ASSURANCE CONSEILS	2005
IDMACIF	2005
THEMIS	2006
MACIFIN'	2008
HDP MACIF 2	2008
HDP MACIF 3	2009
HDP MACIF 4	2009
HDP MACIF 5	2009
HDP MACIF 6	2009
FONCIERE DE LUTECE	2009

IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les différences liées à des décalages temporaires existants entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et des passifs figurant au bilan consolidé ainsi que les reports déficitaires d'impôts donnent lieu à la détermination d'impôts différés. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé. Les impôts différés sont comptabilisés en contrepartie du compte de résultat. Par exception, ils sont comptabilisés en contrepartie des capitaux propres s'ils concernent des éléments comptabilisés en contrepartie des capitaux propres. Ainsi, les impôts différés relatifs à la mise en valeur de marché des actifs disponibles à la vente sont comptabilisés en contrepartie de la réserve de réévaluation.

Tous les passifs d'impôts différés sont comptabilisés. Un impôt différé passif est notamment comptabilisé sur le retraitement de la réserve de capitalisation, même si la faible probabilité de cession en moins-values des titres passibles de cette réserve rend peu probable la taxation du stock existant.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que l'entité concernée

disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les différences temporelles et pertes fiscales pourront être imputées.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés. Ils sont compensés lorsque l'entreprise a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles et que ces actifs et passifs d'impôts concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale sur la même entité imposable.

La réforme de la taxe professionnelle, et notamment la création de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) n'a pas donné lieu à constatation d'impôt différé. Cette cotisation ne peut être analysée comme un impôt sur les résultats car la valeur ajoutée produite par le groupe Macif diffère sensiblement de son résultat net. La cotisation est comptabilisée en charges opérationnelles et n'entre pas dans le champ d'application d'IAS 12.

5.9 CRÉANCES ET DETTES D'EXPLOITATION, AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS

Les créances d'exploitation et les autres actifs sont comptabilisés à leur valeur nominale, en incluant les éventuels coûts de transaction. Les dettes d'exploitation et autres passifs sont enregistrés au coût initial de la transaction. Ce dernier correspond généralement à la juste valeur de la contrepartie reçue en échange à l'origine du contrat, nette des frais de transaction. Ultérieurement, à chaque arrêté, ces mêmes passifs sont comptabilisés au coût amorti.

5.10 ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Conformément à la norme IFRS 5, les actifs non courants sont considérés comme détenus en vue de la vente lorsqu'ils sont disponibles pour une cession immédiate dans leur état actuel et que leur vente est hautement probable dans un délai maximum de 12 mois suivant la clôture de l'exercice. Cette classification concerne notamment les actifs pour lesquels la direction a engagé un plan de cession et un programme actif de recherche d'acquéreurs. Les actifs non courants détenus en vue de la vente sont comptabilisés au plus faible de leur valeur nette comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente, à l'exception des actifs d'impôts différés, des actifs financiers et des actifs résultant d'un contrat d'assurance, qui restent évalués selon les normes applicables à ces types d'actifs. Ils sont présentés dans une rubrique spécifique du bilan et cessent d'être amortis à partir de leur classement dans cette catégorie. En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

Le résultat net des activités cédées ou en cours de cession est présenté dans une rubrique spécifique du compte de résultat qui inclut le résultat net d'impôt de ces activités jusqu'à leur date de cession, ainsi que le résultat net d'impôt de leur cession proprement dite.

Les flux de trésorerie des activités cédées sont également présentés dans une rubrique spécifique du tableau des flux de trésorerie. Elle inclut les flux générés par ces activités jusqu'à la date de leur cession, ainsi que la trésorerie hors impôt générée par leur cession proprement dite.

5.11 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie comprend les disponibilités bancaires et les comptes courants avec les sociétés non consolidées. Les équivalents de trésorerie regroupent les placements sans risque dont l'échéance est inférieure ou égale à 3 mois à la date d'acquisition, ou qui peuvent être convertis en liquidités de façon quasi immédiate. Cela concerne notamment les titres de créances négociables et les titres d'Opcvm monétaires. Les modalités de comptabilisation, d'évaluation et de dépréciation sont identiques à celles des titres détenus à des fins de transaction (Trading).

5.12 CAPITAUX PROPRES

5.12.1 Capitaux propres groupe

Les capitaux propres groupe se composent des éléments suivants :

FONDS D'ÉTABLISSEMENT ET PRIMES D'ÉMISSION, DE FUSION, D'APPORT

Les fonds d'établissement, primes d'émission, de fusion et d'apport correspondent aux soldes comptables sociaux de la Macif et des mutuelles d'assurance présentes dans le périmètre de consolidation.

RÉSERVE DE RÉÉVALUATION

La réserve de réévaluation comprend les écarts issus de la réévaluation à la juste valeur d'éléments du bilan et principalement les effets :

- de la réévaluation des instruments dérivés affectés à la couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets en devises conformément aux dispositions de la norme IAS 39. Il s'agit des profits et pertes non réalisés,
- de la réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente (AFS) conformément aux dispositions de la norme IAS 39. Il s'agit de profits et pertes non réalisés,
- des impôts différés et de la participation aux bénéfices différée générés par les opérations mentionnées ci-dessus

AUTRES RÉSERVES ET RÉSULTATS CUMULÉS

Les autres réserves sont composées des éléments suivants :

- les réserves sociales et reports à nouveau des entités consolidées,
- l'incidence dans les réserves des retraitements consolidés, et notamment la part groupe de la réserve de capitalisation. Cette réserve est un poste spécifique compris dans les capitaux propres individuels des sociétés françaises d'assurance. Elle est neutralisée dans les comptes consolidés par un retraitement consistant à éliminer les variations de l'exercice en les réimputant sur le résultat et à constater les impôts et participations différés correspondants,
- l'incidence de changement de méthodes comptables (notamment la réserve de première application des normes IFRS).

5.12.2 Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires représentent la quote-part détenue par des tiers au groupe dans l'actif net et les résultats nets des entités consolidées par intégration globale (hors Opcvm). La part des minoritaires dans les Opcvm du groupe est présentée séparément au bilan dans un poste de dettes.

5.12.3 Gestion des capitaux propres

Le groupe Macif est soumis à la réglementation européenne en matière de couverture de la marge de solvabilité. Cette réglementation vise à protéger les intérêts des assurés en imposant, tant au niveau social pour chacune des entreprises européennes ayant une activité assurance, qu'au niveau consolidé pour le groupe Macif, un ratio de solvabilité minimum. Le calcul de la marge de solvabilité ajustée est réalisé conformément aux règles applicables selon Solvency 1. Il est communiqué chaque année à l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP). Le suivi de la marge de solvabilité s'appuie sur des outils de simulation visant à déterminer l'évolution des principaux indicateurs du groupe dans le cadre d'un scénario central, mais également de différents scénarios de stress. Ces simulations sont présentées dans les rapports de solvabilité établis chaque année et transmis à l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP). Au 30 juin 2010, le groupe Macif respecte ses obligations en matière de couverture de la marge de solvabilité ajustée.

5.13 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Conformément à IAS 37, une provision est constituée lorsque le groupe Macif a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie probable de ressources. Cette sortie de ressources doit pouvoir être estimée avec une fiabilité suffisante pour pouvoir constituer une provision. À défaut, il s'agit d'un passif éventuel qui n'est pas comptabilisé, mais fait l'objet d'une information en annexe. Lorsque l'effet de

la valeur temps est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux de trésorerie futurs. L'impact de l'actualisation est enregistré en résultat financier.

Outre les provisions pour litiges, les provisions pour risques et charges comprennent les sommes provisionnées au titre des avantages au personnel.

AVANTAGES AU PERSONNEL

Le groupe Macif comptabilise la totalité de ses engagements en matière de retraite, préretraite, indemnités de départ, couverture sociale, prévoyance, médailles du travail et autres engagements assimilés, tant pour le personnel actif que pour le personnel retraité, nets des actifs de couverture et des montants non reconnus.

En matière d'engagements de retraite, les sociétés du groupe Macif disposent de régimes à cotisations définies et de régimes à prestations définies. Pour les régimes à cotisations définies, aucune provision n'est comptabilisée car le paiement des cotisations dégage l'employeur de toute obligation dans le financement ultérieur du risque. Les paiements du groupe sont enregistrés en charges de la période à laquelle ils sont liés. Les cotisations payées d'avance sont comptabilisées à l'actif dans la mesure où ce paiement d'avance permettra une diminution des paiements futurs ou un remboursement en trésorerie. Pour les régimes à prestations définies, le coût des prestations est estimé en utilisant la méthode des unités de crédits projetés. Cette méthode conduit à provisionner, au passif du bilan, la valeur actuelle de l'engagement à la date de clôture, diminuée de la valeur de marché des actifs mis en couverture, net des écarts actuariels et du coût des services passés non reconnus. Cette provision est déterminée en actualisant les prestations futures attendues sur la base d'un taux, au plus égal au taux de rendement des actifs mis en représentation.

En matière d'avantages à long terme, les modalités de provisionnement sont quasiment identiques à celles utilisées pour les engagements de retraite en régime à prestations définies ; la seule différence résidant dans l'absence d'étalement du coût des services non reconnus. Cela concerne les médailles du travail, comptes épargne temps et congés anniversaire. En matière d'avantages postérieurs à l'emploi, le groupe Macif comptabilise son engagement en matière de surcomplémentaire santé sur les remboursements proposés par le BCAC aux retraités du groupe Macif. Cet engagement concerne l'évaluation du portefeuille de ces contrats en hypothèse fermée.

5.14 PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET CONTRATS FINANCIERS

Les contrats proposés par le groupe Macif sont classés en 3 catégories :

- les contrats d'assurance,
- les contrats financiers avec participation aux

bénéfices discrétionnaire,

- les contrats financiers sans participation aux bénéfices discrétionnaire.

Les contrats d'assurance et les contrats financiers avec participation aux bénéfices discrétionnaire relèvent de la norme IFRS 4. Les contrats financiers sans participation aux bénéfices discrétionnaire relèvent de la norme IAS 39.

5.14.1 Contrats d'assurance

5.14.1.1. DÉFINITION

Un contrat d'assurance est un contrat selon lequel la compagnie accepte un risque d'assurance significatif d'un tiers (l'assuré) en consentant d'indemniser l'assuré ou un autre bénéficiaire si un événement futur incertain spécifique (l'événement assuré) affecte défavorablement l'assuré. Un risque :

- d'assurance est un risque autre que financier, transféré du souscripteur du contrat vers l'assureur,
- financier est un risque de variation potentielle future de taux d'intérêt, de prix d'une valeur mobilière, d'un cours de change ou d'une autre variable similaire.

Un risque d'assurance est significatif dès lors qu'un événement assuré peut obliger un assureur à payer des prestations complémentaires significatives quel que soit le scénario, à l'exception des scénarios qui manquent de substance commerciale, c'est-à-dire s'inscrivant en dehors de l'objet initial de l'assurance.

5.14.1.2. PRINCIPAUX CONTRATS

Pour le groupe Macif, les principaux contrats d'assurance visés par la norme IFRS 4 sont :

- les contrats d'assurance non-vie,
- les contrats d'assurance-vie comportant un risque d'assurance décès significatif (contrats en euros),
- les contrats avec sortie en rente optionnelle ou obligatoire, si l'assureur est engagé dès l'origine et n'a pas de liberté de tarification à la date de sortie en rente. Dans le cas contraire, ces contrats sont des contrats financiers pendant la phase de constitution (c'est-à-dire jusqu'à la fixation de la tarification du risque d'assurance) puis des contrats d'assurance pendant la phase de service de la rente,
- les contrats en unités de compte avec une garantie plancher significative.

5.14.1.3. COMPTABILISATION

Les pratiques comptables existantes en France et relatives aux contrats d'assurance (règlement CRC 2000-05) sont maintenues, à l'exception des provisions d'égalisation et sous réserve que les provisions ainsi déterminées soient conformes au test d'adéquation des passifs prescrit par les normes internationales.

Contrats d'assurance non-vie

La provision pour cotisations non acquises constate la part des cotisations se rapportant à la période comprise entre la date de l'inventaire et la date de la prochaine échéance du contrat, ou à défaut son terme. Elle est calculée prorata temporis en incluant les frais

d'échéance et de fractionnement dans la valeur portefeuille.

Les provisions pour sinistres à payer représentent la valeur estimée des dépenses en principal et en frais, tant internes qu'externes, relatives au règlement des sinistres survenus et non payés, déclarés ou non, y compris les capitaux constitutifs de rentes non encore mis à la charge de l'entreprise. Les provisions pour sinistres à payer sont calculées dossier par dossier ou par méthodes statistiques, et récapitulées par exercice de survenance et par catégorie. Les dépenses sont estimées à leur coût futur non actualisé et augmentées d'une provision pour frais de gestion, déterminée en fonction des taux de frais réellement observés.

Les provisions d'égalisation constatées en application des réglementations locales pour faire face à des risques caractérisés par une faible fréquence et un coût unitaire élevé ou à un risque macroéconomique sont éliminées dans les comptes consolidés. Toutefois, certaines provisions d'égalisation sont constituées au titre de contrats dont les dispositions prévoient qu'elles reviennent au souscripteur en cas de résiliation ou de transfert. Ces provisions constituent à ce titre un engagement et sont en conséquence reclassées en «Provision pour participation aux bénéfices et excédents».

Les autres provisions techniques se composent des provisions suivantes :

- provisions mathématiques de rentes : ces provisions représentent la valeur actuelle des engagements de l'entreprise afférents aux rentes dommages et rentes contractuelles. Elles sont calculées en utilisant les tables considérées comme adéquates localement et les taux techniques au plus égaux au taux de rendement prévisionnel prudemment estimés des actifs affectés à leur représentation,
- provisions pour risques en cours : ces provisions sont destinées à couvrir les sinistres et frais de gestion afférents qui excèdent la fraction de primes reportées nettes des frais d'acquisition correspondants. Le calcul est effectué en fonction d'un taux moyen de sinistralité observé sur chaque branche au cours des exercices N et N-1,
- provisions pour risques croissants : ces provisions sont constituées en assurance maladie et invalidité lorsque les risques croissent avec l'âge de l'assuré et sont couverts par des primes constantes.

Contrats d'assurance-vie

Les provisions mathématiques représentent la différence entre les valeurs actuelles des engagements pris respectivement par l'assureur et par l'assuré en tenant compte des probabilités de réalisation de ces engagements.

Pour les contrats en euros, elles sont égales à la valeur acquise de l'épargne, compte tenu des versements et des retraits effectués par le souscripteur.

Pour les contrats en unités de compte, les provisions mathématiques sont évaluées sur la base de la valeur vénale des actifs servant à ces contrats à chaque clôture. Les gains ou les pertes résultant de la réévaluation de ces derniers sont portés au compte de résultat, afin de neutraliser l'impact de la variation des provisions techniques. La provision globale de gestion est dotée afin de couvrir les charges futures de gestion des contrats, non couvertes par ailleurs. Elle est calculée, conformément à l'article 31 quinquies GC du Code Général des Impôts, par différence entre les charges futures de gestion et les ressources futures probables, liées à chaque ensemble homogène de contrats existant à cette date.

Les provisions pour participation aux bénéfices concernent les contrats d'assurance et les contrats d'investissement avec participation aux bénéfices discrétionnaire. Elle regroupe une provision pour participation aux bénéfices exigible et une provision pour participation aux bénéfices différée.

La provision pour participation aux bénéfices exigible représente le montant des fonds définitivement attribué aux bénéficiaires de contrats lorsque ces fonds, non encore crédités individuellement, ne sont pas payables immédiatement après la liquidation de l'exercice qui les a produit. Elle est comptabilisée dans les comptes individuels et maintenue dans les comptes consolidés.

La provision pour participation aux bénéfices différée traduit l'impact, pour l'évaluation des passifs, des retraitements de consolidation, et notamment la mise en juste valeur des placements. Elle est comptabilisée dans les comptes consolidés, en maintenant les principes existants en normes françaises (règlement CRC 2000-05). Les taux de participation utilisés correspondent aux taux contractuels attachés à chacun des portefeuilles concernés (en pratique 95% ou 100%).

La provision pour participation aux bénéfices différée est comptabilisée en contrepartie du résultat ou de la réserve de réévaluation selon les modalités de comptabilisation du sous-jacent. Au bilan, elle figure :

- au passif, si elle est assise sur une différence de base positive nette (valeur d'actif des comptes consolidés supérieure à celle retenue dans les comptes individuels),
- à l'actif, dans le cas opposé. Les participations différées actives donnent lieu à un test de recouvrabilité et seules les participations considérées comme recouvrables sont maintenues à l'actif du bilan.

Les participations différées actives et passives ne peuvent se compenser que lorsqu'elles résultent de différences positives et négatives de nature et d'échéance similaires, et dans les limites de la mutualisation des résultats financiers imposées par les contrats, notamment l'existence d'actifs cantonnés.

Test d'adéquation des passifs

Un test d'adéquation des passifs est effectué à chaque arrêté comptable par chacune des entités consolidées. Ce test permet de vérifier que les passifs d'assurance-vie et non-vie sont suffisants au regard des estimations actuelles de flux de trésorerie futurs générés par les contrats d'assurance. Les flux de trésorerie futurs prennent en compte les garanties et options attachées à chacun des contrats. Le cas échéant, et pour les besoins de ce test, les passifs d'assurance sont diminués des coûts d'acquisition reportés et des valeurs de portefeuille constatées lors de regroupement d'entreprises ou de transferts de contrats s'y rapportant. En cas d'insuffisance, les pertes potentielles sont comptabilisées en intégralité en contrepartie du résultat.

5.14.1.4. SÉPARATION DES DÉRIVÉS INCORPORÉS

Les dérivés incorporés dans un contrat hôte entrant dans la catégorie des contrats d'assurance sont séparés et évalués séparément à la juste valeur lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- leur valeur se modifie en fonction de l'évolution d'un sous-jacent financier (taux, actions, devises...),
- l'investissement initial est nul ou faible en comparaison de sa volatilité potentielle, et fera l'objet de règlements dans le futur.

Cependant, certains dérivés incorporés répondant à la définition de contrat d'assurance ou correspondant à des options de rachat pour un montant défini ne sont pas évalués séparément du contrat hôte conformément à la norme IFRS 4. Les dérivés incorporés séparés sur contrats sont classés dans la catégorie des instruments financiers détenus à des fins de transaction. Ils sont évalués à la juste valeur avec comptabilisation des variations de juste valeur en résultat. Au sein du groupe Macif, aucun dérivé incorporé dans les contrats d'assurance n'a fait l'objet d'une comptabilisation séparée.

5.14.2 Contrats financiers avec participation discrétionnaire

5.14.2.1. DÉFINITION

Selon la norme IFRS 4, la participation aux bénéfices discrétionnaire correspond au droit contractuel qu'a le titulaire d'un contrat de recevoir, en tant que supplément aux prestations garanties, des prestations complémentaires :

- qui devraient probablement représenter une part significative des bénéfices contractuels,
- dont le montant ou l'échéance est contractuellement à la discrétion de l'émetteur,
- qui sont contractuellement fondés sur la performance d'un ensemble défini de contrats ou d'un type de contrats déterminé, les rendements des placements réalisés et/ou latents d'un portefeuille d'actifs déterminés détenus par l'émetteur ou le résultat de la société, d'un fonds ou d'une autre entité qui émet le contrat.

L'élément de participation discrétionnaire repose sur les clauses contractuelles de participation aux bénéficiaires, mais aussi sur les dispositions réglementaires applicables localement.

5.14.2.2. PRINCIPAUX CONTRATS

Pour le groupe Macif, sont classés comme contrats financiers avec participation discrétionnaire :

- les contrats à prime unique,
- les contrats d'épargne retraite collective en euros.

5.14.2.3. COMPTABILISATION

Les contrats financiers avec participation discrétionnaire relevant de la norme IFRS 4 sont valorisés et comptabilisés selon les mêmes règles que les contrats d'assurance, y compris pour les dérivés incorporés (Cf. supra). En revanche, les passifs de ces contrats sont présentés dans une ligne spécifique au bilan.

5.14.3 Contrats financiers sans participation discrétionnaire

5.14.3.1. DÉFINITION

Les contrats sans risque d'assurance significatif et sans participation aux bénéficiaires discrétionnaire sont considérés comme des contrats financiers relevant de la norme IAS 39.

5.14.3.2. PRINCIPAUX CONTRATS

Au sein du groupe Macif, il n'a pas été recensé, à ce jour, de contrats financiers relevant de la norme IAS 39.

5.14.4 Comptabilité reflet ou «shadow accounting»

Le groupe Macif n'a pas retenu l'option shadow accounting définie selon la norme IFRS 4.

5.15 RÉASSURANCE : ACCEPTATIONS ET CESSIIONS EN RÉASSURANCE

CLASSIFICATION

Les traités de réassurance qui prévoient un transfert de risque significatif sont considérés comme des contrats d'assurance relevant de la norme IFRS 4. À défaut, ils sont considérés comme des traités de réassurance financière relevant de la norme IAS 39. Au sein du groupe Macif, tous les contrats de réassurance (acceptations ou cessions) comportent un transfert de risque d'assurance significatif. Ils relèvent tous de la norme IFRS 4.

COMPTABILISATION

Les acceptations en réassurance sont comptabilisées affaire par affaire sur la base des résultats de l'année, réels ou estimés. Les provisions techniques correspondent aux montants communiqués par les cédantes, majorés le cas échéant de compléments. Les cessions en réassurance sont comptabilisées en conformité avec les termes des différents traités. La part des cessionnaires dans les provisions techniques est

évaluée de la même façon que les provisions techniques apparaissant au passif. Les dépôts espèces reçus des réassureurs sont comptabilisés en dettes au passif. Les titres remis en nantissement par les réassureurs sont inscrits en « Engagements reçus » et évalués au cours de bourse. Ils sont pris en compte dans le test de dépréciation des actifs de réassurance, après déduction des coûts de mise en oeuvre de la garantie.

5.16 DETTES DE FINANCEMENT

Les dettes de financement comprennent :

- les passifs subordonnés,
- les dettes de financement représentées par des titres,
- les dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire,
- les autres dettes de financement.

À l'émission, les dettes de financement sont enregistrées selon la méthode du coût amorti. Cette méthode consiste à amortir par le résultat toutes les différences entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement par l'usage du taux effectif (appelée méthode du taux effectif). Les coûts directement attribuables à l'émission (commission, honoraires...) sont inclus dans l'évaluation initiale de la dette.

Les dettes de financement sont décomptabilisées lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrive à expiration. Pour le groupe Macif, tous les passifs subordonnés sont classés en dettes de financement.

Les dettes relatives aux engagements de crédit bail immobilier correspondent au capital restant dû au titre des contrats ainsi qu'au coût de l'éventuelle levée de l'option d'achat. Au sein du groupe Macif, cela concerne un seul contrat portant sur le financement d'un immeuble à Paris.

5.17 PRIMES

Les primes sont comptabilisées à la date de prise d'effet de la garantie, cette date constituant le fait générateur de leur comptabilisation. Elles correspondent aux primes émises hors taxes, brutes de réassurance, nettes d'annulations, de réductions et de ristournes. Elles comprennent une estimation des primes à émettre pour la part acquise à l'exercice et une estimation des primes à annuler postérieurement à la date de clôture.

5.18 SINISTRES

Les sinistres comprennent les sinistres réglés durant l'exercice, relatifs à l'exercice en cours ou à des exercices antérieurs nets des recours encaissés et les frais de règlement des sinistres.

5.19 FRAIS DE GESTION

Les frais de gestion liés à l'activité d'assurance sont initialement comptabilisés par nature puis répartis, selon une périodicité mensuelle, aux comptes de frais par destination du compte de résultat :

- frais de règlement des sinistres – compris dans la charge de sinistres sur la ligne «Charges des prestations des contrats»,
- frais d'acquisition – ligne «Frais d'acquisition des contrats»,
- frais d'administration - ligne «Frais d'administration»,
- autres charges techniques - ligne «Autres produits d'exploitation nets de charges»,
- autres charges non techniques - ligne «Autres produits et charges opérationnels courants»,
- charges de placements - incluses dans le résultat financier sur la ligne «Charges des placements».

L'affectation des frais de gestion aux destinations s'effectue soit directement, soit sur la base de clefs de répartition fondées sur des critères quantitatifs objectifs, appropriés et contrôlables directement liés à la nature des charges.

5.20 RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT

L'agrégat «Résultat opérationnel courant» du compte de résultat n'inclut pas les charges ou produits de l'exercice qui, par leur nature ou leur montant, présentent un caractère inhabituel et particulièrement significatif. Ces derniers sont classés en « Autres produits et charges opérationnels ».

5.21 CHARGE DE FINANCEMENT

La charge de financement comprend :

- les intérêts sur découverts bancaires et emprunts à court terme et à long terme,
- l'amortissement des primes d'émission ou de remboursement relatives aux emprunts,
- l'amortissement des coûts accessoires encourus pour la mise en place des emprunts,
- les différences de change résultant des emprunts en monnaie étrangère, dans la mesure où elles sont assimilées à un ajustement des coûts d'intérêt.

5.22 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Les événements postérieurs à la date de clôture sont ceux survenus entre la date de clôture et la date d'établissement des états financiers.

Lorsque l'événement est lié à des conditions existantes à la date de clôture, il conduit à un ajustement des états financiers.

Lorsque l'événement n'est pas lié à des conditions existantes à la date de clôture, il fait l'objet d'une information en annexe si cette information est jugée significative et pertinente.

6. Comparabilité des comptes

6.1 CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES ET DE MODALITÉS D'ESTIMATION

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

A compter du 1^{er} janvier 2010, le groupe Macif applique la norme IFRS 3 révisée, Regroupements d'entreprises, et les amendements consécutifs de la norme IAS 27, Etats financiers consolidés et comptabilisation des participations dans les filiales.

Ces nouvelles normes sont sans impact significatif sur l'information publiée par le groupe Macif.

6.2 CHANGEMENTS DE PRÉSENTATION COMPTABLE

Aucun changement de présentation comptable n'est intervenu au cours du premier semestre 2010.

6.3 CHANGEMENTS LIÉS AUX EFFETS DE VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE

Les impacts liés aux variations de périmètre sont détaillés dans la note 3.5 de l'annexe aux comptes consolidés.

7. Notes complémentaires sur les comptes

7.1 ACTIFS INCORPORELS

DÉTAIL DES ACTIFS INCORPORELS

(en milliers d'euros)	30 juin 10			31 déc 09		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Ecarts d'acquisition	82 154	-60 371	21 783	82 154	-60 371	21 783
Portefeuille de contrats des sociétés d'assurance						
Autres immobilisations incorporelles	163 395	-72 660	90 735	153 631	-62 810	90 821
TOTAL	245 549	-133 031	112 518	235 785	-123 181	112 604

ÉCARTS D'ACQUISITION – VARIATION

(en milliers d'euros)	30 juin 10			31 déc 09		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Ouverture	82 154	-60 371	21 783	78 386	-60 371	18 015
Augmentation				3 768		3 768
Diminution						
CLOTURE	82 154	-60 371	21 783	82 154	-60 371	21 783

ÉCARTS D'ACQUISITION - DÉTAIL PAR SOCIÉTÉ

(en milliers d'euros)	Ouverture			Variations		Clôture
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	
Macifilia	60 371	-60 371				
Mutavie	18 015		18 015			18 015
Macif Portugal	3 768		3 768			3 768
TOTAL	82 154	-60 371	21 783			21 783

Les écarts d'acquisition se rapportent aux opérations suivantes :

- **Macifilia** : la société Cornhill France est entrée dans le périmètre de consolidation du groupe le 1er juillet 2004. À cette date, un écart d'acquisition avait été constaté dans les comptes consolidés à hauteur de 66.775 K€. Au 1er janvier 2006, lors de la transition aux normes IFRS, cet écart d'acquisition a été repris à la valeur nette comptable soit 56.759 K€. En 2006, la participation dans le capital de la société Macifilia Participations a été portée de 80% à 100% par rachat de titres. Cette opération a généré un écart d'acquisition complémentaire de 3.612 K€ porté à l'actif. Ces écarts d'acquisition sont désormais rattachés à la société Macifilia, les entités Cornhill France et Macifilia Participations ayant été absorbées. Ils représentent un montant brut total de 60.371 K€.
- **Mutavie** : à la fin du mois de décembre 2004, le groupe Macif a acquis une fraction complémentaire du capital de Mutavie. Cette opération a généré un écart d'acquisition de 20.017 K€. À l'ouverture de l'exercice 2006, date de transition aux normes IFRS, cet écart d'acquisition s'élevait à 18.015 K€ en valeur nette comptable.
- **Macif Portugal** : La société Macif Portugal est entrée dans le périmètre de consolidation du groupe le 1er juillet 2009. Un écart d'acquisition a été comptabilisé à hauteur de 3.768 K€.

En application des principes comptables présentés au paragraphe 4.4. Regroupements d'entreprises, le groupe Macif a soumis ses écarts d'acquisition à des tests de dépréciation. Ces tests consistent à comparer la valeur comptable nette des actifs des UGT à leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est déterminée à partir de la méthode des flux de trésorerie prévisionnels actualisés (méthode ayant prévalu lors des opérations d'acquisition), après ajustement aux

nouvelles conditions de marché :

- des business plans des entités concernées,
- des hypothèses de calcul.

Au 30 juin 2010, sur la base des valorisations obtenues, aucune dépréciation complémentaire n'a dû être constatée.

PORTEFEUILLES DE CONTRATS DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE

Aucune valeur de portefeuille ne figure à l'actif du bilan consolidé.

AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les autres immobilisations incorporelles regroupent principalement les licences des logiciels et les développements informatiques immobilisés.

(en milliers d'euros)	30 juin 10			31 déc 09		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Ouverture	153 631	-62 810	90 821	127 373	-46 269	81 104
Augmentation	16 780	-9 996	6 784	63 505	-23 562	39 943
Diminution	-7 016	146	-6 870	-37 247	7 021	-30 226
Autres mouvements						
CLOTURE	163 395	-72 660	90 735	153 631	-62 810	90 821

Les autres immobilisations incorporelles sont présentées ci-dessous par nature :

(en milliers d'euros)	Ouverture			Variations		Clôture
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	
Droit au bail	7 126	-1 403	5 723	60	-159	5 624
Logiciels	118 463	-60 124	58 339	9 099	-9 531	57 907
<i>Logiciels développés en interne</i>	<i>59 375</i>	<i>-21 329</i>	<i>38 046</i>	<i>3 781</i>	<i>-3 872</i>	<i>37 955</i>
<i>Autres logiciels</i>	<i>59 088</i>	<i>-38 795</i>	<i>20 293</i>	<i>5 318</i>	<i>-5 659</i>	<i>19 952</i>
Autres	28 042	-1 283	26 759	605	-160	27 204
TOTAL	153 631	-62 810	90 821	9 764	-9 850	90 735

La rubrique «Autres» rassemble principalement les avances et acomptes sur immobilisations incorporelles.

7.2 PLACEMENTS FINANCIERS HORS UC

SYNTHÈSE

	30 juin 10	31 déc 09
(en milliers d'euros)		
Actifs évalués à la juste valeur	20 408 673	19 426 871
Actifs évalués au coût amorti	115 446	92 883
TOTAL	20 524 119	19 519 754

PLACEMENTS FINANCIERS PAR CATÉGORIE – AU 30 JUIN 2010

	Coût amorti brut	Dépréciat°	30 juin 10 Coût amorti net	Réévaluat°	Juste valeur
(en milliers d'euros)					
Actifs disponibles à la vente (AFS)					
Actions	417 211	-45 113	372 098	272 214	644 312
Obligations	16 676 194	-10 307	16 665 887	811 250	17 477 137
Opcvm	1 383 637	-246 272	1 137 365	21 055	1 158 420
Autres	1 815		1 815	378	2 193
Sous-total	18 478 857	-301 692	18 177 165	1 104 897	19 282 062
Actifs détenus à des fins de transaction (TRADING)					
Actions					
Obligations					
Opcvm					
Autres					
Sous-total					
Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO)					
Actions					
Obligations	364 012		364 012	-77 531	286 481
Opcvm	730 846		730 846	109 284	840 130
Autres					
Sous-total	1 094 858		1 094 858	31 753	1 126 611
Prêts	122 640	-9 906	112 734	2 712	115 446
TOTAL (hors UC et immeubles)	19 696 355	-311 598	19 384 757	1 139 362	20 524 119
Actions	417 211	-45 113	372 098	272 214	644 312
Obligations	17 040 206	-10 307	17 029 899	733 719	17 763 618
Opcvm	2 114 483	-246 272	1 868 211	130 339	1 998 550
Autres	1 815		1 815	378	2 193
Prêts	122 640	-9 906	112 734	2 712	115 446
TOTAL (hors UC et immeubles)	19 696 355	-311 598	19 384 757	1 139 362	20 524 119

PLACEMENTS FINANCIERS PAR CATÉGORIE – AU 31 DÉCEMBRE 2009

	31 déc 09				
	Coût amorti brut	Dépréciat°	Coût amorti net	Réévaluat°	Juste valeur
(en milliers d'euros)					
Actifs disponibles à la vente (AFS)					
Actions	400 337	-55 068	345 269	302 629	647 898
Obligations	16 027 774	-13 290	16 014 484	454 873	16 469 357
Opcvm	1 353 651	-257 475	1 096 176	51 977	1 148 153
Autres	1 815		1 815	369	2 184
Sous-total	17 783 577	-325 833	17 457 744	809 848	18 267 592
Actifs détenus à des fins de transaction (TRADING)					
Actions					
Obligations	49		49		49
Opcvm					
Autres	25 000		25 000		25 000
Sous-total	25 049		25 049		25 049
Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO)					
Actions					
Obligations	376 044		376 044	-85 712	290 332
Opcvm	629 763		629 763	214 135	843 898
Autres					
Sous-total	1 005 807		1 005 807	128 423	1 134 230
Prêts	100 051	-9 878	90 173	2 710	92 883
TOTAL (hors UC et immeubles)	18 914 484	-335 711	18 578 773	940 981	19 519 754
Actions	400 337	-55 068	345 269	302 629	647 898
Obligations	16 403 867	-13 290	16 390 577	369 161	16 759 738
Opcvm	1 983 414	-257 475	1 725 939	266 112	1 992 051
Autres	26 815		26 815	369	27 184
Prêts	100 051	-9 878	90 173	2 710	92 883
TOTAL (hors UC et immeubles)	18 914 484	-335 711	18 578 773	940 981	19 519 754

ANALYSE DES MOUVEMENTS DES PLACEMENTS FINANCIERS – AU 30 JUIN 2010

	30 juin 10					
	AFS	Trading	FVO	Prêts et créances	Coût amorti	TOTAL
(en milliers d'euros)						
Ouverture	18 267 592	25 049	1 134 230	92 883		19 519 754
Acquisitions	1 843 526	3 322 212	88	81 793		5 247 619
Cessions	-1 164 467	-3 177 272	-10 270	-69 349		-4 421 358
Variations de Juste Valeur	283 665	648	-12 244			272 069
Dépréciations	-8 971			-28		-8 999
Reprises aux amort. et dépréciations	33 112					33 112
Variations de périmètre						
Autres mouvements	27 605	-170 637	14 807	10 147		-118 078
CLOTURE	19 282 062		1 126 611	115 446		20 524 119

ANALYSE DES MOUVEMENTS DES PLACEMENTS FINANCIERS – AU 31 DÉCEMBRE 2009

	31 déc 09					TOTAL
	AFS	Trading	FVO	Prêts et créances	Coût amorti	
(en milliers d'euros)						
Ouverture	15 385 922	240 993	751 848	112 678		16 491 441
Acquisitions	4 069 718	7 957 889	9 323	30 707		12 067 637
Cessions	-2 249 337	-7 672 011	-4 939	-15 227		-9 941 514
Variations de Juste Valeur	763 324	34 557	39 930			837 811
Dépréciations	-12 613			-3 787		-16 400
Reprises aux amort. et dépréciations	44 293					44 293
Variations de périmètre	16 886			912		17 798
Autres mouvements	249 399	-536 379	338 068	-32 400		18 688
CLOTURE	18 267 592	25 049	1 134 230	92 883		19 519 754

PLACEMENTS FINANCIERS PAR NIVEAU DE JUSTE VALEUR – AU 30 JUIN 2010

Par catégorie de placements

	30 juin 10				TOTAL
	1	Niveaux 2	3	Coût amorti	
(en milliers d'euros)					
Actifs disponibles à la vente (AFS)		17 768 005	1 033 911	480 146	19 282 062
Actifs détenus à des fins de transaction (TRADING)					
Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO)		901 727	224 884		1 126 611
Prêts				115 446	115 446
TOTAL	18 669 732	1 258 795	480 146	115 446	20 524 119

Par nature de placements

	30 juin 10				TOTAL
	1	Niveaux 2	3	Coût amorti	
(en milliers d'euros)					
Actions		412 601	231 711		644 312
Obligations		16 548 369	1 167 130	48 119	17 763 618
Opcvm		1 706 569	91 665	200 316	1 998 550
Autres		2 193			2 193
Prêts				115 446	115 446
TOTAL	18 669 732	1 258 795	480 146	115 446	20 524 119

PLACEMENTS FINANCIERS PAR NIVEAU DE JUSTE VALEUR – AU 31 DÉCEMBRE 2009

Par catégorie de placements

	31 déc 09				TOTAL
	1	Niveaux 2	3	Coût amorti	
(en milliers d'euros)					
Actifs disponibles à la vente (AFS)	16 683 119	1 030 549	553 924		18 267 592
Actifs détenus à des fins de transaction (TRADING)			25 049		25 049
Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO)	912 128	216 882	5 220		1 134 230
Prêts				92 883	92 883
TOTAL	17 595 247	1 247 431	584 193	92 883	19 519 754

Par nature de placements

	31 déc 09				TOTAL
	1	Niveaux 2	3	Coût amorti	
(en milliers d'euros)					
Actions	313 946		333 952		647 898
Obligations	15 556 052	1 154 500	49 186		16 759 738
Opcvm	1 723 065	92 931	176 055		1 992 051
Autres	2 184		25 000		27 184
Prêts				92 883	92 883
TOTAL	17 595 247	1 247 431	584 193	92 883	19 519 754

PLACEMENTS FINANCIERS PAR NIVEAU DE JUSTE VALEUR - ANALYSE DES MOUVEMENTS

	30 juin 10				TOTAL
	1	Niveaux 2	3	Coût amorti	
(en milliers d'euros)					
Ouverture	17 595 247	1 247 431	584 193	92 883	19 519 754
Augmentation	4 792 376		241 236	60 535	5 094 147
Diminution	-4 096 826		-227 879	-67 230	-4 391 935
Transfert	95 933		-125 175	29 242	
Variations de périmètre	283 002	11 364	7 771	16	302 153
Autres mouvements					
CLOTURE	18 669 732	1 258 795	480 146	115 446	20 524 119

VARIATION DES DEPRECIATIONS DES PLACEMENTS FINANCIERS

	30 juin 10	31 déc 09
(en milliers d'euros)		
Ouverture	335 711	363 604
Dépréciations	8 999	16 400
Reprises suite à cessions ou remboursements	-30 060	-13 594
Reprises suite à revalorisation	-3 052	-30 699
Autres mouvements		
CLOTURE	311 598	335 711

Au 30 juin 2010, les reprises suite à revalorisation s'expliquent par la remontée des cours de certaines obligations qui avaient été dépréciées au 31 décembre 2009.

DEPRECIATION PAR NATURE DE PLACEMENTS FINANCIERS – AU 30 JUIN 2010

	30 juin 10				TOTAL
	Actions	Obligations	OPCVM	Prêts	
(en milliers d'euros)					
Ouverture	55 068	13 290	257 475	9 878	335 711
Dépréciations	5 442	139	3 390	28	8 999
Reprises aux amort. et dépréciations	-15 397	-3 122	-14 593		-33 112
Variations de périmètre					
Autres mouvements					
CLOTURE	45 113	10 307	246 272	9 906	311 598

DEPRECIATION PAR NATURE DE PLACEMENTS FINANCIERS – AU 31 DECEMBRE 2009

(en milliers d'euros)	31 déc 09				TOTAL
	Actions	Obligations	OPCVM	Prêts	
Ouverture	52 105	9 977	294 856	6 666	363 604
Dépréciations	3 658	3 313	6 047	3 382	16 400
Reprises aux amort. et dépréciations	-695		-43 428	-170	-44 293
Variations de périmètre					
Autres mouvements					
CLOTURE	55 068	13 290	257 475	9 878	335 711

7.3 PLACEMENTS FINANCIERS EN UC

(en milliers d'euros)	30 juin 10	31 déc 09
Actions		
Obligations		
Parts d'OPCVM	126 865	140 960
Autres		
TOTAL	126 865	140 960

Les placements financiers en Unités de Compte sont valorisés à la juste valeur.

7.4 EMPLOIS DES ACTIVITÉS DU SECTEUR BANCAIRE ET PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITÉS**SYNTHÈSE**

(en milliers d'euros)	30 juin 10	31 déc 09
Emplois des activités du secteur bancaire		
Actifs évalués à la juste valeur		
Actifs évalués au coût amorti		
Sous-total		
Placements des autres activités		
Actifs évalués à la juste valeur	25 322	26 242
Actifs évalués au coût amorti	144 542	145 415
Sous-total	169 864	171 657
TOTAL	169 864	171 657

Le périmètre de consolidation du groupe Macif au 30 juin 2010 ne comporte pas de société ayant une activité bancaire et dans laquelle le groupe exerce un contrôle exclusif ou conjoint. De ce fait, le poste « Emplois des activités du secteur bancaire » n'est pas mouvementé.

PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITÉS PAR CATÉGORIE – AU 30 JUIN 2010

	30 juin 10				
	Coût amorti brut	Dépréciat°	Coût amorti net	Réévaluat°	Juste valeur
(en milliers d'euros)					
Actifs disponibles à la vente (AFS)					
Actions	8 278	-2 338	5 940	-1 973	3 967
Obligations	12 653	-2 351	10 302	110	10 412
Opcvm					
Autres					
Sous-total	20 931	-4 689	16 242	-1 863	14 379
Actifs détenus à des fins de transaction (TRADING)					
Actions	10 916		10 916		10 916
Obligations					
Opcvm	23		23	4	27
Autres					
Sous-total	10 939		10 939	4	10 943
Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO)					
Actions					
Obligations					
Opcvm					
Autres					
Sous-total					
Dérivés					
Prêts	12 016	-273	11 743		11 743
Immeubles de placement	195 231	-62 432	132 799		132 799
TOTAL	239 117	-67 394	171 723	-1 859	169 864
Actions	19 194	-2 338	16 856	-1 973	14 883
Obligations	12 653	-2 351	10 302	110	10 412
Opcvm	23		23	4	27
Autres					
Dérivés					
Prêts	12 016	-273	11 743		11 743
Immeubles de placement	195 231	-62 432	132 799		132 799
TOTAL	239 117	-67 394	171 723	-1 859	169 864

PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITÉS PAR CATÉGORIE – AU 31 DÉCEMBRE 2009

(en milliers d'euros)	31 déc 09				
	Coût amorti brut	Dépréciat°	Coût amorti net	Réévaluat°	Juste valeur
Actifs disponibles à la vente (AFS)					
Actions	19 117	-2 191	16 926	-1 058	15 868
Obligations	12 653	-2 351	10 302	72	10 374
Opcvm					
Autres					
Sous-total	31 770	-4 542	27 228	-986	26 242
Actifs détenus à des fins de transaction (TRADING)					
Actions					
Obligations					
Opcvm					
Autres					
Sous-total					
Actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat (FVO)					
Actions					
Obligations					
Opcvm					
Autres					
Sous-total					
Dérivés					
Prêts	11 936	-194	11 742		11 742
Immeubles de placement	205 415	-71 742	133 673		133 673
TOTAL	249 121	-76 478	172 643	-986	171 657
Actions	19 117	-2 191	16 926	-1 058	15 868
Obligations	12 653	-2 351	10 302	72	10 374
Opcvm					
Autres					
Dérivés					
Prêts	11 936	-194	11 742		11 742
Immeubles de placement	205 415	-71 742	133 673		133 673
TOTAL	249 121	-76 478	172 643	-986	171 657

PLACEMENTS IMMOBILIERS DES AUTRES ACTIVITÉS – SYNTHÈSE

(en milliers d'euros)	30 juin 10	31 déc 09
Valeur brute	195 231	205 415
Amortissements et dépréciations	-62 432	-71 742
Valeur nette comptable	132 799	133 673
Valeur de marché	232 277	229 275
Ecart	99 478	95 602

PLACEMENTS IMMOBILIERS DES AUTRES ACTIVITÉS – MOUVEMENTS SUR L'EXERCICE

(en milliers d'euros)	Brut	30 juin 10 Dépréc.	Net	Brut	31 déc 09 Dépréc.	Net
Ouverture	205 415	-71 742	133 673	203 099	-68 229	134 870
Augmentation	1 467	-6 514	-5 047	5 395	-14 007	-8 612
Diminution	-11 651	15 824	4 173	-3 079	10 494	7 415
Autres mouvements						
CLOTURE	195 231	-62 432	132 799	205 415	-71 742	133 673

DÉPRÉCIATION DES PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITÉS

(en milliers d'euros)	Placements immobiliers	30 juin 10 Placements financiers	Total	Placements immobiliers	31 déc 09 Placements financiers	Total
Ouverture	71 742	4 736	76 478	68 229	6 910	75 139
Dotations aux amortissements	6 514		6 514	14 007		14 007
Dépréciations		233	233		930	930
Reprises suite à cessions ou remboursements	-15 824		-15 824	-10 494		-10 494
Reprises suite à revalorisation		-7	-7		-3 104	-3 104
Autres mouvements						
CLOTURE	62 432	4 962	67 394	71 742	4 736	76 478

7.5 INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES

MOUVEMENTS – AU 30 JUIN 2010

	01 janv 10	Dividendes	Variation de périmètre	Variation de la réserve de réévaluation	Autres mouvements	Quote part de résultat juin-10	30 juin 10
(en milliers d'euros)							
Groupe IMA	18 445			-2	8	-114	18 337
ALTIMA	8 924			7	1	-518	8 414
ATLANTIS	9 409			-257	-272	34	8 914
GCE Assurances	108 232			-1 972	-1	1 621	107 880
ATLANTIS Vida	3 036			-59	32	104	3 113
SOCRAM Banque	58 125	-588			2 064	500	60 101
SERENA	-1 574				1	-746	-2 319
CEMM	142				-1	3	144
Groupe OFI Holding	16 524		21	39	1 202	-1 046	16 740
OFI PEC	53 719	-873		3 455	16	-137	56 180
TOTAL	274 982	-1 461	21	1 211	3 050	-299	277 504

Au 30 juin 2010 l'augmentation du pourcentage de détention de Macif dans le groupe OFI Holding (de 49,19% à 49,30%) impacte les placements des entreprises associées à hauteur de 21 K€.

MOUVEMENTS – AU 31 DÉCEMBRE 2009

	01 janv 09	Dividendes	Variation de périmètre	Variation de la réserve de réévaluation	Autres mouvements	Quote part de résultat déc-09	31 déc 09
(en milliers d'euros)							
Groupe IMA	15 523		2 969	-22		-25	18 445
ALTIMA	9 532			79	-15	-672	8 924
ATLANTIS	9 881			305	182	-959	9 409
GCE Assurances	105 788			1 573	1	870	108 232
ATLANTIS Vida	2 851			25	33	127	3 036
SOCRAM Banque	78 105	-2 062			-5 599	-12 319	58 125
SERENA	853					-2 427	-1 574
CEMM	2 070				-1 750	-178	142
Groupe OFI Holding	13 920			-1 036	22	3 618	16 524
OFI PEC	50 217	-827	715	3 086	547	-19	53 719
TOTAL	288 740	-2 889	3 684	4 010	-6 579	-11 984	274 982

PRINCIPALES DONNÉES CHIFFRÉES – AU 30 JUIN 2010

	Pays	% intérêt	Total bilan	Capitaux propres	Chiffre d'affaires	Résultat net
(en milliers d'euros)						
Groupe IMA	France	32,34%	243 375	56 518	28 960	-300
ALTIMA	France	33,20%	89 821	25 017	14 185	-1 573
ATLANTIS	Espagne	27,19%	84 545	32 607	20 369	126
GCE Assurances	France	25,00%	925 053	167 359	238 083	6 484
ATLANTIS VIDA	Espagne	24,50%	102 569	12 750	15 200	424
SOCRAM Banque	France	33,60%	2 030 226	178 806	62 977	4 345
SERENA	France	25,00%	14 242	-9 278	11 505	-2 778
CEMM	France	25,00%	591	574		-4
Groupe OFI Holding	France	49,30%	35 126	35 123	30 329	-2 095
OFI PEC	France	52,07%	167 345	93 178		-256

7.6 PART DES CESSIONNAIRES ET RÉTROCESSIONNAIRES DANS LES PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET FINANCIERS

DÉTAIL PAR CONTRAT ET PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ – AU 30 JUIN 2010

(en milliers d'euros)	30 juin 10				Total
	Domages	Epargne	Santé/Prév	Autres	
Provisions d'assurance vie			2 104		2 104
Provisions pour cotisations non acquises	63 940				63 940
Provisions pour sinistres à payer	489 041	806	12 027		501 874
Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes					
Autres			19 461		19 461
CONTRATS D'ASSURANCE	552 981	806	33 592		587 379
Provisions techniques vie					
Provisions pour sinistres à payer					
Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes					
Autres					
CONTRATS FINANCIERS AVEC PARTICIPATION DISCRETIONNAIRE					
Provisions techniques vie					
Provisions pour sinistres à payer					
Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes					
Autres					
CONTRATS FINANCIERS SANS PARTICIPATION DISCRETIONNAIRE					
CONTRATS EN UNITE DE COMPTE					
TOTAL	552 981	806	33 592		587 379

DETAIL PAR CONTRAT ET PAR SECTEUR D'ACTIVITE – AU 31 DECEMBRE 2009

(en milliers d'euros)	31 déc 09				Total
	Domages	Epargne	Santé/Prév	Autres	
Provisions d'assurance vie			2 165		2 165
Provisions pour cotisations non acquises	10				10
Provisions pour sinistres à payer	464 021	687	13 234		477 942
Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes			18 750		18 750
Autres					
CONTRATS D'ASSURANCE	464 031	687	34 149		498 867
Provisions techniques vie					
Provisions pour sinistres à payer					
Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes					
Autres					
CONTRATS FINANCIERS AVEC PARTICIPATION DISCRETIONNAIRE					
Provisions techniques vie					
Provisions pour sinistres à payer					
Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes					
Autres					
CONTRATS FINANCIERS SANS PARTICIPATION DISCRETIONNAIRE					
CONTRATS EN UNITE DE COMPTE					
TOTAL	464 031	687	34 149		498 867

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE

(en milliers d'euros)	Contrats d'assurance	Contrats financiers		Contrats en UC	Total
		Avec Part. Discret.	Sans Part. Discret.		
Ouverture	498 867				498 867
Augmentation	603 168				603 168
Diminution	-512 199				-512 199
Autres mouvements	-2 457				-2 457
CLOTURE	587 379				587 379

7.7 IMMEUBLES D'EXPLOITATION ET AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES**RÉPARTITION PAR NATURE**

(en milliers d'euros)	Brut	30 juin 10		Brut	31 déc 09	
		Dépréciat°	Net		Dépréciat°	Net
Biens pris en crédit-bail	42 000	-1 666	40 334	42 000	-1 372	40 628
Immeubles d'exploitation	319 644	-85 496	234 148	290 143	-80 511	209 632
Autres immobilisations corporelles	221 013	-132 348	88 665	215 393	-127 724	87 669
TOTAL	582 657	-219 510	363 147	547 536	-209 607	337 929

La rubrique « Biens pris en crédit-bail » concerne un immeuble situé à Paris dont la mise en exploitation est intervenue en septembre 2007.

DETAIL PAR CONTRAT ET PAR SECTEUR D'ACTIVITE – AU 30 JUIN 2010

(en milliers d'euros)	Dommages	Epargne	30 juin 10		Total
			Santé/Prév	Autres	
Biens pris en crédit-bail	40 334				40 334
Immeubles d'exploitation	223 555	9 080	715	798	234 148
Autres immobilisations corporelles	77 409	387	10 342	527	88 665
TOTAL	341 298	9 467	11 057	1 325	363 147

DETAIL PAR CONTRAT ET PAR SECTEUR D'ACTIVITE – AU 31 DECEMBRE 2009

(en milliers d'euros)	Dommages	Epargne	31 déc 09		Total
			Santé/Prév	Autres	
Biens pris en crédit-bail	40 628				40 628
Immeubles d'exploitation	199 652	8 619	625	736	209 632
Autres immobilisations corporelles	77 913	305	8 888	563	87 669
TOTAL	318 193	8 924	9 513	1 299	337 929

7.8 FRAIS D'ACQUISITION REPORTÉS

RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

(en milliers d'euros)	30 juin 10			31 déc 09		
	Brut	Dépréciat°	Net	Brut	Dépréciat°	Net
Dommmages	110 925		110 925	92 242		92 242
Epargne	99 563		99 563	91 771		91 771
Santé/Prévoyance	364		364	531		531
Autres						
TOTAL	210 852		210 852	184 544		184 544

MOUVEMENTS SUR L'EXERCICE

(en milliers d'euros)	30 juin 10				31 déc 09			
	Dommmages	Epargne	Santé/Prév	Total	Dommmages	Epargne	Santé/Prév	Total
Ouverture	92 242	91 771	531	184 544	83 572	76 572	538	160 682
Dotations de l'exercice	25 842	18 514	364	44 720	92 242	34 248	531	127 021
Amortissements de l'exercice	-7 159	-10 722	-531	-18 412	-83 572	-19 049	-538	-103 159
Pertes de valeurs constatées								
Reprises de pertes de valeurs								
Variations de périmètre								
Autres mouvements								
CLOTURE	110 925	99 563	364	210 852	92 242	91 771	531	184 544

7.9 IMPÔTS DIFFÉRÉS (ACTIF ET PASSIF)**DETAIL DES IMPOTS DIFFERES**

	30 juin 10	31 déc 09
(en milliers d'euros)		
Déficits ordinaires		
Mise en juste valeur des placements		
Autres		
Impôts différés ACTIF		
Provision d'égalisation	8 329	8 188
Réserve de capitalisation	263 261	240 834
Mise en juste valeur des placements	196 498	107 616
Frais d'acquisition reportés	65 303	56 275
Participation aux bénéfices différée	-108 896	-31 052
Déficits ordinaires	-123 160	-72 349
Autres	36 504	26 023
Impôts différés PASSIF	337 839	335 535

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés au sein du périmètre d'intégration fiscale Macif. Un impôt différé net passif est comptabilisé pour 337.839 K€.

MODALITÉS DE CONSTATATION DES IMPÔTS DIFFÉRÉS

	30 juin 10			31 déc 09		
	Impôts différés Actif (IDA)	Impôts différés Passif (IDP)	Impôts différés Nets	Impôts différés Actif (IDA)	Impôts différés Passif (IDP)	Impôts différés Nets
(en milliers d'euros)						
Imputation sur le compte de résultat		-18 255	18 255		20 787	-20 787
Imputation sur la réserve de réévaluation		120 172	-120 172		106 662	-106 662
Imputation sur les autres réserves		235 922	-235 922		208 086	-208 086
TOTAL		337 839	-337 839		335 535	-335 535

7.10 ACTIFS ET PASSIFS DESTINÉS À LA VENTE

	SCI Tremblay	SCI Eybens	SCI Nancy	SCI Grenoble	SCI Dijon Pouilly	SCI Nancy 90	Total
(en milliers d'euros)							
Immobilier de placement (net des dépréciations)	695	1 219	591	487	617	387	3 996
Autres créances							
Actifs destinés à la vente	695	1 219	591	487	617	387	3 996
Autres dettes de financement							
Autres dettes							
Passifs des activités destinées à être cédées							

Conformément à la norme IFRS 5 sur les actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées, les immeubles des Sci ci-dessus sont classés en «Actifs destinés à la vente». Ces six immeubles ont fait l'objet de promesses de vente signées en avril et en juin 2010.

7.11 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

DÉTAIL PAR NATURE

(en milliers d'euros)	30 juin 10	31 déc 09
Disponibilités et soldes bancaires	43 114	78 125
Titres de transaction à moins de 3 mois et Opcvm monétaires	1 590 162	1 453 255
TOTAL	1 633 276	1 531 380

DÉTAIL PAR VALORISATION – AU 30 JUIN 2010

(en milliers d'euros)	30 juin 10					
	AFS	Trading	FVO	Prêts et créances	Coût amorti	Total
Disponibilités et soldes bancaires					43 114	43 114
Titres de transaction à moins de 3 mois et Opcvm monétaires		744 243	845 919			1 590 162
TOTAL		744 243	845 919		43 114	1 633 276

DÉTAIL PAR VALORISATION – AU 31 DÉCEMBRE 2009

(en milliers d'euros)	31 déc 09					
	AFS	Trading	FVO	Prêts et créances	Coût amorti	Total
Disponibilités et soldes bancaires					78 125	78 125
Titres de transaction à moins de 3 mois et Opcvm monétaires		582 197	871 058			1 453 255
TOTAL		582 197	871 058		78 125	1 531 380

7.12 CAPITAUX PROPRES

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE

	Fonds d'établis.	Primes	Réserve de réévaluation	Autres Réserves	Résultats cumulés	Résultat de l'exercice	Total des capitaux propres Groupe
(en milliers d'euros)							
Situation à la clôture 31 décembre 2007	209 334		123 276	1 088 290	-386	102 335	1 522 849
Droits d'adhésion	4 618						4 618
Variation de périmètre				-13 942			-13 942
Affectation du résultat N-1				102 335		-102 335	
Autres variations			-57 335	-215	3 244		-54 306
Résultat de l'exercice						99 579	99 579
Situation à la clôture 31 décembre 2008	213 952		65 941	1 176 468	2 858	99 579	1 558 798
Droits d'adhésion	4 645						4 645
Variation de périmètre			19	-10 428			-10 409
Affectation du résultat N-1				99 579		-99 579	
Autres variations			166 017	9 887	-5 778		170 126
Résultat de l'exercice						13 520	13 520
Situation à la clôture 31 décembre 2009	218 597		231 977	1 275 506	-2 920	13 520	1 736 680
Droits d'adhésion	2 185						2 185
Variation de périmètre			-2	-227			-229
Affectation du résultat N-1				13 520		-13 520	
Autres variations			38 707	-23 687	15 825		30 845
Résultat de l'exercice						-26 596	-26 596
Situation à la clôture 30 juin 2010	220 782		270 682	1 265 112	12 905	-26 596	1 742 885

En application d'IFRS 4, les provisions d'égalisation destinées à couvrir les fluctuations de sinistralité sur le long terme sont éliminées. Elles s'élèvent à 27.342 K€ au 30 juin 2010 contre 29.343 K€ au 31 décembre 2009. Après prise en compte de l'impôt différé, l'impact net de l'annulation des provisions d'égalisation ressort à 17.928 K€ au 30 juin 2010 contre 19.175 K€ au 31 décembre 2009.

DÉTAIL DU FONDS D'ÉTABLISSEMENT

	30 juin 10	31 déc 09
(en milliers d'euros)		
MACIF	213 553	211 368
MACIF-MUTUALITE	7 000	7 000
SMIP	229	229
TOTAL	220 782	218 597

DÉTAIL DES AUTRES RÉSERVES GROUPE

	30 juin 10	31 déc 09
(en milliers d'euros)		
Réserve légale		
Réserve de réévaluation	270 682	231 977
Réserves ordinaires	890 121	827 611
Autres réserves consolidées	387 896	444 975
TOTAL	1 548 699	1 504 563

IMPACT DE LA JUSTE VALEUR SUR LES FONDS PROPRES

	Résultat	Réserve de réévaluation	Total
(en milliers d'euros)			
Mise en juste valeur des placements	-12 454	312 856	300 402
Participation aux bénéfices différée	2 080	-231 226	-229 146
Impôts différés	-3 579	-23 734	-27 313
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	2 481	1 183	3 664
TOTAL	-11 472	59 079	47 607
Part Groupe	-11 486	57 276	45 790
Intérêts minoritaires	14	1 803	1 817

VARIATION DE LA RÉSERVE DE RÉÉVALUATION GROUPE

	30 juin 10	31 déc 09
(en milliers d'euros)		
Ouverture	231 977	65 941
Incidence des transferts en résultat des plus ou moins-values réalisées	-3 179	-19 837
Réévaluation à la juste valeur par les réserves	41 888	186 287
Impact des variations de périmètre et autres variations	-2	-414
CLOTURE	270 682	231 977

VARIATION DES INTÉRÊTS MINORITAIRES

	30 juin 10	31 déc 09
(en milliers d'euros)		
Ouverture	27 764	21 811
Variations de périmètre	1 202	6 504
Variations de la réserve de réévaluation	555	1 665
Dividendes	-57	-58
Résultat de l'exercice	-3 139	-1 257
Variations des autres réserves	-1 906	-901
CLOTURE	24 419	27 764

DÉTAIL DES INTÉRÊTS MINORITAIRES PAR SOCIÉTÉ

	30 juin 10			31 déc 09		
	Réserves	Résultat	Total	Réserves	Résultat	Total
(en milliers d'euros)						
FONCIERE DE LUTECE	5 219	88	5 307	5 085	221	5 306
MUTAVIE	20 401	-78	20 323	18 642	1 495	20 137
Autres sociétés	1 938	-3 149	-1 211	5 294	-2 973	2 321
TOTAL	27 558	-3 139	24 419	29 021	-1 257	27 764

7.13 DETTES DE FINANCEMENT

RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ – AU 30 JUIN 2010

(en milliers d'euros)	30 juin 10				
	Domages	Epargne	Santé/Prév	Autres	Total
Titres subordonnés à durée indéterminée	155 612				155 612
Titres subordonnés remboursables	2 570	31 757			34 327
Emprunts subordonnés					
Dettes subordonnées	158 182	31 757			189 939
Titres de créances négociables					
Emprunts obligataires					
Autres dettes représentées par des titres					
Dettes de financement représentées par des titres					
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	101 165				101 165
Autres dettes de financement	2 005	3 341	33	4 343	9 722
TOTAL	261 352	35 098	33	4 343	300 826

RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ – AU 31 DÉCEMBRE 2009

(en milliers d'euros)	31 déc 09				
	Domages	Epargne	Santé/Prév	Autres	Total
Titres subordonnés à durée indéterminée	152 064				152 064
Titres subordonnés remboursables	2 570	25 022			27 592
Emprunts subordonnés					
Dettes subordonnées	154 634	25 022			179 656
Titres de créances négociables					
Emprunts obligataires					
Autres dettes représentées par des titres					
Dettes de financement représentées par des titres					
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	80 977				80 977
Autres dettes de financement	2 022	3 182	35	3 037	8 276
TOTAL	237 633	28 204	35	3 037	268 909

RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE – AU 30 JUIN 2010

(en milliers d'euros)	30 juin 10				
	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans	Total	
Titres subordonnés à durée indéterminée		5 612	150 000	155 612	
Titres subordonnés remboursables		3 327	31 000	34 327	
Emprunts subordonnés					
Dettes subordonnées		8 939	31 000	189 939	
Titres de créances négociables					
Emprunts obligataires					
Autres dettes représentées par des titres					
Dettes de financement représentées par des titres					
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire		9 836	75 257	16 072	101 165
Autres dettes de financement		6 380	3 342		9 722
TOTAL		25 155	109 599	166 072	300 826

RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE – AU 31 DÉCEMBRE 2009

(en milliers d'euros)	31 déc 09			Total
	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans	
Titres subordonnés à durée indéterminée	2 064		150 000	152 064
Titres subordonnés remboursables	2 592	25 000		27 592
Emprunts subordonnés				
Dettes subordonnées	4 656	25 000	150 000	179 656
Titres de créances négociables				
Emprunts obligataires				
Autres dettes représentées par des titres				
Dettes de financement représentées par des titres				
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	11 851	47 393	21 733	80 977
Autres dettes de financement	5 093	3 183		8 276
TOTAL	21 600	75 576	171 733	268 909

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE - AU 30 JUIN 2010

(en milliers d'euros)	Ouverture	Emission	Variation de périmètre	Amort.	Autres Variations	Clôture
Titres subordonnés à durée indéterminée	152 064				3 548	155 612
Titres subordonnés remboursables	27 592				6 735	34 327
Emprunts subordonnés						
Dettes subordonnées	179 656				10 283	189 939
Titres de créances négociables						
Emprunts obligataires						
Autres dettes représentées par des titres						
Dettes de financement représentées par des titres						
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	80 977	24 984		-4 796		101 165
Autres dettes de financement	8 276	1 595		-149		9 722
TOTAL	268 909	26 579		-4 945	10 283	300 826

JUSTE VALEUR DE LA DETTE DE FINANCEMENT

(en milliers d'euros)	30 juin 10			31 déc 09		
	Valeur au bilan	Juste valeur	Ecart	Valeur au bilan	Juste valeur	Ecart
Dettes subordonnées	189 939	202 658	12 719	179 656	190 925	11 269
Dettes de financement représentées par des titres						
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	101 165	101 165		80 977	80 977	
Autres dettes de financement	9 722	9 722		8 276	8 276	
TOTAL	300 826	313 545	12 719	268 909	280 178	11 269

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS PASSIF ADOSSÉS À LA DETTE DE FINANCEMENT

(en milliers d'euros)	30 juin 10			31 déc 09		
	Valeur au bilan	Juste valeur	Ecart	Valeur au bilan	Juste valeur	Ecart
Instruments dérivés passif sur...						
Dettes subordonnées	2 525	2 525		3 736	3 736	
Dettes de financement représentées par des titres						
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	424	424				
Autres dettes de financement						
TOTAL	2 949	2 949		3 736	3 736	

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS ACTIF ADOSSÉS À LA DETTE DE FINANCEMENT

(en milliers d'euros)	30 juin 10			31 déc 09		
	Valeur au bilan	Juste valeur	Ecart	Valeur au bilan	Juste valeur	Ecart
Instruments dérivés actif sur...						
Dettes subordonnées	13 865	13 865		10 689	10 689	
Dettes de financement représentées par des titres						
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire						
Autres dettes de financement						
TOTAL	13 865	13 865		10 689	10 689	

INFORMATIONS RELATIVES AUX DETTES DE FINANCEMENT AU 30 JUIN 2010

	MACIF	MUTAVIE	SIEM		AUTRES	TOTAL
(en milliers d'euros)						
Nature	Titre subordonné perpétuel	Titre subordonné remboursable	Emprunt bancaire	Emprunt bancaire		
Date d'émission	20 avr 05	24 déc 09	14 déc 04	14 déc 09		
Durée	Durée perpétuelle mais option de remboursement anticipé à compter du 20 juillet 2015	5 ans	12 ans	5 ans		
Devise	Euro	Euro	Euro	Euro		
Montant	150 000	150 000	80 000	30 000 * (* autorisation jusqu'à 60 000)		
Nombre de titres	150 000	150 000				
Nominal	1	1				
Taux nominal	Taux fixe de 4,625% jusqu'au 20 juillet 2015 puis EURIBOR 3 mois + 200pb	4,74%	4,05%	Euribor 3 mois +1,5%		
Taux d'intérêt effectif		4,74%	4,079%	2,318%		
Prix de remboursement	Nominal	Nominal				
Frais d'émission	1 709	Néant	Néant	Néant		
Amortissement		Remboursement au pair le 24 déc 2014	Trimestrialités constantes de 528 K€	Remboursement in fine le 14 déc 2014		
Dérivés associés	3 swaps emprunteur taux fixe et 3 swaps emprunteur taux variable de 50 000 K€ chacun			2 swaps emprunteur taux fixe de 21 000 K€ chacun		
VALEUR AU BILAN	155 612	31 757	48 167	30 000	35 290	300 826

La colonne «Autres» rassemble les emprunts souscrits auprès des entreprises du secteur bancaire et non détaillés dans les quatre premières colonnes.

INFORMATIONS RELATIVES AUX DETTES DE FINANCEMENT AU 31 DECEMBRE 2009

	MACIF	MUTAVIE	SIEM		AUTRES	TOTAL
(en milliers d'euros)						
Nature	Titre subordonné perpétuel	Titre subordonné remboursable	Emprunt bancaire	Emprunt bancaire		
Date d'émission	20 avr 05	24 déc 09	14 déc 04	14 déc 09		
Durée	Durée perpétuelle mais option de remboursement anticipé à compter du 20 juillet 2015	5 ans	12 ans	5 ans		
Devise	Euro	Euro	Euro	Euro		
Montant	150 000	150 000	80 000	30 000		
Nombre de titres	150 000	150 000				
Nominal	1	1				
Taux nominal	Taux fixe de 4,625% jusqu'au 20 juillet 2015 puis EURIBOR 3 mois + 200pb	4,74%	4,05%	Euribor 3 mois +1,5%		
Taux d'intérêt effectif		4,74%	4,079%			
Prix de remboursement	Nominal	Nominal				
Frais d'émission	1 709	Néant	Néant	Néant		
Amortissement		Remboursement au pair le 24 déc 2014	Trimestrialités constantes de 528 K€	Remboursement in fine le 14 déc 2014		
Dérivés associés	3 swaps emprunteur taux fixe et 3 swaps emprunteur taux variable de 50 000 K€ chacun					
VALEUR AU BILAN	152 064	25 022	51 386	5 000	35 437	268 909

La colonne «Autres» rassemble les emprunts souscrits auprès des entreprises du secteur bancaire et non détaillés dans les quatre premières colonnes.

7.14 PASSIFS TECHNIQUES RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE
RÉPARTITION PAR NATURE ET PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ – AU 30 JUIN 2010

(en milliers d'euros)	30 juin 10				Total
	Dommmages	Epargne	Santé/Prév	Autres	
Provisions d'assurance vie		14 983 524	136 375		15 119 899
Provisions pour cotisations non acquises	1 837 478		209 663		2 047 141
Provisions pour sinistres à payer	3 623 581	49 151	107 214		3 779 946
Provisions pour participation aux bénéficies	1 292	166 173	2 628		170 093
Autres provisions techniques	1 044 961	535	144 566		1 190 062
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	6 507 312	15 199 383	600 446		22 307 141
Passifs relatifs aux contrats d'assurance en UC		126 865			126 865
TOTAL	6 507 312	15 326 248	600 446		22 434 006

RÉPARTITION PAR NATURE ET PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ – AU 31 DÉCEMBRE 2009

(en milliers d'euros)	31 déc 09				Total
	Dommmages	Epargne	Santé/Prév	Autres	
Provisions d'assurance vie		14 120 841	103 091		14 223 932
Provisions pour cotisations non acquises	731 931		3 994		735 925
Provisions pour sinistres à payer	3 552 521	40 403	99 336		3 692 260
Provisions pour participation aux bénéficies	2 890	101 881	2 628		107 399
Autres provisions techniques	989 267	631	139 163		1 129 061
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	5 276 609	14 263 756	348 212		19 888 577
Passifs relatifs aux contrats d'assurance en UC		140 960			140 960
TOTAL	5 276 609	14 404 716	348 212		20 029 537

RÉPARTITION PAR CATÉGORIE

(en milliers d'euros)	30 juin 10	31 déc 09
	VIE - Contrats collectifs	13 797
VIE - Contrats individuels	15 179 971	14 241 385
DECES - Contrats collectifs	133 294	100 345
DECES - Contrats individuels	32 525	31 647
Automobile	4 262 404	3 481 667
Responsabilité civile	13 631	15 339
Dommmages aux biens	1 012 803	767 009
Dommmages corporels	1 132 349	777 720
Autres	526 367	455 631
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	22 307 141	19 888 577
Passifs relatifs aux contrats d'assurance en UC	126 865	140 960
TOTAL	22 434 006	20 029 537

RÉPARTITION DES PASSIFS TECHNIQUES NETS DE RÉASSURANCE

(en milliers d'euros)	30 juin 10			31 déc 09		
	Brut	Réass	Net	Brut	Réass	Net
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	22 307 141	587 379	21 719 762	19 888 577	498 867	19 389 710
Passifs relatifs aux contrats d'assurance en UC	126 865		126 865	140 960		140 960
TOTAL	22 434 006	587 379	21 846 627	20 029 537	498 867	19 530 670

MOUVEMENTS SUR L'EXERCICE

(en milliers d'euros)	Provisions assurance vie	Provisions cotisations non acquises	Provisions pour sinistres à payer	Provisions participation aux bénéfices	Autres	Total
	Ouverture	14 223 932	735 925	3 692 260	107 399	1 129 061
Charges des provisions d'assurance	700 132	1 311 216	81 335	-1 695	53 480	2 144 468
Entrées et sorties de portefeuille						
Variations de périmètre						
Intérêts techniques et participation aux résultats	195 835			64 389		260 224
Utilisation de la provision pour participation aux bénéfices						
Autres mouvements			6 351		7 521	13 872
CLOTURE	15 119 899	2 047 141	3 779 946	170 093	1 190 062	22 307 141

7.15 PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES DIFFÉRÉE

DÉTAIL DE LA PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES DIFFEREE

(en milliers d'euros)	30 juin 10	31 déc 09
	Participation aux bénéfices différée active	-103
Participation aux bénéfices différée passive	316 385	182 299
TOTAL	316 282	117 921

Le taux de participation différée sur les mises en juste valeur est égal à 95% pour tous les portefeuilles de placements dédiés à l'activité Epargne et 100% pour ceux dédiés à la gestion des indemnités de fin de carrière (IFC).

DÉTAIL DES MOUVEMENTS – AU 30 JUIN 2010

(en milliers d'euros)	PB* différée Active	PB* différée Passive	PB* différée Nette
	Ouverture	64 378	182 299
Variation des plus ou moins-values latentes liées aux évolutions du marché	-64 275	185 323	249 598
Variation des dépréciations		12 715	12 715
Réalisation des plus ou moins-values latentes présentes à l'ouverture		-23 646	-23 646
Changement des hypothèses de calcul			
Autres variations		-40 306	-40 306
CLOTURE	103	316 385	316 282

* Participation aux bénéfices

DÉTAIL DES MOUVEMENTS – AU 31 DECEMBRE 2009

(en milliers d'euros)	PB* différée Active	PB* différée Passive	PB* différée Nette
Ouverture	400 860	3 883	-396 977
Variation des plus ou moins-values latentes liées aux évolutions du marché	-2 414	568 796	571 210
Variation des dépréciations	-176 159	-159 274	16 885
Réalisation des plus ou moins-values latentes présentes à l'ouverture	-159 693	-162 746	-3 053
Changement des hypothèses de calcul			
Autres variations	1 784	-68 360	-70 144
CLOTURE	64 378	182 299	117 921

* Participation aux bénéfices

REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE – AU 30 JUIN 2010

(en milliers d'euros)	PB* différée Active	PB* différée Passive	PB* différée Nette
Dommages			
Épargne	103	316 385	316 282
Santé/Prévoyance			
Autres			
TOTAL	103	316 385	316 282

* Participation aux bénéfices

REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE – AU 31 DECEMBRE 2009

(en milliers d'euros)	PB* différée Active	PB* différée Passive	PB* différée Nette
Dommages			
Épargne	64 378	182 299	117 921
Santé/Prévoyance			
Autres			
TOTAL	64 378	182 299	117 921

* Participation aux bénéfices

La participation aux bénéfices différée concerne exclusivement les contrats du secteur Épargne. Elle est déterminée en appliquant le taux de participation aux bénéfices défini contractuellement pour chacun des portefeuilles aux retraitements comptables imposés par les normes IFRS (notamment la mise en juste valeur des actifs financiers).

La participation aux bénéfices différée active a été partiellement reprise au cours du 1er semestre 2010 passant de 64.378 K€ à 103 K€ suite à la hausse de la juste valeur des portefeuilles de placements.

Le groupe Macif a procédé à un test de recouvrabilité de la participation aux bénéfices différée active, en tenant compte de sa capacité et de son intention d'imputer les moins-values latentes aux assurés. Les hypothèses retenues pour la réalisation de ce test sont issues des plans prévisionnels en termes de souscription, d'investissement, de frais généraux et de taux de distribution aux assurés. Les plans prévisionnels sont approuvés par le Directoire de Mutavie. Ils reposent sur la projection sur une période de 10 ans des contrats futurs et existants de l'activité Épargne du groupe Macif. Le test de recouvrabilité résulte de l'analyse des cash-flow futurs issus des plans prévisionnels à la fois déterministes et stochastiques. Il démontre que l'imputation de la participation différée active sur les participations aux bénéfices futures et latentes est fortement probable.

ÉVOLUTION DE LA PARTICIPATION DIFFÉRÉE – AU 30 JUIN 2010

(en milliers d'euros)	PB* différée Active	PB* différée Passive	PB* différée Nette
Ouverture	64 378	182 299	117 921
Variations liées aux gains et pertes d'évaluation sur actifs en juste valeur par résultat	-64 378	-97 243	-32 865
Variations liées aux gains et pertes d'évaluation sur actifs en juste valeur par réserves	103	231 329	231 226
Effet du changement de taux de participation aux bénéfices			
Autres mouvements			
CLOTURE	103	316 385	316 282

* Participation aux bénéfices

ÉVOLUTION DE LA PARTICIPATION DIFFÉRÉE – AU 31 DECEMBRE 2009

(en milliers d'euros)	PB* différée Active	PB* différée Passive	PB* différée Nette
Ouverture	400 860	3 883	-396 977
Variations liées aux gains et pertes d'évaluation sur actifs en juste valeur par résultat	24 043	10 858	-13 185
Variations liées aux gains et pertes d'évaluation sur actifs en juste valeur par réserves	-360 525	167 558	528 083
Effet du changement de taux de participation aux bénéfices			
Autres mouvements			
CLOTURE	64 378	182 299	117 921

* Participation aux bénéfices

7.16 INSTRUMENTS DERIVÉS**REPARTITION PAR CATEGORIE**

(en milliers d'euros)	30 juin 10	31 déc 09
Instruments dérivés actif	13 865	10 689
Instruments dérivés passif	2 949	3 736

JUSTE VALEUR

(en milliers d'euros)	30 juin 10			31 déc 09		
	Juste valeur	ICNE	Total	Juste valeur	ICNE	Total
Swap	7 117	6 748	13 865	7 554	3 135	10 689
Swaption						
Cap/Floor						
Instruments dérivés ACTIF	7 117	6 748	13 865	7 554	3 135	10 689
Swap	424	2 525	2 949	3 736		3 736
Swaption						
Cap/Floor						
Instruments dérivés PASSIF	424	2 525	2 949	3 736		3 736

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE

	Ouverture	Variation Juste valeur	Part inefficace	Clôture
(en milliers d'euros)				
Swap	10 689	3 176		13 865
Swaption				
Cap/Floor				
Instruments dérivés ACTIF	10 689	3 176		13 865
Swap	3 736	-1 211	424	2 949
Swaption				
Cap/Floor				
Instruments dérivés PASSIF	3 736	-1 211	424	2 949

REPARTITION PAR ECHEANCE – AU 30 JUIN 2010

	30 juin 10			Total
	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans	
(en milliers d'euros)				
Swap	7 718	5 618	529	13 865
Swaption				
Cap/Floor				
Instruments dérivés ACTIF	7 718	5 618	529	13 865
Swap	2 884	65		2 949
Swaption				
Cap/Floor				
Instruments dérivés PASSIF	2 884	65		2 949

REPARTITION PAR ECHEANCE – AU 31 DECEMBRE 2009

	31 déc 09			Total
	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans	
(en milliers d'euros)				
Swap	3 239	7 450		10 689
Swaption				
Cap/Floor				
Instruments dérivés ACTIF	3 239	7 450		10 689
Swap	3 736			3 736
Swaption				
Cap/Floor				
Instruments dérivés PASSIF	3 736			3 736

7.17 PRIMES ACQUISES**RÉPARTITION PAR ACTIVITÉ – AU 30 JUIN 2010**

(en milliers d'euros)	30 juin 10				Total
	Dommages	Epargne	Santé/Prév	Autres	
Primes émises	2 525 967	1 360 423	470 875		4 357 265
Variation des primes non acquises	-1 104 229		-205 669		-1 309 898
TOTAL	1 421 738	1 360 423	265 206		3 047 367

RÉPARTITION PAR ACTIVITÉ – AU 30 JUIN 2009

(en milliers d'euros)	30 juin 09				Total
	Dommages	Epargne	Santé/Prév	Autres	
Primes émises	2 394 608	1 118 534	435 261		3 948 403
Variation des primes non acquises	-1 033 679		-192 410		-1 226 089
TOTAL	1 360 929	1 118 534	242 851		2 722 314

RÉPARTITION PAR ACTIVITÉ – AU 31 DECEMBRE 2009

(en milliers d'euros)	31 déc 09				Total
	Dommages	Epargne	Santé/Prév	Autres	
Primes émises	2 807 706	2 390 670	495 990		5 694 366
Variation des primes non acquises	1 914		-663		1 251
TOTAL	2 809 620	2 390 670	495 327		5 695 617

RÉPARTITION PAR MODALITÉS D'ACQUISITION

(en milliers d'euros)			
	30 juin 10	30 juin 09	31 déc 09
Affaires directes		4 350 927	3 943 669
Affaires acceptées		6 338	4 734
Primes émises	4 357 265	3 948 403	5 694 366
Variation des primes non acquises		-1 309 898	-1 226 089
TOTAL	3 047 367	2 722 314	5 695 617

**RÉPARTITION DES PRIMES ACQUISES NETTES DE RÉASSURANCE
AU 30 JUIN 2010**

(en milliers d'euros)	30 juin 10		
	Brut	Réass.	Net
Primes émises	2 525 967	-72 054	2 453 913
Provisions pour primes non acquises	-1 104 229		-1 104 229
Activité Dommages	1 421 738	-72 054	1 349 684
Primes émises	1 360 423	-349	1 360 074
Activité Epargne	1 360 423	-349	1 360 074
Primes émises	470 875	-12 588	458 287
Provisions pour primes non acquises	-205 669		-205 669
Activité Santé / Prévoyance	265 206	-12 588	252 618
Primes émises	4 357 265	-84 991	4 272 274
Provisions pour primes non acquises	-1 309 898		-1 309 898
PRIMES ACQUISES	3 047 367	-84 991	2 962 376

**RÉPARTITION DES PRIMES ACQUISES NETTES DE RÉASSURANCE
AU 30 JUIN 2009**

(en milliers d'euros)	30 juin 09		
	Brut	Réass.	Net
Primes émises	2 394 608	-129 105	2 265 503
Provisions pour primes non acquises	-1 033 679	48 892	-984 787
Activité Dommages	1 360 929	-80 213	1 280 716
Primes émises	1 118 534	-365	1 118 169
Activité Epargne	1 118 534	-365	1 118 169
Primes émises	435 261	-10 991	424 270
Provisions pour primes non acquises	-192 410		-192 410
Activité Santé / Prévoyance	242 851	-10 991	231 860
Primes émises	3 948 403	-140 461	3 807 942
Provisions pour primes non acquises	-1 226 089	48 892	-1 177 197
PRIMES ACQUISES	2 722 314	-91 569	2 630 745

RÉPARTITION DES PRIMES ACQUISES NETTES DE RÉASSURANCE AU 31 DECEMBRE 2009

(en milliers d'euros)	31 déc 09		
	Brut	Réass.	Net
Primes émises	2 807 706	-134 865	2 672 841
Provisions pour primes non acquises	1 914		1 914
Activité Dommages	2 809 620	-134 865	2 674 755
Primes émises	2 390 670	-738	2 389 932
Activité Epargne	2 390 670	-738	2 389 932
Primes émises	495 990	-24 824	471 166
Provisions pour primes non acquises	-663		-663
Activité Santé / Prévoyance	495 327	-24 824	470 503
Primes émises	5 694 366	-160 427	5 533 939
Provisions pour primes non acquises	1 251		1 251
PRIMES ACQUISES	5 695 617	-160 427	5 535 190

7.18 CHARGES DES PRESTATIONS DES CONTRATS

AU 30 JUIN 2010

(en milliers d'euros)	30 juin 10			
	Dommages	Epargne	Santé / Prévoyance	Total
Charges de sinistres	1 243 990	688 249	192 856	2 125 095
Variation des provisions sinistres à payer	70 955	9 101	7 886	87 942
Variation des provisions d'assurance vie		665 019	2 117	667 136
Variation des provisions en UC		-14 095		-14 095
Variation des provisions pour participation aux bénéfices	-1 598	64 292		62 694
Variation des autres provisions techniques	55 899	199 593	6 430	261 922
Variation des provisions techniques	125 256	923 910	16 433	1 065 599
Variation de la provision pour participation aux bénéfices différée		-32 865		-32 865
Charges brutes des prestations des contrats	1 369 246	1 579 294	209 289	3 157 829
Paiements reçus des réassureurs	72 054	349	12 588	84 991
Variation des provisions techniques cédées	-104 984	-777	-9 708	-115 469
Réassurance	-32 930	-428	2 880	-30 478
CHARGES NETTES DES PRESTATIONS DES CONTRATS	1 336 316	1 578 866	212 169	3 127 351

AU 30 JUIN 2009

	30 juin 09			Total
	Dommmages	Epargne	Santé / Prévoyance	
(en milliers d'euros)				
Charges de sinistres	1 198 037	524 064	179 960	1 902 061
Variation des provisions sinistres à payer	117 599	4 473	2 907	124 979
Variation des provisions d'assurance vie		592 991	4 650	597 641
Variation des provisions en UC		2 853		2 853
Variation des provisions pour participation aux bénéfices	-695	-4 630		-5 325
Variation des autres provisions techniques	64 885	221 463	2 268	288 616
Variation des provisions techniques	181 789	817 150	9 825	1 008 764
Variation de la provision pour participation aux bénéfices différée		-23 442		-23 442
Charges brutes des prestations des contrats	1 379 826	1 317 772	189 785	2 887 383
Paiements reçus des réassureurs	80 213	365	10 991	91 569
Variation des provisions techniques cédées	-109 921	-286	-9 181	-119 388
Réassurance	-29 708	79	1 810	-27 819
CHARGES NETTES DES PRESTATIONS DES CONTRATS	1 350 118	1 317 851	191 595	2 859 564

AU 31 DECEMBRE 2009

	31 déc 09			Total
	Dommmages	Epargne	Santé / Prévoyance	
(en milliers d'euros)				
Charges de sinistres	2 364 857	1 174 392	361 641	3 900 890
Variation des provisions sinistres à payer	89 057	5 783	8 296	103 136
Variation des provisions d'assurance vie		1 203 016	9 105	1 212 121
Variation des provisions en UC		30 956		30 956
Variation des provisions pour participation aux bénéfices	741	36 368	1 265	38 374
Variation des autres provisions techniques	92 834	482 484	812	576 130
Variation des provisions techniques	182 632	1 758 607	19 478	1 960 717
Variation de la provision pour participation aux bénéfices différée		-13 186		-13 186
Charges brutes des prestations des contrats	2 547 489	2 919 813	381 119	5 848 421
Paiements reçus des réassureurs	134 865	738	24 824	160 427
Variation des provisions techniques cédées	-174 678	-453	-24 675	-199 806
Réassurance	-39 813	285	149	-39 379
CHARGES NETTES DES PRESTATIONS DES CONTRATS	2 507 676	2 920 098	381 268	5 809 042

7.19 CHARGES OU PRODUITS NETS DES CESSIONS EN RÉASSURANCE**AU 30 JUIN 2010**

	30 juin 10			Total
	Dommmages	Epargne	Santé / Prévoyance	
(en milliers d'euros)				
Produits des cessions en réassurance	-72 054	-349	-12 588	-84 991
Charges des cessions en réassurance	104 984	777	9 708	115 469
TOTAL	32 930	428	-2 880	30 478

AU 30 JUIN 2009

	30 juin 09			Total
	Dommmages	Epargne	Santé / Prévoyance	
(en milliers d'euros)				
Produits des cessions en réassurance	-80 213	-365	-10 991	-91 569
Charges des cessions en réassurance	109 921	286	9 181	119 388
TOTAL	29 708	-79	-1 810	27 819

AU 31 DECEMBRE 2009

	31 déc 09			Total
	Dommmages	Epargne	Santé / Prévoyance	
(en milliers d'euros)				
Produits des cessions en réassurance	-134 865	-738	-24 824	-160 427
Charges des cessions en réassurance	174 678	453	24 675	199 806
TOTAL	39 813	-285	-149	39 379

7.20 IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS**DÉTAIL DE LA CHARGE D'IMPÔT**

	30 juin 10	30 juin 09	31 déc 09
(en milliers d'euros)			
Impôt exigible	900	816	13 534
Impôts différés	18 255	31 619	-20 775
TOTAL	19 155	32 435	-7 241

8. Comptes sectoriels

Le groupe Macif est organisé autour de quatre segments opérationnels :

- Dommmages :** Ce segment rassemble une large gamme de contrats, couvrant les risques de dommages aux biens et aux personnes, destinés aux particuliers et aux professionnels. Les principaux contrats sont les contrats auto et habitation.
- Epargne :** Ce segment correspond aux activités d'assurance vie du groupe Macif. Il regroupe les contrats d'épargne en euros et ceux en unités de comptes (UC) gérés par Mutavie.
- Santé & Prévoyance :** Ce segment inclut les activités d'assurance en santé et prévoyance individuelle et collective. Les contrats s'adressent aux particuliers, professionnels indépendants, entreprises et groupements. Ces activités sont exercées par des entités mutualistes régies par le livre II du Code de la mutualité et adhérentes à la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF).
- Autres :** Ce segment comprend essentiellement les activités de gestion d'actifs et de placements immobiliers. Il inclut également l'activité bancaire créée au cours de l'exercice 2009.

8.1 AU 30 JUIN 2010*Actif*

(en milliers d'euros)	Domages	Epargne	Santé - Prévoyance	Autres	Total	Opérations inter- sectorielles	30 juin 10
Ecart d'acquisition	3 768	18 015			21 783		21 783
Portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance							
Autres immobilisations incorporelles	87 999	4	2 510	222	90 735		90 735
ACTIFS INCORPORELS	91 767	18 019	2 510	222	112 518		112 518
Immobilier de placement	61 011	169 170	17 847		248 028	-19 601	228 427
Immobilier de placement en UC							
Placements financiers	4 577 632	15 336 289	551 407	191 008	20 656 336	-132 217	20 524 119
Placements financiers en UC		126 865			126 865		126 865
Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés	13 865				13 865		13 865
PLACEMENTS DES ACTIVITES D'ASSURANCE	4 652 508	15 632 324	569 254	191 008	21 045 094	-151 818	20 893 276
EMPLOIS DES ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE ET PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITES	454			170 983	171 437	-1 573	169 864
INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES	143 545	3 113		130 846	277 504		277 504
PART DES CESSIONNAIRES ET RETROCESSIONNAIRES DANS LES PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET FINANCIERS	553 681	1 325	33 592		588 598	-1 219	587 379
Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles	341 298	9 467	11 057	1 325	363 147		363 147
Frais d'acquisitions reportés	110 925	99 563	364		210 852		210 852
Participation aux bénéfices différée active		103			103		103
Actifs d'impôts différés							
Créances nées des opérations d'assurance	1 380 474	3 414	233 999		1 617 887	-2 557	1 615 330
Créances nées des opérations de réassurance	7 621	25	1 963		9 609		9 609
Créances d'impôt exigible	14 630				14 630		14 630
Autres créances	171 320	26 149	22 094	49 966	269 529	-36 944	232 585
AUTRES ACTIFS	2 026 268	138 721	269 477	51 291	2 485 757	-39 501	2 446 256
ACTIFS DESTINES A LA VENTE ET ABANDONS D'ACTIVITES		3 996			3 996		3 996
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	513 919	1 000 187	79 130	40 134	1 633 370	-94	1 633 276
TOTAL DE L'ACTIF	7 982 142	16 797 685	953 963	584 484	26 318 274	-194 205	26 124 069

Passif

(en milliers d'euros)	Domages	Epargne	Santé - Prévoyance	Autres	Total	Opérations inter- sectorielles	30 juin 10
Capital social ou fonds équivalents	213 553		7 229		220 782		220 782
Primes d'émission, de fusion et d'apport							
Réserve de réévaluation	184 637	44 962	36 136	4 947	270 682		270 682
Autres réserves	428 060	350 777	211 161	275 114	1 265 112		1 265 112
Résultats cumulés	36		-3 571	16 440	12 905		12 905
Résultat net consolidé	-33 558	-1 692	-16 075	24 729	-26 596		-26 596
CAPITAUX PROPRES GROUPE	792 728	394 047	234 880	321 230	1 742 885		1 742 885
Intérêts minoritaires	-947	19 994		5 372	24 419		24 419
CAPITAUX PROPRES TOTAUX	791 781	414 041	234 880	326 602	1 767 304		1 767 304
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	63 374	75 145	9 815	7 245	155 579		155 579
Dettes subordonnées	158 182	153 662	10 000		321 844	-131 905	189 939
Dettes de financement représentées par des titres							
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	101 165				101 165		101 165
Autres dettes de financement	2 005	3 341	2 118	4 343	11 807	-2 085	9 722
DETTES DE FINANCEMENT	261 352	157 003	12 118	4 343	434 816	-133 990	300 826
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance</i>	6 507 312	15 199 896	601 665		22 308 873	-1 732	22 307 141
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance en UC</i>		126 865			126 865		126 865
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance	6 507 312	15 326 761	601 665		22 435 738	-1 732	22 434 006
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers avec participation discrétionnaire</i>		166 464			166 464		166 464
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers sans participation discrétionnaire</i>							
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers en UC</i>		166 464			166 464		166 464
Passifs techniques relatifs à des contrats financiers		166 464			166 464		166 464
Instruments dérivés séparés sur contrats							
Participation aux bénéfices différée passive		316 385			316 385		316 385
PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS	6 507 312	15 809 610	601 665		22 918 587	-1 732	22 916 855
RESSOURCES DES ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE							
PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES	88 622	245 745		3 472	337 839		337 839
DETTES ENVERS LES PORTEURS DE PARTS D'OPCVM CONSOLIDES				191 005	191 005		191 005
Dettes d'exploitation représentées par des titres							
Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire	58 107	11 381	1 199	1 190	71 877		71 877
Instruments dérivés passifs	2 949				2 949		2 949
Dettes nées des opérations d'assurance	21 865	32 892	4 097		58 854	-14 002	44 852
Dettes nées des opérations de réassurance	21 534	885	23 635		46 054	-1 115	44 939
Dettes d'impôts exigibles	16			21	37		37
Autres dettes	165 230	50 983	66 554	50 606	333 373	-43 366	290 007
AUTRES PASSIFS	269 701	96 141	95 485	51 817	513 144	-58 483	454 661
PASSIFS DES ACTIVITES DESTINEES A ETRE CEDEES OU ABANDONNEES							
TOTAL DU PASSIF	7 982 142	16 797 685	953 963	584 484	26 318 274	-194 205	26 124 069

Compte de résultat

(en milliers d'euros)	Domages	Epargne	Santé - Prévoyance	Autres	Total	Opérations inter- sectorielles	30 juin 10
<i>Primes émises</i>	2 525 967	1 363 270	472 943		4 362 180	-4 915	4 357 265
<i>Variation des primes non acquises</i>	-1 104 229		-205 669		-1 309 898		-1 309 898
PRIMES ACQUISES	1 421 738	1 363 270	267 274		3 052 282	-4 915	3 047 367
Produit net bancaire, net du coût du risque							
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	1 676			16 538	18 214	-3 736	14 478
Autres produits d'exploitation (nets des charges)	-29 277	-4 297	-29 526	134	-62 966	-23 027	-85 993
<i>Produits des placements</i>	92 578	292 652	10 372	9 587	405 189	-3 290	401 899
<i>Charges des placements</i>	-2 840	-19 628	-1 118	-4 490	-28 076	2 740	-25 336
<i>Plus et moins-values de cession des placements nets de reprises de dépréciation et d'amortissement</i>	-13 314	29 245	216	395	16 542		16 542
<i>Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat</i>	-7 140	-5 340	20	6	-12 454		-12 454
<i>Variation des dépréciations sur placements</i>	3 802	-19 962	-627	-2 122	-18 909	-573	-19 482
PRODUITS DES PLACEMENTS NETS DE CHARGES	73 086	276 967	8 863	3 376	362 292	-1 123	361 169
Charges des prestations des contrats	-1 370 154	-1 579 294	-211 103		-3 160 551	2 722	-3 157 829
<i>Produits des cessions en réassurance</i>	-73 959	-512	-12 588		-87 059	2 068	-84 991
<i>Charges des cessions en réassurance</i>	106 553	862	9 708		117 123	-1 654	115 469
CHARGES OU PRODUITS NETS DES CESSIONS EN REASSURANCE	32 594	350	-2 880		30 064	414	30 478
Charges d'exploitation bancaire							
Charges des autres activités	-8 985			-12 382	-21 367	573	-20 794
Frais d'acquisition des contrats	-170 816	-12 462	-21 239		-204 517	21 848	-182 669
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés							
Frais d'administration	-31 881	-10 865	-15 364		-58 110	2 958	-55 152
Autres produits et charges opérationnels courants	-20	-592	-389		-1 001		-1 001
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	-82 039	33 077	-4 364	7 666	-45 660	-4 286	-49 946
Autres produits et charges opérationnels	-938	-1 974	-10 404	23 488	10 172		10 172
RESULTAT OPERATIONNEL	-82 977	31 103	-14 768	31 154	-35 488	-4 286	-39 774
Charge de financement	-9 214	-3 526	-269	-94	-13 103	4 286	-8 817
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	1 023	104		-1 426	-299		-299
Impôts sur les résultats	54 469	-29 464	-1 038	-4 812	19 155		19 155
Résultat sur abandon d'activité après impôt							
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	-36 699	-1 783	-16 075	24 822	-29 735		-29 735
Intérêts minoritaires	-3 141	-91		93	-3 139		-3 139
RESULTAT NET - PART DU GROUPE	-33 558	-1 692	-16 075	24 729	-26 596		-26 596

État du résultat global

(en milliers d'euros)	Domages	Epargne	Santé - Prévoyance	Autres	Total	Opérations inter- sectorielles	30 juin 10
RESULTAT NET - PART DU GROUPE	-33 558	-1 692	-16 075	24 729	-26 596		-26 596
Ecart de conversion							
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	23 168	235 824	12 313	-833	270 472		270 472
Réévaluation des instruments dérivés de couverture							
Réévaluation des immobilisations							
Ecart actuariel sur les régimes à prestations définies							
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	-2 222	-59		3 464	1 183		1 183
"Comptabilité reflet" brute d'impôt différé		-219 711			-219 711		-219 711
Impôts	-7 978	-5 548		287	-13 239		-13 239
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES GROUPE	12 968	10 506	12 313	2 918	38 705		38 705
RESULTAT GLOBAL - PART DU GROUPE	-20 590	8 814	-3 762	27 647	12 109		12 109
Résultat global - Part des minoritaires	-3 141	464		93	-2 584		-2 584
RESULTAT GLOBAL	-23 731	9 278	-3 762	27 740	9 525		9 525

8.2 AU 31 DÉCEMBRE 2009*Actif*

(en milliers d'euros)	Dommmages	Epargne	Santé - Prévoyance	Autres	Total	Opérations inter- sectorielles	31 déc 09
Ecart d'acquisition	3 768	18 015			21 783		21 783
Portefeuilles de contrats des sociétés d'assurance							
Autres immobilisations incorporelles	87 046	6	3 532	237	90 821		90 821
ACTIFS INCORPORELS	90 814	18 021	3 532	237	112 604		112 604
Immobilier de placement	60 777	179 905	17 756		258 438	-19 363	239 075
Immobilier de placement en UC							
Placements financiers	4 476 877	14 367 843	537 913	275 429	19 658 062	-138 308	19 519 754
Placements financiers en UC		140 960			140 960		140 960
Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés	10 689				10 689		10 689
PLACEMENTS DES ACTIVITES D'ASSURANCE	4 548 343	14 688 708	555 669	275 429	20 068 149	-157 671	19 910 478
EMPLOIS DES ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE ET PLACEMENTS DES AUTRES ACTIVITES	531			172 672	173 203	-1 546	171 657
INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES	145 012	3 037		126 933	274 982		274 982
PART DES CESSIONNAIRES ET RETROCESSIONNAIRES DANS LES PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS D'ASSURANCE ET FINANCIERS	464 839	1 206	34 149		500 194	-1 327	498 867
Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles	318 193	8 924	9 513	1 299	337 929		337 929
Frais d'acquisitions reportés	92 242	91 771	531		184 544		184 544
Participation aux bénéfices différée active		64 378			64 378		64 378
Actifs d'impôts différés							
Créances nées des opérations d'assurance	215 564	804	27 713		244 081		244 081
Créances nées des opérations de réassurance	84 745	77	1 669		86 491		86 491
Créances d'impôt exigible	12 464				12 464		12 464
Autres créances	151 576	20 945	12 379	10 370	195 270	-22 233	173 037
AUTRES ACTIFS	874 784	186 899	51 805	11 669	1 125 157	-22 233	1 102 924
ACTIFS DESTINES A LA VENTE ET ABANDONS D'ACTIVITES							
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	654 978	785 985	48 282	42 390	1 531 635	-255	1 531 380
TOTAL DE L'ACTIF	6 779 301	15 683 856	693 437	629 330	23 785 924	-183 032	23 602 892

Passif

(en milliers d'euros)	Domages	Epargne	Santé - Prévoyance	Autres	Total	Opérations inter- sectorielles	31 déc 09
Capital social ou fonds équivalents	211 368		7 229		218 597		218 597
Primes d'émission, de fusion et d'apport							
Réserve de réévaluation	171 669	34 456	23 823	2 029	231 977		231 977
Autres réserves	429 015	327 100	210 192	309 199	1 275 506		1 275 506
Résultats cumulés	428		-3 348		-2 920		-2 920
Résultat net consolidé	-4 437	29 160	742	-11 945	13 520		13 520
CAPITAUX PROPRES GROUPE	808 043	390 716	238 638	299 283	1 736 680		1 736 680
Intérêts minoritaires	2 597	19 821		5 346	27 764		27 764
CAPITAUX PROPRES TOTAUX	810 640	410 537	238 638	304 629	1 764 444		1 764 444
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	62 942	72 594	7 284	7 245	150 065		150 065
Dettes subordonnées	154 634	150 136	10 000		314 770	-135 114	179 656
Dettes de financement représentées par des titres							
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	80 977				80 977		80 977
Autres dettes de financement	2 022	3 182	1 866	3 037	10 107	-1 831	8 276
DETTES DE FINANCEMENT	237 633	153 318	11 866	3 037	405 854	-136 945	268 909
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance</i>	5 276 609	14 264 269	349 539		19 890 417	-1 840	19 888 577
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance en UC</i>		140 960			140 960		140 960
Passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance	5 276 609	14 405 229	349 539		20 031 377	-1 840	20 029 537
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers avec participation discrétionnaire</i>		165 146			165 146		165 146
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers sans participation discrétionnaire</i>							
<i>Passifs techniques relatifs à des contrats financiers en UC</i>							
Passifs techniques relatifs à des contrats financiers		165 146			165 146		165 146
Instruments dérivés séparés sur contrats							
Participation aux bénéfices différée passive		182 299			182 299		182 299
PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS	5 276 609	14 752 674	349 539		20 378 822	-1 840	20 376 982
RESSOURCES DES ACTIVITES DU SECTEUR BANCAIRE							
PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES	127 416	204 358		3 761	335 535		335 535
DETTES ENVERS LES PORTEURS DE PARTS D'OPCVM CONSOLIDES				275 429	275 429		275 429
Dettes d'exploitation représentées par des titres							
Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire	58 697	25 053	1 772	4	85 526		85 526
Instruments dérivés passifs	3 736				3 736		3 736
Dettes nées des opérations d'assurance	29 699	20 925	10 003		60 627	-1 152	59 475
Dettes nées des opérations de réassurance	18 445	853	21 526		40 824	-1 784	39 040
Dettes d'impôts exigibles	16			20	36		36
Autres dettes	153 468	43 544	52 809	35 205	285 026	-41 311	243 715
AUTRES PASSIFS	264 061	90 375	86 110	35 229	475 775	-44 247	431 528
PASSIFS DES ACTIVITES DESTINEES A ETRE CEDEES OU ABANDONNEES							
TOTAL DU PASSIF	6 779 301	15 683 856	693 437	629 330	23 785 924	-183 032	23 602 892

Compte de résultat

(en milliers d'euros)	Domages	Epargne	Santé - Prévoyance	Autres	Total	Opérations inter- sectorielles	31 déc 09
<i>Primes émises</i>	2 807 706	2 391 264	500 969		5 699 939	-5 573	5 694 366
<i>Variation des primes non acquises</i>	1 914		-663		1 251		1 251
PRIMES ACQUISES	2 809 620	2 391 264	500 306		5 701 190	-5 573	5 695 617
Produit net bancaire, net du coût du risque							
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	2 781			28 992	31 773	-361	31 412
Autres produits d'exploitation (nets des charges)	-62 466	-4 443	-54 295	412	-120 792	-19 928	-140 720
<i>Produits des placements</i>	176 314	587 917	19 564	1 193	784 988	-1 007	783 981
<i>Charges des placements</i>	-8 115	-5 373	-2 482	-8 296	-24 266		-24 266
<i>Plus et moins-values de cession des placements nets de reprises de dépréciation et d'amortissement</i>	49 745	28 107	1 596	2 321	81 769		81 769
<i>Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat</i>	32 147	43 146	231	10	75 534		75 534
<i>Variation des dépréciations sur placements</i>	-11 301	-13 265	-500	-3 064	-28 130	-1 022	-29 152
PRODUITS DES PLACEMENTS NETS DE CHARGES	238 790	640 532	18 409	-7 836	889 895	-2 029	887 866
Charges des prestations des contrats	-2 547 489	-2 919 813	-385 238		-5 852 540	4 119	-5 848 421
<i>Produits des cessions en réassurance</i>	-139 498	-1 085	-24 824		-165 407	4 980	-160 427
<i>Charges des cessions en réassurance</i>	178 406	417	24 675		203 498	-3 692	199 806
CHARGES OU PRODUITS NETS DES CESSIONS EN REASSURANCE	38 908	-668	-149		38 091	1 288	39 379
Charges d'exploitation bancaire							
Charges des autres activités	-22 960			-19 591	-42 551	1 022	-41 529
Frais d'acquisition des contrats	-373 783	-22 949	-39 751		-436 483	19 200	-417 283
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés							
Frais d'administration	-58 739	-19 109	-28 389		-106 237	1 192	-105 045
Autres produits et charges opérationnels courants	-137	-1 471	895		-713	-1 286	-1 999
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	24 525	63 343	11 788	1 977	101 633	-2 356	99 277
Autres produits et charges opérationnels	-40 325	922	-8 318	1 730	-45 991	1 349	-44 642
RESULTAT OPERATIONNEL	-15 800	64 265	3 470	3 707	55 642	-1 007	54 635
Charge de financement	-14 392	-8 598	-757	-407	-24 154	1 007	-23 147
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	-785	127		-11 326	-11 984		-11 984
Impôts sur les résultats	23 536	-25 112	-1 971	-3 694	-7 241		-7 241
Résultat sur abandon d'activité après impôt							
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	-7 441	30 682	742	-11 720	12 263		12 263
Intérêts minoritaires	-3 004	1 522		225	-1 257		-1 257
RESULTAT NET - PART DU GROUPE	-4 437	29 160	742	-11 945	13 520		13 520

État du résultat global

(en milliers d'euros)	Domages	Epargne	Santé - Prévoyance	Autres	Total	Opérations inter- sectorielles	31 déc 09
RESULTAT NET - PART DU GROUPE	-4 437	29 160	742	-11 945	13 520		13 520
Ecart de conversion							
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	165 531	551 562	22 769	-1 628	738 234		738 234
Réévaluation des instruments dérivés de couverture							
Réévaluation des immobilisations							
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies							
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	1 934	26		2 023	3 983		3 983
"Comptabilité reflet" brute d'impôt différé		-502 415			-502 415		-502 415
Impôts	-56 988	-16 924		560	-73 352		-73 352
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES GROUPE	110 477	32 249	22 769	955	166 450		166 450
RESULTAT GLOBAL - PART DU GROUPE	106 040	61 409	23 511	-10 990	179 970		179 970
Résultat global - Part des minoritaires	-3 004	3 176		236	408		408
RESULTAT GLOBAL	103 036	64 585	23 511	-10 754	180 378		180 378

8.3 AU 30 JUIN 2009**Compte de résultat**

(en milliers d'euros)	Dommages	Epargne	Santé - Prévoyance	Autres	Total	Opérations inter- sectorielles	30 juin 09
<i>Primes émises</i>	2 394 608	1 118 818	437 361		3 950 787	-2 384	3 948 403
<i>Variation des primes non acquises</i>	-1 033 679		-192 410		-1 226 089		-1 226 089
PRIMES ACQUISES	1 360 929	1 118 818	244 951		2 724 698	-2 384	2 722 314
Produit net bancaire, net du coût du risque							
Chiffre d'affaires ou produits des autres activités	1 153			15 648	16 801	-222	16 579
Autres produits d'exploitation (nets des charges)	-26 492	-4 698	-24 940	-3 102	-59 232	-9 234	-68 466
<i>Produits des placements</i>	88 489	250 072	9 233	717	348 511	-524	347 987
<i>Charges des placements</i>	-5 778	-3 062	-696	-26	-9 562	29	-9 533
<i>Plus et moins-values de cession des placements nets de reprises de dépréciation et d'amortissement</i>	-3 933	4 465	302	1 980	2 814		2 814
<i>Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat</i>	9 588	15 005	189	11	24 793		24 793
<i>Variation des dépréciations sur placements</i>	-4 210	-26 514	-1 365	-2 589	-34 678	-425	-35 103
PRODUITS DES PLACEMENTS NETS DE CHARGES	84 156	239 966	7 663	93	331 878	-920	330 958
Charges des prestations des contrats	-1 379 832	-1 317 772	-191 588		-2 889 192	1 809	-2 887 383
<i>Produits des cessions en réassurance</i>	-82 119	-520	-10 991		-93 630	2 061	-91 569
<i>Charges des cessions en réassurance</i>	111 431	336	9 181		120 948	-1 560	119 388
CHARGES OU PRODUITS NETS DES CESSIONS EN REASSURANCE	29 312	-184	-1 810		27 318	501	27 819
Charges d'exploitation bancaire							
Charges des autres activités	-11 121			-9 614	-20 735	490	-20 245
Frais d'acquisition des contrats	-140 106	-10 763	-20 052		-170 921	8 503	-162 418
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés							
Frais d'administration	-28 157	-10 482	-14 488		-53 127	899	-52 228
Autres produits et charges opérationnels courants		-421	-283		-704		-704
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	-110 158	14 464	-547	3 025	-93 216	-558	-93 774
Autres produits et charges opérationnels	781	382	-2 850	1 271	-416	63	-353
RESULTAT OPERATIONNEL	-109 377	14 846	-3 397	4 296	-93 632	-495	-94 127
Charge de financement	-7 694	-4 163	-342	-255	-12 454	495	-11 959
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	-273	106		4 948	4 781		4 781
Impôts sur les résultats	47 085	-12 132	-830	-1 688	32 435		32 435
Résultat sur abandon d'activité après impôt							
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	-70 259	-1 343	-4 569	7 301	-68 870		-68 870
Intérêts minoritaires	-1	-73		144	70		70
RESULTAT NET - PART DU GROUPE	-70 258	-1 270	-4 569	7 157	-68 940		-68 940

État du résultat global

(en milliers d'euros)

	Dommages	Epargne	Santé - Prévoyance	Autres	Total	Opérations inter- sectorielles	30 juin 09
RESULTAT NET - PART DU GROUPE	-70 258	-1 270	-4 569	7 157	-68 940		-68 940
Ecart de conversion							
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	83 364	187 450	7 915	-1 500	277 229		277 229
Réévaluation des instruments dérivés de couverture							
Réévaluation des immobilisations							
Ecart actuariel sur les régimes à prestations définies							
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	684	19		-810	-107		-107
"Comptabilité reflet" brute d'impôt différé		-171 040			-171 040		-171 040
Impôts	-28 938	-5 656		796	-33 798		-33 798
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES GROUPE	55 110	10 773	7 915	-1 514	72 284		72 284
RESULTAT GLOBAL - PART DU GROUPE	-15 148	9 503	3 346	5 643	3 344		3 344
Résultat global - Part des minoritaires	-1	490		105	594		594
RESULTAT GLOBAL	-15 149	9 993	3 346	5 748	3 938		3 938

9. Autres informations

9.1 ENGAGEMENTS DONNÉS ET REÇUS

AU 30 JUIN 2010

(en milliers d'euros)

	30 juin 10				
	Domages	Epargne	Santé/Prév	Autres	Total
Engagements reçus	39 713	3 735	5 349	404	49 201
Avals, cautions et garantie de crédit	667	61 737	4 674	25 000	92 078
Titres et actifs acquis avec engagement de revente					
Autres engagements sur titres et actifs	105 199	183 839	348	1 312	290 698
Autres engagements donnés	40 330	1 351	30 271		71 952
Engagements donnés	146 196	246 927	35 293	26 312	454 728
Valeurs reçues en nantissement des cessionnaires et rétrocessionnaires	338 545		2 334		340 879

AU 31 DECEMBRE 2009

(en milliers d'euros)

	31 déc 09				
	Domages	Epargne	Santé/Prév	Autres	Total
Engagements reçus	14 543	3 139	4 317		21 999
Avals, cautions et garantie de crédit	461	27 653	4 674	25 000	57 788
Titres et actifs acquis avec engagement de revente		151 158			151 158
Autres engagements sur titres et actifs	62 677		348		63 025
Autres engagements donnés	68 094	1 800	31 469		101 363
Engagements donnés	131 232	180 611	36 491	25 000	373 334
Valeurs reçues en nantissement des cessionnaires et rétrocessionnaires	317 330		2 176		319 506

9.2 INSTRUMENTS FINANCIERS INSCRITS AU BILAN PAR MÉTHODE DE GESTION

AU 30 JUIN 2010

(en milliers d'euros)		Ventilation par catégorie d'instrument							
		Valeur au bilan	Juste valeur	Trading	FVO	AFS	Prêts et créances	Coût amorti	TOTAL
Notes									
	Immobilier de placement	228 427	228 427					228 427	228 427
7.2	Placements financiers	20 524 119	20 524 119		1 126 611	19 282 062	115 446		20 524 119
7.3	Placements financiers en UC	126 865	126 865		126 865				126 865
7.16	Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés	13 865	13 865	13 865					13 865
	Placements des activités d'assurance	20 893 276	20 893 276	13 865	1 253 476	19 282 062	115 446	228 427	20 893 276
7.4	Emplois des activités du secteur bancaire et placements des autres activités	169 864	169 864	10 943		14 379	11 743	132 799	169 864
7.5	Investissements dans les entreprises associées	277 504	277 504	118		12 221		265 165	277 504
7.11	Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 633 276	1 633 276	744 243	845 919			43 114	1 633 276
ACTIFS FINANCIERS		22 973 920	22 973 920	769 169	2 099 395	19 308 662	127 189	669 505	22 973 920
	Dettes subordonnées	189 939	202 658					189 939	189 939
	Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	101 165	101 165					101 165	101 165
	Autres dettes de financement	9 722	9 722					9 722	9 722
7.13	Dettes de financement	300 826	313 545					300 826	300 826
	Dettes envers les porteurs de parts d'OPCVM consolidés	191 005	191 005		191 005				191 005
	envers les entreprises du secteur bancaire	71 877	71 877					71 877	71 877
7.16	Instruments dérivés passif	2 949	2 949	2 949					2 949
PASSIFS FINANCIERS		566 657	579 376	2 949	191 005			372 703	566 657

AU 31 DECEMBRE 2009

(en milliers d'euros)		Ventilation par catégorie d'instrument							
		Valeur au bilan	Juste valeur	Trading	FVO	AFS	Prêts et créances	Coût amorti	TOTAL
Notes									
	Immobilier de placement	239 075	239 075					239 075	239 075
7.2	Placements financiers	19 519 754	19 519 754	25 049	1 134 230	18 267 592	92 883		19 519 754
7.3	Placements financiers en UC	140 960	140 960		140 960				140 960
7.16	Instruments dérivés et dérivés incorporés séparés	10 689	10 689	10 689					10 689
	Placements des activités d'assurance	19 910 478	19 910 478	35 738	1 275 190	18 267 592	92 883	239 075	19 910 478
7.4	Emplois des activités du secteur bancaire et placements des autres activités	171 657	171 657			26 242	11 742	133 673	171 657
7.5	Investissements dans les entreprises associées	274 982	274 982	-280		10 725		264 537	274 982
7.11	Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 531 380	1 531 380	582 197	871 058			78 125	1 531 380
	ACTIFS FINANCIERS	21 888 497	21 888 497	617 655	2 146 248	18 304 559	104 625	715 410	21 888 497
	Dettes subordonnées	179 656	190 925					179 656	179 656
	Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	80 977	80 977					80 977	80 977
	Autres dettes de financement	8 276	8 276					8 276	8 276
7.13	Dettes de financement	268 909	280 178					268 909	268 909
	Dettes envers les porteurs de parts d'OPCVM consolidés	275 429	275 429		275 429				275 429
	Dettes d'exploitation envers les entreprises du secteur bancaire	85 526	85 526					85 526	85 526
7.16	Instruments dérivés passifs	3 736	3 736	3 736					3 736
	PASSIFS FINANCIERS	633 600	644 869	3 736	275 429			354 435	633 600



Rapport
des
commissaires
aux comptes

MACIF

Siège Social : 2-4 rue Pied de Fond 79037 Niort Cedex 9
Société d'Assurance Mutuelle à cotisations variables

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Comptes arrêtés au 30 juin 2010

GROUPE Y AUDIT

MAZARS

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux délégués,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la Mutuelle MACIF, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2010 au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

MACIF

*Comptes Semestriels
arrêtés le 30 juin 2010*

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Niort et à Courbevoie, le 30 Août 2010

Les Commissaires aux Comptes

GROUPE Y AUDIT



Michel Aimé

MAZARS



Pascal Parant
